

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

---

DES  
**DROITS DE L'ÉPOUX**

SUR LA

**Succession du Conjoint prédécédé**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

**Le Jeudi 15 Novembre 1906, à 3 h. 1/2**

PAR

**Léon PETITFILS**

---

**JURY D'EXAMEN :**

MM. GUILLOUARD, professeur, président de la Thèse  
DANJON, professeur  
LEBRET, professeur

---

CARVIN

IMPRIMERIE TYPO-LITHOGRAPHIQUE A. PLOUVIER ET C. CHARTREUX

38 et 40, rue du Centre, 38 et 40

1906







## ERRATA

---

Page 37, ligne 16, au lieu de : précipient, lire :  
*préciput.*

Page 39, ligne 25, au lieu de : ses, lire : *ces.*

Page 71, ligne 10, au lieu de : accessible, lire :  
*successible.*

Page 110, ligne 18, au lieu de : nouveau Code  
civil, lire : nouveau *du*  
Code civil.

Page 119, ligne 18, au lieu de : cause, lire : *clause.*

Page 133, ligne 6, au lieu de : vingt-cinq mille  
francs, lire : *deux mille*  
*cinq cents francs.*

Page 149, ligne 6, au lieu de : ses, lire : *ces.*

Page 168, ligne 15, au lieu de : équivalent, lire :  
*équivalent.*

Page 242, ligne 13, au lieu de : bien, lire : *lien.*

---

---



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# **DES DROITS DE L'ÉPOUX**

**SUR LA**

**Succession du Conjoint prédécédé**

# UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1906-1907

## DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ✱), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

## PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ✱), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ✱), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (✱, A. ✱), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ✱, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ✱), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ✱), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ✱), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Éléments du Droit civil*.

DEBRAY (A. ✱), professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. ✱), professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français* et chargé du cours d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

## SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ✱), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

---

DES  
**DROITS DE L'ÉPOUX**

SUR LA

**Succession du Conjoint prédécédé**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

**Le Jeudi 15 Novembre 1906, à 3 h. 1/2**

PAR

**Léon PETITFILS**

---

**JURY D'EXAMEN :**

MM. GUILLOUARD, professeur, président de la Thèse  
DANJON, professeur  
LEBRET, professeur

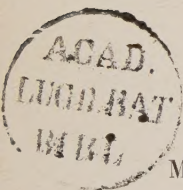
---

CARVIN

IMPRIMERIE TYPO-LITHOGRAPHIQUE A. PLOUVIER ET C. CHARTREUX

38 et 40, rue du Centre, 38 et 40

1906



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**A la Mémoire de ma Mère**

**A mon Père**

**A la Mémoire de mes Professeurs**

M. le Marquis DE VAREILLES-SOMMIÈRES

M. Eugène DELACHENAL

**A mes Professeurs**



# INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

---

## *Droit romain et Droit français*

### OUVRAGES

- Accarias.** — Précis de Droit romain, 2 vol. in-8°, 4<sup>e</sup> édition 1866-1891.
- Aubry et Rau.** — Cours de Droit civil français, 4<sup>e</sup> édit., 1878.
- Baudry-Lacantinerie.** — Précis de Droit civil.
- Baudry-Lacantinerie** et **Wahl.** — Traité théorique et pratique de Droit civil ; des successions, 1895.
- Boissonnade.** — De la Condition juridique de l'époux survivant. — Histoire des droits de l'époux survivant, 1874.
- Bonnet.** — Des droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint, 4<sup>e</sup> édit., 1897.
- Brugairolles.** — Des droits de l'époux survivant dans la succession de son conjoint prédécédé, 1893.
- Bruneau.** — Des droits de succession du conjoint survivant.
- Cæsar.** — Commentarii de bello gallico.
- Chardenet.** — Des droits de succession accordés par la loi au conjoint survivant, 1893.
- Dalloz.** — Supplément au Répertoire, 1887-1897.
- Defrénois.** — Traité formulaire des droits d'hérédité entre époux, 4<sup>e</sup> édit. 1895.
- Degand.** — Traité théorique et pratique de la succession entre époux. Commentaire de la loi du 9 mars 1891, 1896.
- Demolombe.** — Cours de Code Napoléon, 1870.
- Du Bouilly du Frétay.** — Des droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint, 1895.

- Esmein.** — Cours d'histoire du Droit français, 3<sup>e</sup> édit., 1898.
- Fénel.** — Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil, 1836.
- Floquet.** — Des droits de l'époux survivant dans la succession de son conjoint, Autun, 1892.
- Floucaud-Pénardille.** — Des droits de l'époux survivant dans la succession de son conjoint, 1894.
- Gerbault et Dabourg.** — Code des droits successoraux des époux, 1892.
- Girard.** — Manuel de Droit romain, 3<sup>e</sup> édit., Paris, 1901.
- Glasson.** — Histoire du Droit et des Institutions de la France, 1896.
- Hue.** — Commentaire théorique et pratique du Code civil, 1893.
- Lamache.** — Commentaire de la loi du 9 mars 1891, 2<sup>e</sup> éd., 1895.
- Laurent.** — Principes de Droit civil, 1878.
- Loysel.** — Institutes coutumières.
- Maitrejean.** — Des droits *ab intestat* de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé, 1874.
- Montaudon.** — Des successions entre époux.
- Merlin.** — Répertoire de Jurisprudence, 5<sup>e</sup> édit., 1827.
- Petit.** — Traité élémentaire de Droit romain.
- Planiol.** — Traité élémentaire de Droit civil, 3<sup>e</sup> édit. 1904.
- Pothier.** — Œuvres, édition Bugnet, 2<sup>e</sup> édit., 1861.
- Rodière et Pont.** — Traité du Contrat de mariage, 2<sup>e</sup> éd., 1869.
- Rouard de Card.** — Des droits de l'époux sur la succession de son conjoint prédécédé, 1891.
- Savigny.** — Histoire du Droit romain au Moyen Age, 1839.
- Souehon.** — Commentaire de la loi qui modifie les droits de l'époux sur la succession de son conjoint, 1891.
- Touillier.** — Le Droit civil français, continué par DUVERGIER, 1843.
- Viollet.** — Histoire des Institutions politiques et administratives de la France, 1890.
- Zéglicki.** — Commentaire de la loi du 9 mars 1891.

REVUES ET PÉRIODIQUES

- Dalloz.** — Jurisprudence générale; Recueil périodique; Note de M. PLANIOL, 1894.
- Defrénois.** — Répertoire général pratique du Notariat, 1891.
- Droit (le).* — Etude de M. LYON-Caen, 1890.

**Duvergier.** — Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, année 1891.

*France Judiciaire.* — Etudes de MM. GERBAULT et DUBOURG, 1892.

*Journal de l'Enregistrement*, 1891, 1894.

*Journal des Notaires*, 1891.

*Journal du Notariat*, 1891.

*Journal officiel*,

*Lois nouvelles.* — Étude de M. MESNARD, 1891.

*Moniteur universel.*

*Pandectes françaises.*

*Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, années 1891 et 1892.

*Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 1891, 1893, 1894, 1895, 1896.

*Revue générale de Droit, de Législation et de Jurisprudence*, 1891, 1892, 1893.

*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1903, 1906.

**Sirey.** — Recueil général des lois et arrêts, 1880, 1892.

### *Droit étranger*

#### OUVRAGES

**Alexandresco.** — Droit ancien et moderne de la Roumanie, Paris et Bucarest, 1898.

**Beauregard.** — Législation italienne, 1887.

**Bippert et Bornand.** — Code civil du canton de Vaud et sa concordance avec le Code civil français, Lausanne, 1885.

**Dansaert.** — Commentaire de la loi belge du 20 novembre 1896 sur les droits successoraux du conjoint survivant.

**Glasson.** — Histoire du Droit et des Institutions de l'Angleterre.

**Grasserie** (RAOUL DE LA). — Code civil du canton des Grisons, 1893.

— — Code civil allemand, Paris, 1897.

— — Code civil suédois, Paris, 1895.

**Huc et Orsier.** — Le Code civil italien et le Code Napoléon, 1868.

**Lanczyrie et Dubois.** — Code civil portugais, traduit et annoté.

*Le Code civil.* — Livre du Centenaire, 2 vol., Paris, 1905.

**Lehr** (ERNEST). — Code civil espagnol, traduit et annoté, 1880.

— — Éléments de Droit germanique, 1892.

- Lehr** (ERNEST) — Éléments de Droit civil russe, 1877.  
— — Éléments de Droit civil anglais, 1885. Supp.  
par J. DUMAS.
- Lepelletier.** — Code civil portugais, traduit et annoté, 1894.
- Levé.** — Code civil espagnol, traduit et annoté, 1890.
- Loranger.** — Commentaire du Code canadien, Montréal, 1873-1879.
- Lubliner.** — Concordance entre le Code civil de Pologne et le  
Code civil français, 1877.
- Médina et Maranon.** — Les lois civiles d'Espagne, 3<sup>e</sup> éd., 1891.
- Meulenaere** (DE). — Code civil allemand, traduit et annoté, et  
Loi d'introduction, 1897.
- Montigny** (DE). — Histoire du Droit canadien, 1 vol., 1869.
- Rossel.** — Manuel élémentaire de Droit civil de la Suisse romande,  
1887.
- Trypels.** — Les Codes néerlandais, Paris, 1886.

PÉRIODIQUES

- Annuaire de Législation étrangère*, 1873, 1875, 1878, 1883, 1884,  
1891, 1896, 1898, 1902.
- Bulletin de la Société de Législation étrangère*, 1871. Étude de  
M. A. RIBOT.
- Moniteur Belge*, 1896.
- Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1896,  
1897.
-

## INTRODUCTION

---

L'Assemblée constituante, dans sa constitution de 1791, avait déclaré qu'elle voulait donner au pays un code unique pour faire disparaître les divergences qui existaient entre les différentes coutumes; elle voulait également faire table rase des droits de l'ancien régime. Ce fut le but des législateurs de la Révolution et si cette Assemblée constituante ne put arriver au résultat qu'elle s'était proposé, son œuvre fut continuée par la Convention et aboutit sous le Consulat à la publication du Code civil, le 21 mars 1804.

Mais si la Révolution française s'était montrée des plus larges pour défendre les intérêts des faibles, des incapables; si elle avait voulu établir, autant qu'il lui était possible, l'égalité entre tous en faisant disparaître les privilèges; par une inconséquence étrange, les rédacteurs du Code civil négligèrent de défendre les intérêts du conjoint survivant. Le législateur, à cette époque, avait voulu prendre pour base du système de dévolution successorale *ab intestat*, l'ordre des affections présumées du défunt et cepen-

dant, ainsi que nous le verrons dans le cours de cette étude, le conjoint survivant sera placé après tous les héritiers successibles, ne sera appelé qu'à leur défaut et ne sera préféré qu'à l'État.

La Convention s'était occupée des droits de l'époux survivant dans sa loi du 17 nivôse an II ; elle avait fait disparaître les anciens avantages : le douaire, la quarte du conjoint pauvre, mais elle ne l'appelait à recueillir la part de l'époux décédé qu'en l'absence de tout héritier du sang. Le Code civil n'apporta aucune modification à ce régime. Il y avait là une lacune des plus regrettables et, comme le disait M. Piou dans le rapport qu'il présentait, en 1890, à la Chambre des députés, cette vocation héréditaire, conçue dans ces conditions, équivalait à une exhérédation : « Rejeter l'époux à l'avant-dernier rang de l'ordre successoral, c'est en réalité l'exclure » <sup>(1)</sup>.

Cette exclusion était inadmissible. Il y avait quelque chose d'injuste de voir que le conjoint survivant qui avait passé sa vie à travailler dans l'intérêt de la communauté, qui avait participé à la conservation, sinon à la création de la fortune de l'époux prémourant, pût être privé de l'hérédité par des parents d'un degré assez éloigné. Sous ce régime successoral, on pouvait voir un époux tomber subitement dans la misère après avoir vécu pendant tout

---

(1) Rapport de M. Piou à la Chambre des députés, 1890. *Journ. off.* du 16 avril 1890, annexe n° 305.

le cours du mariage dans le bien-être, quelquefois dans l'opulence.

Cette situation illogique, contraire à l'intérêt familial et en opposition avec les principes de droit successoral de notre Code, souleva de nombreuses critiques et fit naître différents projets de loi ; mais ce ne fut qu'en 1871, après quelques vaines tentatives, que cette réforme fut mise sérieusement à l'étude.

L'Académie des sciences morales et politiques proposa le projet de réforme au concours et, l'année suivante, M. le député Delsol présenta un projet de loi à l'Assemblée nationale.

Il fallut plus de vingt ans pour aboutir au vote de cette loi. Le projet fut renvoyé aux commissions qui le modifièrent à différentes reprises et la loi fut définitivement votée le 9 mars 1891.

La plupart des législations étrangères nous avaient précédés dans cette réforme ; c'est après avoir comparé ces différentes législations, c'est après avoir pris l'avis des Cours d'appel et des Facultés de droit que le législateur français adopta cette nouvelle loi. Le conjoint survivant a non seulement un droit héréditaire en l'absence de tout héritier, mais encore le nouvel article 767 lui accorde un droit successoral d'usufruit, même en présence des héritiers les plus proches.

Le but de cette étude sera de résumer dans une *première partie* l'histoire de la situation du conjoint survivant depuis le Droit romain jusqu'à

nos jours ; de voir, dans une *seconde partie*, les modifications qui ont été apportées par la loi de 1891, d'étudier la nature et la quotité de ce droit d'usufruit ; d'examiner enfin, dans une *troisième partie*, le mode d'exercice de ce droit de jouissance.



## PREMIÈRE PARTIE

### Historique

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### Situation du conjoint survivant sous le Droit romain

---

La situation du conjoint survivant était des plus précaires sous le Droit romain. Le *paterfamilias* avait à l'origine, à Rome, l'autorité la plus entière sur tous les biens de famille, sur le patrimoine et même sur les personnes qui vivaient sous sa dépendance. La famille<sup>(1)</sup> comprenait en effet le *paterfamilias* qui en était le chef, les descendants soumis à sa puissance et la femme *in manu* qui était considérée *loco filix*. C'était tout au début par *coemptio*, par achat de la femme, que le mari en devenait propriétaire ; la femme tombait sous sa puissance et prenait le rang d'un enfant.

---

(1) Le mot *familia* s'appliquait aux personnes et aux choses. L. 195, § 1 et L. 166. *Dig. de verb. sign.* L. 16

Cette conception de la famille, où le *paterfamilias* devenait seigneur et maître des biens et des personnes sans aucune restriction, disparut assez vite<sup>(1)</sup>.

L'achat de l'épouse par le mari représentait une forme de mariage trop barbare que l'on retrouvera cependant à l'origine de divers peuples, mais qui devait disparaître avec les progrès de la civilisation romaine.

Bientôt en effet, la *coemptio* ne devint plus qu'une cérémonie fictive qui devait avoir pour résultat de faire tomber l'épouse sous la *manus* du mari.

La femme, sortant de sa famille primitive, perdait tous droits de successions si elle ne tombait pas dans la famille d'un nouveau *paterfamilias* ; elle pouvait, à la mort de son époux, rester sans aucune ressource : car la qualité d'époux n'avait pas au début du Droit romain, l'avantage de faire naître des droits successoraux.

Pour arriver à suppléer à ce manque de vocation héréditaire, on institua à Rome la *conventio in manum*.

La *manus* était une puissance organisée par le Droit civil et réservée aux seuls citoyens romains<sup>(2)</sup> ; elle n'était pas, au début, la conséquence nécessaire

---

(1) Le droit entier sur les personnes est constaté par de nombreux textes et surtout par un passage d'AULU-GELLE, *Nuits-Att.* V. 19, donnant la formule de l'adrogation : « *Utique ei vitæ necisque in eum potestas sit* ».

(2) GAIUS, I, § 108. « *Quod et ipsum jus proprium civium romanorum est.* »

de tout mariage, mais elle ne tarda pas à se généraliser et devint l'accompagnement habituel de toute union maritale<sup>(1)</sup> sous l'ancien Droit et au début de la République pour disparaître peu à peu sous l'Empire.

Etant considérée comme un enfant faisant partie de la *familia*, la femme, si elle avait perdu les droits de succession qu'elle pouvait avoir sur les biens de son père, acquérait des droits de succession sur les biens de son mari<sup>(2)</sup> si ce dernier venait à mourir avant elle, de même que le mari héritait des biens de la femme s'il venait à lui survivre.

Cette *manus* s'établissait par l'*usus* réglementé par le texte de la loi des XII Tables<sup>(3)</sup> et la femme devait interrompre chaque année la vie commune pendant trois nuits pour s'y dérober ; elle pouvait également résulter de la cérémonie religieuse de la *confarreatio* que seuls les patriciens pouvaient employer, et le plus souvent, tout au moins à l'époque classique, de la *coemptio*.

Cette *coemptio* n'était plus que la reproduction fictive de la *coemptio* primitive : elle consistait dans un simulacre de vente ; le chef de la famille à laquelle appartenait la future épouse, devait y assister. Il est même probable que ce mode ne fut imaginé que

---

(1) GIRARD, *Manuel élémentaire de Droit romain*, 3<sup>e</sup> édition, p. 146.

(2) GAIUS, *Inst.*, C. III. § 3, 14, 24.

(3) GAIUS, *Inst.*, C. I. § 111.

pour permettre aux plébéiens qui ne pouvaient user de la *confarreatio* de se marier avec *manus*<sup>(1)</sup>.

Quelles que soient les formalités employées, le résultat était le même : la *conventio in manum* faisait sortir la femme de son ancienne famille et la faisait rentrer dans la famille de son époux en lui permettant d'acquérir des droits de succession.

Mais, comme le patrimoine était considéré, surtout à Rome, comme une chose intangible devant passer de mains en mains et se perpétuer dans la famille, les successeurs éventuels du mari pouvaient se plaindre de l'introduction dans la famille d'une personne étrangère qui venait ainsi diminuer leur part.

D'un autre côté et plus souvent, la femme, si elle était *sui juris*, arrivait avec son patrimoine qui tombait entre les mains du mari ; les agnats de la femme sous la tutelle desquels elle se trouvait voyaient ce patrimoine dont ils avaient la garde disparaître et passer aux mains d'un tiers. Ils refusaient alors, pour éviter ce résultat, de consentir au mariage.

Déjà, à l'époque des XII Tables, on vit apparaître le mariage sans *conventio in manum*. On prévoyait, en effet, à ce moment, l'établissement de la *manus* après la célébration du mariage, mais ce ne fut en réalité que vers le IV<sup>e</sup> siècle que la *manus* tomba

---

(1) GAIUS, *Inst. G. I.*, § 113 et 195.

en désuétude<sup>(1)</sup>; mais à cette époque, si la *manus* ne produisit plus ces résultats, si les biens de la femme ne tombaient plus dans le patrimoine du mari à la mort de son époux, la femme n'avait plus de droits de succession, et elle pouvait, si elle n'avait aucune fortune, rester sans ressources à la mort de son conjoint.

On ignore la date à laquelle intervint le préteur pour accorder à l'époux survivant, mais non divorcé, une *bonorum possessio*, c'est-à-dire une succession prétorienne à l'ensemble du patrimoine du défunt<sup>(2)</sup>; ce fut la *bonorum possessio unde vir et uxor*. Si cette *bonorum possessio* était inutile à la femme *in manu*, qui venait comme *heres sua* du mari, elle était au contraire la seule ressource dans le cas du mariage sans *manus*, encore ne lui était-elle accordée qu'à défaut des cognats et en dernière ligne.

Cette situation désastreuse pour la femme qui, du jour au lendemain, par suite de la mort de son mari pouvait se trouver dans la misère, ne fut pas de beaucoup modifiée sous le Bas-Empire. Pour améliorer son sort, Justinien laissa malgré tout subsister la *bonorum possessio* et se contenta d'augmenter les droits de succession du conjoint survivant dans deux Nouvelles successives.

---

(1) GAIUS, C. I, § 111 et GIRARD, *Manuel élémentaire de Droit romain*, 3<sup>e</sup> édition, p. 150.

(2) L. III, § 2, *Dig. De bon. pos.* XXXVII. 1. — *Dig. Unde vir et Uxor*, XXXVIII. 11.

En l'an 537, parut la Novelle 53<sup>(1)</sup>. Lorsque la femme tombait dans la misère par suite de la mort du mari, quels que fussent le nombre et la qualité des héritiers, elle avait le droit de recueillir le quart de la succession du conjoint décédé, mais ce ne fut que pour supprimer quelques années plus tard, en 542, les droits qu'il avait accordés à l'époux sur les biens de son épouse.

Que s'est-il passé à cette époque, à la suite de quelles observations Justinien revint-il sur une innovation aussi nécessaire ? Aucun texte ne nous permet de le deviner.

Pour la femme pauvre, il restreignit les droits qu'elle avait sur les biens de son mari. Au lieu de lui accorder le quart en pleine propriété, il régla les droits de la femme survivante par la Novelle 117<sup>(2)</sup>. Ce droit est d'un quart s'il y a trois héritiers au plus ; s'il y en a davantage la femme n'a plus qu'une part virile.

Dans le cas où elle concourt avec ses propres enfants, la femme n'a plus que l'usufruit de sa part et, en aucun cas, elle ne peut avoir plus de cent livres d'or.

La Novelle 106, publiée par Léon-le-Philosophe, revint enfin sur la restriction établie par Justinien qui n'accordait qu'un droit d'usufruit. La femme eut un droit de pleine propriété lorsqu'elle était en

---

(1) *Authenticæ*, Coll. VI, Titre VIII, Chap. VI.

(2) *Authenticæ*, Coll. VIII, Titre XVIII, Chap. V.

concours avec ses enfants. Malgré ces modifications, la veuve qui avait profité pendant la vie de son mari de la jouissance de sa fortune, pouvait non seulement perdre son époux, mais encore voir sa situation considérablement réduite. Si la succession d'un mourant devait se régler d'après ses affections, cette règle pouvait être contraire à sa volonté.

---

## CHAPITRE II

### Situation du conjoint survivant en Gaule, chez les Germains et chez les Francs

---

La situation du conjoint survivant, si précaire dans le Droit romain, devait se transformer petit à petit sous l'ancien Droit français. Les dispositions favorables à l'époux survivant furent d'abord bien minimales, mais elles se modifièrent pour aboutir enfin aux lois actuelles.

Il est intéressant, avant d'étudier l'ancien Droit français, de jeter un coup d'œil, au point de vue historique, sur la condition du conjoint survivant en Gaule, chez les Germains et les Francs, et d'étudier sa situation pendant le Moyen Age et sous la période royale.

#### SECTION I. — *Situation du conjoint survivant en Gaule*

Les renseignements précis manquent presque totalement pour établir le droit qui régissait les biens et les personnes en Gaule avant la conquête.

romaine. Les seuls documents qui nous sont parvenus, nous sont fournis par les Commentaires de César.

Pour étudier le Droit gaulois, nous en sommes réduits à comparer ce droit au Droit germanique, nous basant sur le principe de droit comparé qui prouve que les peuples primitifs ont partout les mêmes usages et sont régis par les mêmes coutumes<sup>(1)</sup>.

La situation du mari en Gaule était à peu près la même que celle du mari sous l'ancien droit romain. Le père, considéré comme chef de famille, avait droit de vie et de mort sur ses enfants ; la femme était regardée comme inférieure au mari et soumise à son omnipotence ; l'époux avait également sur elle les mêmes droits de vie et de mort que sur ses enfants.

Nous retrouvons dans les Commentaires de César<sup>(2)</sup> un texte des plus intéressants, relatif à la situation pécuniaire des époux.

Ce texte a été bien souvent commenté et l'on a voulu même y voir l'origine de notre régime actuel de communauté légale. « En Gaule, écrit César dans ses Commentaires, les maris reçoivent une certaine quantité de biens en dot ; de leur côté, ils y joignent une quantité égale. On fait l'estimation de ces biens, on fait une masse du tout et les fruits sont mis en

---

(1) P. VIOLLET, *Histoire du Droit français*, p. 7.

(2) Commentaires de CÉSAR, *De bello gallico*, VI, 19.

réserve. Le survivant des époux prend la totalité des apports et des revenus, »

Le mot *pecunia* qu'emploie César dans son texte, peut-il se traduire par *biens* dans le sens général ou par *somme d'argent*<sup>(1)</sup> ? Un traducteur, M. d'Arbois de Jubainville, fait remarquer que ce mot désigne assurément des bestiaux.

Quel que soit le sens donné à ce mot, il résulte du texte que l'époux survivant obtenait, à la mort de son conjoint, la totalité des biens mis en commun et des revenus. César a-t-il, dans ses Commentaires, rappelé une règle générale à toutes les contrées de la Gaule, ou n'a-t-il parlé que de la coutume de certaines régions ? Personne ne peut l'établir, mais, après la conquête romaine, cette situation se modifia.

Les Romains, après la conquête, laissèrent aux Gaulois la liberté de se soumettre aux lois des vainqueurs, ou de continuer à vivre sous le régime des anciennes coutumes ; mais progressivement, les vaincus adoptèrent de leur plein gré les lois des vainqueurs. Les provinces les plus voisines de l'Italie furent les premières à accepter la législation romaine, et le reste du pays suivit cet exemple.

Le Droit gaulois s'effaça peu à peu ; les droits de survie disparurent pour laisser place au Droit romain. L'époux survivant n'eut plus cette part de biens mis

---

(1) GIRARD, *Manuel élémentaire de Droit romain*, 2<sup>e</sup> éd., p. 238, note 3, p. 782, note 3.

en commun dès le début du mariage ; il fut soumis au régime précaire du droit romain, et dut se contenter de ce que lui accordait le préteur par la *bonorum possessio unde vir et uxor*.

SECTION II. — *Situation du conjoint survivant chez les Germains et chez les Francs*

Chez les Francs, comme chez les Germains du Nord, on retrouve la même idée qui dominait à l'origine à Rome et dans la Gaule primitive ; le chef de famille était le maître absolu<sup>(1)</sup>. Le *pater familias* avait à Rome, comme le père avait en Gaule, le droit de vie et de mort sur ses enfants et sur sa femme ; ce droit existait également chez les Francs et chez les Germains. La femme était considérée comme un enfant ; soumise au *mundium* de l'époux, elle était en tutelle perpétuelle, mais, cette tutelle avait pour elle un caractère plus avantageux que la tutelle romaine : elle était déjà une protection. A l'origine, la femme ne pouvait rien posséder par elle-même ; ce qu'elle acquérait venait grossir le patrimoine du mari. Plus tard, la femme pouvait devenir propriétaire<sup>(2)</sup>, elle pouvait acquérir des immeubles comme des meubles ; peut-être la loi

---

(1) GLASSON, *Histoire du Droit et des institutions de la France*, T. VII, p. 19.

(2) PAUL GIDE, *Etude sur la condition privée de la femme*, 2<sup>e</sup> éd., p. 339.

salique lui défendait-elle de prétendre au domaine des aïeux, à la terre salique, sauf quand il n'y avait pas d'héritiers ; mais, pour le reste de la succession, elle recueillait sa part d'héritage<sup>(1)</sup>.

Il est intéressant de suivre l'histoire du Droit franc et de voir que la femme qui, au début était considérée comme en tutelle et sous la domination du mari, acquiert de plus en plus de liberté. Sans doute, avant le mariage, la fiancée recevait de son futur époux un *pretium nuptiale* et de plus le *morgengab*, ou « don du matin », mais, malgré ce présent, nous ne trouvons nulle part, dans les premières lois barbares, une vocation héréditaire établie en faveur du conjoint survivant.

Au temps de Clovis, la femme franque n'est pas vendue, n'est pas esclave ; si elle n'a aucun droit au patrimoine des aïeux, elle peut être propriétaire et elle est dotée.

Tacite<sup>(2)</sup> nous déclare déjà, dans son *Histoire des mœurs des Germains*, que la femme reçoit une dot ; cette dot existe encore chez les Francs, et elle constitue pour la femme, non pas simplement une expectative, mais un droit de survie.

Cette dot était un présent que l'époux apportait à sa femme ; c'étaient des chevaux, des troupeaux, des armes et même des immeubles, des terres. La

---

(1) BOISSONNADE, *Histoire des droits de l'époux survivant*, p. 155 et 156.

(2) TACITE, *De moribus Germanorum*, 18.

femme y avait droit après sa mort<sup>(1)</sup>. Cette dot, d'après la loi des Burgondes, dans son paragraphe 34, restait à la femme, même en cas de répudiation. La femme avait, en outre, le droit de disposer de la moitié des bénéfices de la communauté. Chez les Francs, la femme n'était plus considérée comme l'esclave du mari, mais comme son associée. Les lois franques sont donc restées fidèles, d'une façon générale, aux plus antiques traditions germaniques. La femme avait une situation favorable et, au point de vue pécuniaire, elle n'avait pas trop à souffrir de la mort de son conjoint ; mais à côté de ces coutumes vraiment germaniques, on trouvait d'autres régimes qui avaient profondément subi l'influence romaine préjudiciable à la femme, dans les contrées voisines, surtout de l'Empire romain.

Ces coutumes établies en France, au temps de Clovis, subirent certaines modifications pendant la période féodale.

---

(1) DE ROZIÈRE, *Recueil de formules*, p. 224-246. Cf. GIDE, *op. cit.*, p. 340

### CHAPITRE III

#### Situation du conjoint survivant pendant la période féodale et pendant la période royale

---

Au moment de la conquête des Gaules par les Francs, les vainqueurs ne voulurent pas imposer aux vaincus leur législation. Chaque contrée, chaque peuple, garda la jouissance de son droit national. On établit le système de la *personnalité des lois*, et, dans tout procès, suivant la race du défendeur, on lui appliqua sa loi personnelle<sup>(1)</sup>. Chacun vécut sous sa loi particulière ; le Franc vécut sous le régime de la loi salique, le Romain continua à être régi par la loi romaine, mais, petit à petit, ce régime de la *personnalité des lois* fit place au régime de la *territorialité*<sup>(2)</sup>. Au lieu de rechercher la race de l'individu et son origine, on ne considéra plus que son domicile.

On fit une séparation entre les diverses régions et l'on appliqua des lois différentes suivant que les

---

(1) ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du Droit*, 3<sup>e</sup> éd. p. 708.

(2) P. VIOLLET, *Histoire du Droit français*, p. 79.

personnes habitaient des pays où dominait l'élément barbare, ou suivant qu'on se trouvait dans des pays occupés par la population gallo-romaine.

« Aussi, ces contrées furent appelées pays de droit écrit, par opposition aux autres provinces où la loi romaine peu à peu étouffée par les coutumes locales s'effaça devant elles et qu'on appela pays de coutume ou de droit coutumier <sup>(1)</sup>. »

Nous devons donc séparer pour l'étude des droits du conjoint survivant, la France en deux parties et étudier ces droits dans les *pays de coutumes* qui n'ont subi que d'une façon indirecte l'influence du Droit romain, et, dans les *pays de droit écrit*, voisins de l'empire romain.

#### SECTION I. — *Situation du conjoint survivant dans les pays de coutumes*

Le conjoint survivant n'avait aucun droit de succession *ab intestat* sur le patrimoine de son époux prédécédé. A cette époque, c'était l'Etat ou plutôt le seigneur haut justicier qui héritait à défaut de parents succesibles <sup>(2)</sup>. C'était la règle générale, mais le défaut de toute vocation héréditaire ne laissait pourtant pas le conjoint survivant sans aucune ressource.

---

(1) DE SAVIGNY, *Histoire du Droit romain au Moyen âge*.

(2) LOYSEL, *Institutes coutumières*, L. II, t. 5, § 25 ; BACQUET, *Traité du droit d'aubaine*, 4<sup>e</sup> partie, ch. XXXIII, n° 2.

Si le régime de communauté avait été accepté au moment du mariage, ce qui arrivait presque toujours, l'époux recueillait la moitié de cette communauté et il avait de plus de nombreux droits de survie. Parmi ces droits de survie, le plus important était le *douaire*, qui tirait son origine du *morgengab* germanique, que nous avons cité plus haut. Ce douaire existait déjà à l'époque franque et pouvait être établi en un droit de propriété, ou en un droit d'usufruit, tout d'abord sur les meubles, puis bientôt sur les immeubles. Plus tard ce douaire ne consista plus qu'en un usufruit. Ainsi que le fait remarquer Pothier<sup>(1)</sup> « Le douaire coutumier consistait dans l'usufruit que la coutume accorde aux femmes, d'une certaine portion de certains biens de leurs maris défunts ».

Le douaire pouvait être légal ou conventionnel.

Lorsqu'aucune règle n'était intervenue, le douaire légal variait suivant les coutumes et même suivant la condition de la femme. Il ne portait d'habitude que sur les immeubles et sa quotité était fixée à la moitié des immeubles du mari ; dans les pays de l'ouest, il était moins élevé et ne frappait que le tiers des biens. Il ne pouvait s'étendre aux biens seigneuriaux, aux donjons, aux forteresses, ce qui mettait la femme noble dans une situation plus précaire que la femme roturière.

Philippe-Auguste essaya de donner une règle uniforme en établissant d'une façon égale, par son

---

(1) POTHIER, *Du douaire*.

ordonnance de 1214, la quotité de tous les douaires et en fixant d'une façon générale ce douaire à la moitié, ce qui faisait dire à Beaumanoir que « le douaire tacite découle du bon roy Philippe, roy de France », mais, cette règle ne fut jamais observée, et les *Établissements de Saint-Louis*, au contraire, préconisent le douaire du tiers.

Mais, à côté de ce *douaire tacite*, on trouve aussi le *douaire conventionnel* qui est établi suivant l'accord des parties et que l'on retrouve dans la coutume de Bordeaux. Ce douaire peut restreindre le douaire légal, mais, sans jamais le dépasser.

Loysel<sup>(1)</sup> disait, en effet, que « aucun douaire n'était tenable, s'il surpassait la moitié du vaillant de celui qui doüe ».

Des Mares<sup>(2)</sup> disait également « un homme ne peut douer sa femme par convenance expresse outre la moitié de ses biens ».

La femme jouissait de ce douaire légal du jour de la mort de son mari, et, lorsque la mère de son mari survivait et avait elle-même un douaire, elle pouvait jouir de ce douaire à la mort de celle-ci.

A l'époque féodale, il y avait encore d'autres droits de survie, consistant dans la reprise des linges, des vêtements, dans des droits d'usage et d'habitation, et l'on admettait généralement que la

---

(1) LOYSEL, *Institutes coutumières*, L. I. t., III, § 4.

(2) J. DES MARES, § 218.

femme avait le droit jusqu'à la fin de sa vie d'habiter dans une des maisons appartenant au mari.

Quant au mari, il avait également des droits de survie, mais inférieurs à ceux dont profitait sa femme. Dans le cas où un enfant était né de son union, il pouvait avoir l'usufruit de la dot de son épouse.

Pendant la période royale, on revint à cette idée que l'époux avait une vocation héréditaire. Nous avons vu plus haut, qu'au Moyen âge, l'Etat ou plutôt le haut seigneur justicier, à défaut de parents, succédait à l'époux défunt préférablement à l'époux survivant. Il y eut alors une modification, et, sous la période royale, en cas d'absence d'enfants légitimes, le conjoint survivant recueillera la succession.

Seules quelques coutumes refusèrent tout droit successoral entre époux, soit explicitement, comme les coutumes de Bourbonnais (art. 328), soit implicitement, comme les coutumes de Normandie (art. 245), du Maine (art. 286) et d'Anjou (art. 268), en appelant le seigneur à défaut d'héritiers dans une ligne, à l'exclusion des parents de l'autre ligne ; d'où l'on avait déduit que le seigneur excluait, à plus forte raison le conjoint survivant. En dehors de ces coutumes, il n'y en avait point d'autre excluant le conjoint<sup>(1)</sup>. Aussi, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la jurisprudence et la doctrine s'accordaient pour appliquer, partout

---

(1) Ainsi, la *Coutume de Poitou*, art. 229, porte : « où il n'y aurait lignager capable de succéder, la femme succéderait au mari et le mari à la femme. » Cf. aussi : *Cout. du Berry*, t. XIII, p. 8.

où la coutume était muette, comme celles de Paris et d'Orléans, l'édit *unde vir et uxor* <sup>(1)</sup>. Mais la quarte du conjoint pauvre ne fut jamais admise dans les pays de coutumes <sup>(2)</sup>. Non seulement, à côté de ce droit successoral, de nombreux gains de survie étaient encore accordés à la femme sur les biens possédés par le mari au jour du mariage, mais on lui accordait même de prélever ce douaire sur les biens recueillis pendant le cours de son union, préférablement au père, à la mère et aux autres ascendants de son mari. Ce douaire légal était fixé, le plus généralement, à la moitié des biens ; et de plus, d'après Pothier, lorsque ce douaire était insuffisant, on accordait à la femme un douaire subsidiaire fixé « au quart des meubles de la portion des héritages des trépassés, à perpétuité, les dettes déduites » <sup>(3)</sup>.

La veuve avait la saisine de ce douaire ; de plein droit elle en était investie à la mort de l'époux, comme un héritier régulier <sup>(4)</sup>. Ce douaire ne lui conférait qu'un

---

(1) LEBRUN, *Successions*, l. I, ch. VII ; POTHIER, *Introduction au titre XVII de la coutume d'Orléans*, n<sup>os</sup> 11 et 35.

(2) BACQUET, *Traité du Droit d'aubaine*, 4<sup>e</sup> partie, ch. XXXIII.

(3) POTHIER, *Traité du Douaire*.

(4) Ainsi, dans la *coutume de St-Pol*, au titre V, *Du douaire des veuves*, nous voyons que : « la femme après le trespas de son mari, soit seconde ou troisième femme ou plus, et que des mariages précédens y ait mariage ou non, a droit de douaire sur tous les héritages féodaux ou cottiers et d'acquets appartenant à son mari, et dont il estoit jouissant à leur mariage, ou qui lui seroient échus constant icelui, supposé qu'il n'en soit mort saisi et sur ceux qu'il auroit acquis constans ledit mariage, et en mort saisi ledit douaire ès Fiefs tel que la moitié des fruits et profits d'iceux, pour en jouir

droit d'usufruit et, par conséquent, elle était soumise aux devoirs de tout usufruitier, comme elle jouissait de tous ses droits.

A ce douaire s'ajoutaient, comme au Moyen âge, plusieurs avantages particuliers : la veuve avait toujours le droit d'habitation qui lui permettait de rester sans aucun payement de loyer dans une maison ayant appartenu à l'époux.

Cependant, les coutumes d'Anjou et du Maine réservaient ce droit à la femme noble. D'autres coutumes, comme celles de Paris et de Douai, ne l'accordaient à la veuve que pendant les délais pour faire inventaire et délibérer<sup>(1)</sup>.

Le droit de reprise était devenu général, et la femme survivante pouvait se faire rendre les linges, hardes et vêtements qui étaient à son usage personnel.

On accordait encore à la femme d'autres droits de survie et, en général, dans le nord de la France, lorsque des enfants étaient nés du mariage, on lui donnait la pleine propriété de la part de son conjoint dans la communauté, à l'exclusion même des enfants : c'était *l'entravestissement du sang*<sup>(2)</sup>. C'était là pour le survivant un avantage d'autant plus

---

sa vie durant, et le tiers des cotteries, pour en jouir tant qu'elle se tiendra à marier tant seulement. »

(1) Cf. BRUNEAU, *Des droits de succession du conjoint survivant*, p. 113 ; DEGUND, *De la succession entre époux*, p. 36.

(2) MERLIN, *De l'entravestissement* ; DENISART, *Décisions nouvelles*, V<sup>o</sup> *Entravestissement* ; BRUNEAU, *op. cit.*, p. 114.

considérable que dans les provinces du nord, la communauté avait une étendue exceptionnelle et comprenait même les immeubles appartenant aux époux au moment du mariage. Mais ce droit était réduit en cas de remariage et on ne lui accordait généralement que la propriété des meubles.

Dans certaines provinces coutumières, ce droit d'entravestissement était remplacé par un don mutuel ; l'époux donnait à son conjoint l'usufruit de la moitié de la communauté. C'était, d'après Merlin, pour que le survivant n'eût pas, à la mort de son conjoint, la douleur de voir passer aux collatéraux la moitié de la fortune qu'il avait édifiée.

Il existait pour les nobles seuls un droit de survie pour le conjoint, droit commun au mari et à la femme : c'était le précipient légal<sup>(1)</sup>. Le survivant pouvait prélever les meubles corporels dépendant de la communauté et situés hors de la ville et des faubourgs. Ce droit frappait tous les meubles lorsqu'il n'y avait pas d'enfants, mais, il était réduit de moitié lorsqu'il y avait des descendants. Le conjoint survivant devait, par contre, payer les dettes mobilières et les frais de funérailles de son époux.

Dans le ressort de la coutume de Normandie, le préciput uniquement accordé à la femme, était de la moitié des meubles, s'il n'y avait pas d'enfants du mariage ou si les enfants étaient tous des filles dotées ; il était d'un tiers des meubles, s'il y avait

---

(1) *Coutume de Paris*, art. 238.

des enfants nés du mariage (art. 392 et 397). La femme avait en outre la moitié en usufruit des conquêts faits en bourgage, et le tiers en usufruit des autres conquêts (art. 329).

Le mari, de son côté, avait un droit de viduité, qui consistait dans l'usufruit de tous les biens de la femme, et se réduisait à un tiers si le mari se remariait. Ce droit de viduité était du reste subordonné à la condition qu'un enfant fût issu du mariage.

Le préciput légal existait également dans un grand nombre d'autres coutumes et quelquefois, avec des caractères tout à fait spéciaux <sup>(1)</sup>.

## SECTION II. — *Situation du conjoint survivant dans les pays de Droit écrit*

Ce sont les règles du Droit romain que nous trouvons à l'origine dans les pays de Droit écrit. Les contrées situées dans le midi de la France, avaient subi d'une façon toute particulière l'influence de ce droit. La loi civile n'accordait aucun droit de succession au conjoint survivant, mais l'époux profitait des institutions créées à Rome pour améliorer le sort du survivant <sup>(2)</sup>.

---

(1) Cf. DU BOUILLY DU FRÉTAY, *Des droits de l'époux survivant*, p. 49; MONTAUDON, *Des successions entre époux*, p. 34; BRUNEAU, *op. cit.*, p. 109.

(2) BOISSONNADE, *Histoire des droits de l'époux survivant*; DE SAVIGNY, *Histoire du Droit romain au Moyen âge*.

Lorsque l'époux ne laissait aucun enfant ni successible au septième degré, le conjoint survivant pouvait recueillir les biens : il avait une succession calquée sur l'ancienne succession prétorienne, la *bonorum possessio unde vir et uxor* ; mais il fallait en outre que le mariage fût légitime et qu'il n'ait été rompu que par la mort du défunt.

Cette situation pouvait laisser le conjoint survivant dans un état des plus précaires, lorsqu'il y avait des enfants ou des successibles : l'époux, à la suite d'un décès, pouvait se trouver dans la misère, il était primé par les héritiers du septième degré.

Aussi, les législateurs des pays de Droit écrit complétèrent ce droit. Lorsque l'époux survivant ne trouvait pas, dans son patrimoine propre, dans les reprises qu'il pouvait exercer, dans les conventions matrimoniales, des ressources suffisantes pour son entretien ; lorsqu'il ne pouvait pas continuer la vie qu'il menait, du vivant de son époux, on lui permettait de réclamer une part des biens du défunt <sup>(1)</sup>. Cette part était appelée la quarte du conjoint pauvre ; elle était du quart lorsqu'il n'y avait que trois enfants au moins, elle était d'une part d'enfant, lorsqu'il y avait plus de trois enfants.

Le survivant avait la pleine propriété de ses biens, mais, en cas de remariage, il n'en gardait que l'usufruit.

---

(1) *Abrégé de la Nouvelle LIII*, Code, Liv. VI, t. XVIII ; BOISSONNADE, *op. cit.*, p. 73.

Nous avons vu que Justinien, dans sa nouvelle 117, admettant ainsi une différence entre le mari et la veuve, n'accordait cette quarte qu'à la femme. La législation des pays de Droit écrit n'admit point cette différence et, ainsi que nous l'affirme du moins Dumoulin, d'accord sur ce point avec la majorité des auteurs, le mari continua à profiter comme la femme de la quarte du conjoint pauvre.

La situation du conjoint survivant, dans les pays de Droit écrit n'en restait pas moins pénible : on ne lui accordait la *bonorum possessio* qu'à défaut d'héritiers du septième degré, on ne lui donnait la quarte du conjoint pauvre que lorsqu'il était dans la misère.

Sous l'influence des idées féodales, on vit s'ajouter à ces deux institutions de nombreux gains de survie accordés toujours à la femme, et dont pouvait profiter souvent le mari <sup>(1)</sup>. Parmi ces gains de survie, le plus important était *l'augment de dot* : cet augment consistait en un ensemble de biens que la femme pouvait réclamer dans la succession de son mari et qui venait accroître ses reprises dotales. La femme

---

(1) Cf. WARNKENIG et STEIN, *Französische Staats und Rechtsgeschichte*, t. 2, p. 262 ; BRETONNIER, *Recueil des principales questions de Droit*, avec les notes de BOUCHER d'ARGIS, 5<sup>e</sup> éd. p. 16 et s. 3 ; BOUCHER d'ARGIS, *Traité des gains nuptiaux et de survie qui sont en usage dans les pays de Droit écrit* ; DE SALVANDY, *Essai sur l'histoire et la législation des gains de survie entre époux* ; FONS, *Coutumes non écrites relatives aux gains de survie* dans le *Rec. de l'Acad. de législat. de Toulouse*, VI, 1857, p. 115 ; BOISSONNADE, *loc. cit.* ; DEGUND, p. 39, BRUNEAU, p. 94.

pouvait en avoir la pleine propriété en cas d'absence d'enfants, mais, en présence de descendants directs, elle ne pouvait en avoir que l'usufruit.

Presque toutes les provinces du Midi admirent ce principe de l'augment de dot, mais la quotité variait suivant les régions.

Dans certaines contrées, comme à Toulouse, cet augment était égal à la moitié de la dot. Parfois, on faisait une distinction entre la veuve remariée et l'épouse non remariée ; on n'accordait à la veuve remariée qu'un augment du tiers. Les époux pouvaient, dans leur contrat, prévoir cet augment et modifier sa quotité ; c'était ce qu'on appelait alors *l'augment préfixe* ou *conventionnel*.

On accorde aussi au mari des droits de survie ou *contre-augment*. A la mort de sa femme, il recueillait la pleine propriété ou l'usufruit d'une partie des biens de la succession de son épouse.

Il n'avait que l'usufruit lorsqu'il se trouvait en présence d'enfants, et la propriété dans le cas contraire.

D'habitude, ce contre-augment était fixé à la moitié de la dot, mais cette quotité pouvait varier suivant les coutumes.

La grande différence qui existe entre l'augment et le contre-augment, c'est que la femme, pour le recueillir, doit avoir fait un apport. C'est sur cet apport qu'on se basera pour fixer le quantum de ce droit ; le mari, au contraire, recueille le contre-augment alors même qu'il n'a rien apporté en

mariage, et ce droit est établi suivant l'importance de l'apport de la femme.

La femme pouvait encore avoir d'autres droits de veuvage : elle pouvait faire payer ses frais de deuil par la succession de son mari. Si dans certaines coutumes, les héritiers du mari avaient une année pour restituer la dot, pendant cette année, si la veuve se trouvait dans le besoin, les héritiers devaient lui payer une pension.

Malgré ces droits de survie, malgré ces avantages accordés par les coutumes qui subsistèrent pendant toute la période féodale et la période royale, le conjoint survivant n'était pas héritier *ab intestat*, et une réforme s'imposait pour la défense de ses intérêts.

---

## CHAPITRE IV

### Situation du conjoint survivant sous le Droit intermédiaire

---

En présence du caractère disparate que présentaient les coutumes au point de vue des droits du conjoint survivant, le législateur sentit la nécessité de créer une règle uniforme pour toute la France.

En quelques mois, la Révolution accomplit toutes les grandes réformes que la royauté et les légistes avaient timidement tentées. On modifia surtout le régime des donations et des successions qui, avec la marche du temps et des idées, était devenu incompatible avec les principes et les besoins nouveaux<sup>(1)</sup>.

L'Assemblée constituante, dans sa constitution de 1791, avait promis à la France un code uniforme, mais elle n'eut pas le temps de remplir sa promesse; ce fut la Convention qui commença cette réforme, et c'est elle qui, dans sa loi du 17 nivôse an II, modifia la situation du conjoint survivant.

Tous les anciens droits, les anciens privilèges

---

(1) BOISSONNADE, *op. cit.*, p. 323.

sont abolis ; privé de son douaire, de la quarte du conjoint pauvre, l'époux se trouvera réduit à recueillir la succession de son conjoint, mais seulement à défaut de tout héritier du sang.

D'après les principes de cette époque, on voulait faire table rase de tout l'ancien édifice social et permettre la libre circulation des biens qui avaient été accumulés et gardés si longtemps dans les familles. On pouvait donc croire que le législateur allait permettre dans la plus large mesure les donations, tant entre les enfants et successibles qu'entre les époux ; il n'en fut rien, tout au moins en ce qui concerne les successibles, et la loi du 17 nivôse an II restreignit la faculté de disposer : on craignait que le père de famille, profitant de ce pouvoir, ne fît des donations à ses proches, et d'une façon indirecte, ne fît revivre les anciens droits féodaux, favorisant, par exemple, l'aîné de ses enfants, pour faire renaître le droit d'aînesse.

Dans son article 16, la loi de nivôse an II, défendit de faire aucune libéralité aux successibles, et ne permit pas de donner plus de *un dixième* de la succession à des étrangers, en présence des descendants ou d'ascendants, ou *un sixième* de la succession en présence d'autres héritiers.

Mais cette loi fut plus favorable en ce qui concernait les donations entre époux. Dans son article 61, la loi de l'an II avait aboli « tous les douaires coutumiers et tous avantages matrimoniaux ou gains de survie purement statutaires ou non convention-

nels » et cette abolition même fut rétroactive ; le conjoint survivant qui jouissait antérieurement à la loi des gains de survie légaux, ou des gains de survie accordés par son contrat de mariage, vit réduire ces avantages, si des enfants étaient issus du mariage. Mais si le père ou la mère ne pouvaient faire de donations à ses successibles, les époux pouvaient se faire mutuellement des donations.

Les époux purent se donner la moitié de tous leurs biens en usufruit, quand ils auraient des enfants communs, ou des enfants d'un premier mariage, et, à défaut d'enfants, ces libéralités n'avaient aucune limite. Déjà, par un décret du 22 novembre et du 1<sup>er</sup> décembre 1790, on avait reconnu à l'époux un droit de succession *ab intestat*, à défaut de tout parent. On consacrait ainsi le principe général qu'on avait trouvé dans les coutumes. La loi de l'an II ne parle pas de ce droit de succession, mais le décret de 1790 n'ayant jamais été abrogé, il est certain que ce droit persista ; le premier projet de Cambacérès, en 1793, était d'ailleurs formel en faveur de l'époux survivant <sup>(1)</sup>

Pendant le Droit intermédiaire, l'époux avait donc un droit de succession *ab intestat* ; il ne pouvait en profiter qu'en l'absence de tout héritier, mais recueillait les biens par préférence à l'Etat. Il avait le droit de recueillir les donations que son conjoint avait pu faire en sa faveur ; ces donations pouvaient

---

(1) BOISSONNADE, *op. cit.*, p. 327.

s'élever à la moitié de tous les biens en usufruit, quand il y avait des enfants, sans faire aucune distinction entre les enfants issus du mariage ou les enfants issus d'un mariage précédent; lorsqu'il n'y avait pas d'enfants, même en présence d'ascendants, l'époux pouvait donner la totalité de ses biens à son conjoint.

La situation du conjoint survivant, à cette époque, était donc assez favorisée; le législateur ne faisait aucune différence entre le premier et le second mariage, mais, comme les gains de survie étaient abolis, l'époux, au point de vue pécuniaire, n'avait aucune protection légale: il était à la merci de son conjoint qui pouvait faire ou ne pas faire de donations. Si aucune donation n'existait, en cas de présence d'héritiers l'époux pouvait se trouver dans le besoin.

---

## CHAPITRE V

### Situation du conjoint survivant sous le Code civil. — Réformes nécessaires

---

La situation faite au conjoint survivant par la loi du 17 nivôse an II, ne fut pas améliorée par les rédacteurs du Code civil : ils se bornèrent à consacrer le système suivi par le Droit intermédiaire.

L'article 767 du Code était ainsi conçu :

*« Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de la succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit ».*

Aux termes de cet article, le conjoint survivant a un rang successoral très éloigné : c'est un successeur irrégulier ; il passe après tous les héritiers légitimes du défunt ; il vient le dernier de tous les membres de la famille, après les enfants naturels ; les héritiers même ceux du douzième degré lui sont préférés ; ce n'est que lorsque la succession se trouve en déshérence qu'il est autorisé à la recueillir par préférence à l'Etat, hypothèse si rare, qu'il est permis de dire qu'en fait l'époux était exclu de la

succession de son conjoint. La vocation équivalait à une exhérédation<sup>(1)</sup>.

« Et pourtant, dit Demolombe<sup>(2)</sup>, le lien qui l'unissait au défunt était bien saint et bien légitime ! » Mais la dévolution héréditaire qui lui serait attribuée aurait eu pour résultat de faire passer les biens dans une famille étrangère à celle du défunt, tandis que le législateur, en matière de successions, se propose avant tout de conserver les biens dans la famille au point de vue de l'intérêt politique de l'Etat ; si quelquefois il interroge les affections présumées du défunt, c'est dans le cercle de sa famille, parmi ceux qui étaient issus du même sang que lui.

Ce seront donc non seulement les enfants légitimes du défunt qui excluront le conjoint survivant, mais les enfants naturels qui, eux aussi, sont des successeurs irréguliers, mais encore les père et mère naturels et les frères et sœurs naturels du défunt si le défunt est lui-même un enfant naturel ! Pour ce dernier point, la disposition de l'article 767 est certainement insuffisante et incomplète ; c'est du moins ce que l'on pouvait et ce que l'on peut encore aujourd'hui déduire de la place de l'article 767 qui vient après les articles dans lesquels la loi appelle les deux dernières classes d'héritiers (art. 765, 766 C.

---

(1) H. LAMACHE, *Commentaire de la loi du 9 Mars 1891, Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 1891, p. 644.

(2) DEMOLOMBE, *Traité des Successions*, t. II., n° 174.

civ.) et avec plus de certitude encore de l'article 768 du Code civil.

Le conjoint survivant n'est donc jamais préféré aux parents, fussent-ils parents naturels ; lui qui est la source de la parenté, passe après les cousins du dernier degré et n'est préféré qu'à l'Etat <sup>(1)</sup>.

Le conjoint divorcé ne succède pas : pour succéder, il faut avoir le titre d'époux, titre essentiel de cette vocation ; or, le divorce ayant dissous le mariage, le survivant n'était plus époux et conséquemment n'était pas successible. Il n'y a pas à distinguer si le survivant a obtenu le divorce, ou si le divorce a été prononcé contre lui, il ne succède pas parce qu'il a perdu la qualité d'époux en raison de laquelle il pouvait être appelé à l'hérédité.

Le Code est formel et cite *le conjoint non divorcé*, mais que devons-nous décider du *conjoint séparé de corps* ?

Le conjoint séparé de corps succède, quand même il serait l'époux coupable, car il a encore la qualité de successible <sup>(2)</sup> ; à moins, bien entendu, que le conjoint ne se trouve dans un des cas d'indignité prévus par la loi, hypothèse absolument différente de celle de notre article.

Dans le cas d'un mariage putatif, l'époux survivant n'aura le droit de succéder à l'époux prédécédé

---

(1) Cf. *Contrà* : Séance du 2 nivôse an XI (LOCRÉ, t. V., p. 56).

(2) Cf. *Contrà* : LOCRÉ, t. X, p. 101 ; DEMOLOMBE, *Traité des successions*, n° 173.

qu'autant que la nullité du mariage n'a été prononcée avant l'ouverture de la succession.

D'après Laurent, le conjoint succédait dans toutes les hypothèses pourvu qu'il fût de bonne foi.

Non seulement le Code n'accorde au conjoint survivant aucune vocation héréditaire, mais il ne lui accorde même, en aucun cas, le simple droit de réclamer des aliments contre la succession de son conjoint prédécédé.

On peut se demander pourquoi le législateur s'était montré si rigoureux à l'égard du conjoint survivant.

On en a donné une explication historique :

Le 9 nivôse an XI, au Conseil d'Etat, Malleville parlait en faveur du conjoint : il faisait remarquer que « l'on avait omis dans le chapitre des successions irrégulières une disposition reçue par la jurisprudence, qui donnait une pension à l'époux survivant, lorsqu'il était pauvre et qu'il n'était pas appelé à recueillir la succession ». Treilhard ne contesta pas la justice de cette réclamation ; mais, distrait sans doute en ce moment, il ajouta que « par l'article 55 du projet, on accordait à l'époux l'usufruit du tiers des biens ». Mais il n'y avait aucune disposition semblable. C'était l'article 40 et non pas l'article 55 qui faisait mention d'un droit d'usufruit ; c'était de plus au survivant des père et mère en concours avec des collatéraux ordinaires, et non pas au conjoint survivant que l'article 40 du projet qui est devenu par la suite l'article 734 du Code civil, accordait en

usufruit le sixième de la succession — et non pas le tiers, comme le disait Treilhard, qui commit à ce sujet une double méprise<sup>(1)</sup>.

Quelque singulier que soit cet incident, le Conseil d'Etat, qui ce jour-là, manqua vraiment de perspicacité — si du moins ce qu'on rapporte est de l'histoire et non pas de la légende<sup>(2)</sup> — se contenta de la réponse de Treilhard ; Malleville n'insista pas d'avantage, et voilà comment, par l'effet d'une double méprise, « si le conjoint n'a pas d'enfants de l'époux prédécédé, auxquels, suivant l'article 205, il puisse demander des aliments, il se trouvera réduit à la misère, en face d'héritiers opulents »<sup>(3)</sup>. C'est ainsi que par une confusion malheureuse, il fut privé du droit d'usufruit que tous les rédacteurs du Code avaient l'intention de lui accorder.

Les conséquences de ce système auraient été considérées comme intolérables si, dans la pratique, elles n'avaient été atténuées, soit par les stipulations qui interviennent dans les contrats de mariage, soit dans les dispositions entre vifs ou testamentaires.

---

(1) FÉNET, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, t. XII, p. 38 ; LOCRÉ, t. V, p. 59.

(2) Des auteurs affirment que la solution du Code civil, loin d'être une erreur, une méprise, avait été prise par ses auteurs, très volontairement et en parfaite connaissance de cause (CHARDENET, *Des droits de succession accordés par la loi au conjoint survivant*, p. 29 et s.) ; Cf. aussi : DALLOZ, *Supplément au Répertoire*, V<sup>o</sup> Successions ; *Le Code civil, Livre du Centenaire*, t. 1, p. 321, article de M. A. COLIN.

(3) MALLEVILLE, t. 2, p. 252.

Mais ce sont là des palliatifs tout à fait insuffisants.

D'abord, il y a beaucoup de mariages qui se font sans contrat, et dans ce cas, il n'existe aucune stipulation qui garantisse la situation du conjoint survivant.

Lors même qu'un contrat de mariage intervient, il répugne très souvent aux familles de prévoir le décès des jeunes gens qui vont s'unir et de régler, en quelque sorte d'avance, leurs successions respectives ; aussi les contrats de mariage ne contiennent pas toujours des stipulations au profit de l'époux qui survivra. De plus, les stipulations de cette nature ont un double défaut : d'abord, elles n'émanent pas à proprement parler des époux ; elles sont plutôt l'œuvre de la famille qui préside à la rédaction du contrat ; ensuite, par cela même qu'elles sont insérées dans le contrat de mariage, elles ont un caractère absolument irrévocable, de telle sorte que si l'un des époux a, au cours du mariage, de justes sujets de mécontentement à l'égard de son conjoint, il lui est impossible de révoquer les libéralités qu'il lui a faites dans le contrat qui a réglé leur union <sup>(1)</sup>.

Ce qui, en pratique, adoucissait aussi fréquemment les rigueurs de notre législation, c'était l'adoption fréquente du régime de communauté, dont l'heureux effet est d'assurer pour l'avenir la situation du survivant, par suite de l'attribution qui

---

(1) Rapport de M. DELSOL. Sénat, 6 mars 1877, p. 1737.

lui est faite, à la mort du *de cujus*, de la moitié du patrimoine commun ; mais il faut remarquer que si le régime de communauté est en France le régime légal, il a peu d'application dans le pays du midi et dans d'autres provinces, comme la Normandie, par exemple, où le régime dotal est le plus communément adopté. Ajoutons encore que dans les pays de communauté, il pourrait très bien arriver que l'époux prédécédé quoique très riche en immeubles n'eût qu'un mobilier insignifiant. En ce cas, le survivant ne recueillait aucun avantage de l'adoption de ce régime.

Troplong<sup>(1)</sup> approuve ce système du Code et considère comme suffisante la faculté qu'il laisse aux époux de pourvoir au sort du survivant, soit par des donations, soit par la stipulation du régime de communauté. Toutefois, il ajoute immédiatement et sans motiver son opinion : « Tout ce à quoi la veuve pouvait prétendre, c'est à des aliments, mais les héritiers d'un homme riche laisseront-ils sa veuve traîner dans la pauvreté une vie honorable ? Les tribunaux n'auraient-ils pas le droit de les contraindre à remplir un devoir pieux envers la mémoire de celui dont ils détiennent les biens ? »<sup>(2)</sup>

Nous l'avons déjà vu, les dispositions du Code civil dans l'art. 767, étaient contraires à toutes les

---

(1) TROPLONG, *des Donations*, n° 765.

(2) DALLOZ, *Répertoire*, V° Successions, n° 389.

traditions historiques, aussi bien dans le Droit romain que dans l'ancien Droit français.

Il y avait encore là quelque chose de profondément blessant pour le cœur humain et pour la dignité du mariage.

Après avoir vécu ensemble, dans la plus grande intimité, durant toute une vie, les deux conjoints devenaient étrangers l'un à l'autre : la mort enlevait au survivant tout ce dont le prédécédé n'avait pas disposé en sa faveur avec toutes les nombreuses formalités que la loi envisageait ; le hasard des circonstances pouvait le précipiter d'une situation aisée, même opulente, dans un état de gêne et de privations. Quelle atteinte portée à la dignité du conjoint qui se trouve à la tête de la famille !

Si, à ce point de vue, la loi était inhumaine et contraire à la nature du mariage, à un autre point de vue, elle était injuste : dans tout bon ménage, en effet, la fortune personnelle de chaque époux n'est-elle pas conservée et augmentée avec le concours de son conjoint ? Etait-il équitable alors de priver le survivant de toute part dans cette fortune qu'il a lui-même aidé à édifier ?

Quant aux principes admis par notre Code en matière de succession, la disposition du Code civil n'était pas moins défectueuse. Quant il veut établir l'ordre hiérarchique entre les différents héritiers appelés, le législateur s'inspire des affections présumées du défunt ; il est évident que le conjoint passe à ce point de vue avant les collatéraux, avant les

cousins du douzième degré, quelquefois inconnus, tout au moins indifférents au *de cujus*. Et c'est après eux qu'est reléguée la compagne dévouée ou l'ami fidèle de toute une vie ! N'est-ce pas illogique ?

Il ne faut donc pas s'étonner si pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle cette situation du conjoint survivant a excité la juste sollicitude des auteurs et des législateurs et fait l'objet de réclamations de plus en plus vives ; on demandait que l'erreur de Treilhard fût réparée d'une façon ou d'une autre : « C'est une imperfection, une lacune de notre Code, disent Demolombe, Aubry et Rau, que le législateur fera bien de combler » <sup>(1)</sup>.

Dès 1849, un véritable courant de réclamations, entretenu par les publicistes <sup>(2)</sup> et par les travaux des jurisconsultes, s'élève contre l'œuvre du législateur de 1804 à l'égard du conjoint survivant.

Une proposition de loi fut déposée, le 27 décembre 1850 <sup>(3)</sup>, à l'Assemblée nationale par M. Bourzat ; pris en considération le 7 février 1851 <sup>(4)</sup>,

---

(1) DEMOLOMBE, t. XIII, p. 489 ; AUBRY et RAU, t. VI, p. 336.

(2) Citons parmi les plaidoyers en faveur du conjoint survivant, contre lequel seul, THÉZARD continuait à défendre le Code civil (*Revue crit.* 1877, p. 389 et s.), Les monographies de MORILLOT et MAITREJEAN, les articles de la *Revue Wolowski* (1851, t. II, p. 332) et du journal *Le Droit* du 30 septembre 1868, p. 332 ; DE RODIÈRE (*Rec. de l'Ac. de lég. de Toulouse*, 1856, t. V, p. 123 et s.). BATBIE, LE SÉNÉGAL, DUVERGEY, BONNET, BAZOT (*Revue crit.* 1864, p. 145 ; 1868, p. 307 ; 1871-72, p. 185 ; 1873-74, p. 193, 423).

(3) *Moniteur Universel* du 28 décembre 1850, p. 3737.

(4) *Moniteur Universel* du 8 février 1851, p. 410.

malgré les conclusions du rapporteur, M. Victor Lefranc, soumis à une première délibération le 25 juillet suivant <sup>(1)</sup>, le projet retomba dans l'oubli après les événements du 2 décembre 1851.

Ce projet était relatif à la « *fixation des droits du conjoint indigent dans la succession du prédécédé* ». Sur le modèle de la quarte du Droit romain et de nos pays de Droit écrit, il accordait au survivant indigent une véritable *réserve* dont le montant était l'usufruit du quart des biens héréditaires, si le *de cujus* ne laissait en mourant que trois enfants, et une part virile s'il en était davantage.

Ce premier assaut contre la loi n'avait pas réussi ; mais désormais l'article 767 était battu en brèche : les critiques et les protestations les plus vives continuaient à se faire entendre et le législateur commençait à apporter quelques correctifs partiels qui ne pouvaient parvenir à apaiser les réclamations.

La réforme commença par se faire pour des cas particuliers par des lois spéciales. C'est ainsi que furent successivement votées :

1° LA LOI DU 18 JUIN 1850, organisant la *caisse des retraites pour la vieillesse*. Elle décidait que les versements faits pendant le mariage, même par un seul des deux conjoints, profiteraient séparément à chaque époux pour moitié.

---

(1) *Moniteur Universel* du 26 juillet 1851, p. 2141 ; *Revue de législation*, 1851, t. XLI et s.

2° LA LOI DU 9 JUIN 1853, sur les *pensions civiles*, déclarant que la pension faite à un fonctionnaire serait, après sa mort, réversible pour partie sur la tête de sa veuve.

3° LA LOI DU 14 JUILLET 1866 : cette loi concerne les *droits d'auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques*. L'article 1<sup>er</sup> accorde au conjoint survivant la jouissance des œuvres du prédécédé pendant 50 années, à compter de la mort de l'époux. Cet usufruit est perdu pour l'époux qui se remarie, il est aussi refusé lorsqu'il y a eu séparation de corps prononcée contre le survivant.

4° LA LOI DU 25 MARS 1873, relative aux *déportés à la nouvelle Calédonie*. Elle accordait à l'époux survivant qui avait habité avec le défunt un droit de succession tant pour la concession faite au condamné que pour les autres biens qu'il avait pu acquérir dans la colonie. Ce droit de succession était d'*un tiers en usufruit*, quand il y avait des descendants légitimes, *de la moitié en propriété*, quand il n'y en avait pas (art. 13 et 14).

Citons encore :

5° LE DÉCRET DU 31 AOUT 1878 qui appliquait un système analogue au précédent aux condamnés à la transportation.

Le décret du 18 janvier 1895 est venu modifier ces dispositions ; il donne à la veuve la moitié de la concession en usufruit quand il y a des enfants et le total en propriété quand il n'y en a pas ; mais la

condition nécessaire est que la veuve ait habité avec son mari au moment du décès<sup>(1)</sup>.

Telles étaient les différentes dispositions législatives qui créaient au profit du conjoint survivant certains cas d'usufruit légal ; mais ces lois particulières ne formaient pas le droit commun, c'était un droit exceptionnel : il restait à former un système complet de législation. Ce fut l'œuvre de la loi du 9 mars, 1891 à laquelle nous allons arriver.

---

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, 3<sup>e</sup> édition, t. III, n<sup>o</sup> 1869, 3<sup>o</sup>.

---

## DEUXIEME PARTIE

# Modifications apportées au Code par la Loi du 9 Mars 1891

---

### CHAPITRE PREMIER

#### Origine de la Loi de 1891

---

Malgré les modifications qui avaient été apportées par le législateur au principe de l'article 747, l'opinion ne s'était pas déclarée satisfaite. Seuls, des points de détails avaient été améliorés, mais le principe ancien était resté debout : les réclamations continuaient et gagnaient même en précision.

Lors de la discussion de la loi du 14 juillet 1866, relative au droit de propriété artistique et littéraire, la commission du Corps législatif, à l'unanimité, avait exprimé le vœu qu'on procédât à une réforme générale <sup>(1)</sup>.

C'était encore une preuve du courant soulevé par

---

(1) DALLOZ, *Supplément au Répertoire*.

l'opinion que le sujet de concours proposé par l'Académie des sciences morales et politiques en 1871. En plein siège de Paris, malgré toutes les difficultés matérielles, M. Boissonnade publia un remarquable ouvrage historique et philosophique sur « *la condition juridique de l'époux survivant* » et obtint pour cet ouvrage le prix Bordin.

L'année suivante, en 1872, la question sortait de la voie théorique : la proposition déposée quelques années auparavant par M. Bourzat, ou plutôt l'idée principale de ce projet était reprise par M. Delsol, député de l'Aveyron, qui, le 21 mai 1872, déposait sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi ayant pour objet de modifier les droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé<sup>(1)</sup>.

Après avoir fait le procès de l'article 767, montré toutes les lacunes de la législation vis-à-vis de l'ancien Droit et des législations étrangères, l'auteur de la proposition exprimait le désir de voir enfin adoucir la dureté avec laquelle était traité le conjoint survivant, « dureté, ajoutait-il, qui n'avait jamais été dans la pensée véritable des rédacteurs du Code ». Il proposait alors de donner à l'époux survivant la *pleine propriété* de la moitié des biens du prédécédé dans le cas où le défunt n'aurait laissé que des parents au-delà du sixième degré ;

---

(1) *Journal officiel* du 22 mai 1872, p. 3396 ; *Journal officiel* du 7 juin 1872, p. 3821.

et un droit d'usufruit égal à une part d'enfant, sans que cette portion pût être inférieure au quart, lorsque le défunt laissait des enfants communs, ni supérieure à cette portion, s'il laissait des enfants issus d'un précédent mariage. Enfin, à défaut d'enfants et lorsque le survivant concourait avec des héritiers du défunt, jusqu'au sixième degré on lui accorderait la jouissance de la moitié des biens héréditaires ; néanmoins, l'usufruit ne pouvait être réclamé par l'époux contre lequel la séparation de corps aura été prononcée et il cesserait dans le cas d'un second ou subséquent mariage. On laissait évidemment subsister le droit pour le conjoint survivant de recueillir en propriété, à défaut de tout parent, le bénéfice de la succession du *de cujus*.

Cette proposition, prise en considération le 21 mars 1873, fut renvoyée aux bureaux. La Commission nommée pour l'examiner exprima le vœu qu'elle fût soumise à la Cour de cassation, aux Cours d'appel et aux Facultés de droit<sup>(1)</sup>.

L'enquête dura près de trois années et ce fut dans la séance du 29 décembre 1875 que le premier rapport fut présenté par M. Humbert<sup>(2)</sup>. C'était le

---

(1) *Journal officiel* du 16 mars 1876, p. 1842.

(2) *Ibid.* — Neuf facultés de droit : la faculté d'Aix de Dijon, de Douai, de Grenoble, de Nancy, de Paris, de Poitiers, de Rennes et de Toulouse envoyèrent des rapports imprimés ou manuscrits.

Les facultés de Bordeaux et de Caen n'en firent point parvenir.

La majorité de la faculté de Dijon, en approuvant le but indiqué par M. Delsol, propose de l'atteindre par la création d'une créance alimentaire, afin de mieux respecter l'ensemble du système tracé

rapport sur l'avis des différentes Facultés de droit : elles avaient émis des solutions diverses pour résoudre la question.

Elles étaient unanimes à reconnaître qu'il y avait lieu d'accroître les droits de succession accordés par le Code civil au conjoint survivant et approuvaient au fond le but de la proposition.

— Fallait-il assimiler le conjoint à un héritier légitime et lui accorder la saisine des biens de la succession ?

— Lui donnerait-on le droit à une réserve ?

— Quelle serait la quotité de son droit ?

— Quelle en serait la nature ? Consisterait-il en une part de propriété, ou se bornerait-on à lui accorder un droit d'usufruit ?

Telles étaient, en résumé, les questions sur lesquelles les Facultés avaient été appelées à donner leur avis et sur lesquelles elles étaient loin de s'entendre surtout au point de vue des applications.

Le rapport sur l'avis des corps judiciaires fut présenté par M. Sébert<sup>(1)</sup>. Sur vingt-sept Cours d'appel, dix-sept : celles d'Agen, d'Alger, Amiens, Angers, Bastia, Besançon, Chambéry, Dijon, Grenoble, Lyon, Nancy, Nîmes, Orléans, Pau, Riom, Rouen, Toulouse, adoptèrent en principe la proposition de

---

par le Code civil et d'éviter de graves difficultés pratiques. Un membre a néanmoins proposé d'accorder au conjoint survivant une part en usufruit ; la minorité de la faculté de Poitiers propose aussi une pension alimentaire.

(1) Rapport de M. SÉBERT, le 30 novembre 1875 ; *Journal officiel* du 9 mars 1876. Annexe n° 3671, p. 1829.

M. Delsol. La Cour de Douai fut d'avis que les intérêts du conjoint survivant seraient suffisamment sauvegardés si on lui accordait un droit alimentaire sur la succession de l'époux prédécédé, et « qu'il n'y avait pas lieu de modifier notre système successoral par l'attribution au conjoint survivant d'un droit héréditaire en propriété ou usufruit » <sup>(1)</sup>. La Cour de Caen ne fit pas connaître son avis.

Les autres Cours d'appel, au nombre desquelles était la Cour de Paris, d'Aix, de Bordeaux et la Cour de cassation opinèrent pour le *statu quo* et se montrèrent opposées à la partie de la proposition relative à l'amélioration de la situation du conjoint survivant dans l'ordre des successibilités en toute propriété.

La Cour de cassation s'était déterminée par des considérations plutôt politiques que juridiques : il fallait éviter d'ébranler l'autorité du Code civil en permettant de discuter mal à propos l'ancien système successoral <sup>(2)</sup>. Vivons-nous dans des temps

---

(1) *Ibid.*

(2) « Notre législation civile, lisons-nous dans l'avis de la Cour de Cassation, confirmée par l'épreuve d'une longue pratique, aidée des décisions de la jurisprudence qui, depuis soixante-dix ans, en dissipe les incertitudes, veut n'être modifiée qu'avec une extrême circonspection, et cette prudence s'impose surtout lorsqu'il s'agit de cette partie complexe de nos lois qui règle le droit successoral, si étroitement rattaché à l'intérêt des familles, à l'ordre dans l'Etat. Si l'instabilité sévit ailleurs, il est plus que jamais utile que la stabilité de la législation civile soit respectée. En tous cas, s'il peut devenir un jour nécessaire d'y introduire des innovations réclamées par des besoins sérieux, il serait préférable qu'on procédât par voie

assez troublés pour que toute réforme de notre législation civile nous soit interdite, et l'amour de la stabilité doit-il aller jusqu'à la stabilité des abus ? <sup>(1)</sup>

L'enquête ne put cependant pas être terminée. Nous étions au début de l'année de 1876, l'Assemblée nationale venait de voter la Constitution et elle se retirait faisant place à la Chambre et au Sénat. Pour la seconde fois, les événements politiques venaient arrêter la réforme au moment où elle était près d'aboutir. Cette fois, cependant, grâce à la persévérance de M. Delsol, le retard ne fut pas considérable. M. Delsol, devenu sénateur, représenta devant le Sénat, dans la séance du 13 juin 1876 <sup>(2)</sup> sa proposition, reproduisant avec quelques additions, l'exposé des motifs du 21 mars 1872.

Le changement le plus important consistait dans la suppression de tout droit de propriété au profit du conjoint survivant, quels que fussent les héritiers avec lesquels il était en concours ; son droit héréditaire était réduit, dans tous les cas, à un simple droit d'usufruit dont la quotité dépendait de la qualité des héritiers. A ce point de vue, M. Delsol avait tenu compte de l'avis des Facultés

---

de revision générale après des études approfondies, plutôt que par des intercalations partielles et dans des temps troublés. »

(Cité dans le rapport de M. DELSOL, *Journal officiel* du 4 mars 1877, annexe 36, p. 765).

(1) J. Prou, Rapport, *Journal officiel* 1886, p. 1293.

(2) *Journal officiel* du 29 juin 1876, p. 4629.

de droit et des Cours d'appel dont la majorité s'était montrée opposée à la partie de la proposition relative à l'amélioration de la situation du conjoint survivant dans l'ordre des successibilités en toute propriété<sup>(1)</sup> : il n'avait maintenu que la partie relative au droit d'usufruit et à la dette alimentaire, points sur lesquels les Facultés et les Cours d'appel, à quelques exceptions près, comme nous l'avons vu, avaient émis un avis favorable.

Le rapport de la Commission du Sénat chargée d'examiner cette proposition fut présenté le 7 août 1876 par M. Bonafous<sup>(2)</sup>.

Il concluait, d'après l'avis unanime de tous les membres de la Commission, à la prise en considération : elle fut votée le 7 novembre 1876<sup>(3)</sup>.

Une nouvelle commission fut nommée avec M. Delsol pour rapporteur, et celui-ci, dans le rapport qu'il présenta le 20 février 1877<sup>(4)</sup>, suppliait le Sénat de procéder sans retard à l'examen du projet.

Adopté en première lecture, sans discussion publique, le 1<sup>er</sup> mars 1877<sup>(5)</sup>, il fut, quelques jours plus tard, dans les séances des 6 et 9 mars, l'objet de discussions sérieuses qui se terminèrent par son

---

(1) Arguments développés spécialement par la Cour de Dijon ; Cf. ZÉGLICKI, *Revue critique* 1892, p. 98.

(2) *Journal officiel* du 12 octobre 1876, p. 7456.

(3) *Journal officiel*, du 8 novembre 1876, p. 8028.

(4) *Journal officiel* du 4 mars 1877, p. 1665.

(5) *Journal officiel* du 2 mars 1877, p. 1597.

adoption par 193 voix contre 53 <sup>(1)</sup>. Le 14 novembre 1877, la loi était transmise à la Chambre des députés <sup>(2)</sup>. Ce ne fut que huit ans après, le 19 novembre 1885, à la suite d'une nouvelle transmission, que la proposition de M. Delsol sortit enfin des cartons pour entrer dans une phase nouvelle !

Aucune loi n'avait peut-être jamais eu autant de mésaventures ; et elle n'était pas encore sur le point d'être adoptée.

A la Chambre, une commission fut nommée ; M. Piou en était le rapporteur : il déposa son rapport sur le bureau de la Chambre dans la séance du 20 mars 1886 <sup>(3)</sup>.

La Commission adoptait le principe de la réforme, mais elle y apportait de nombreuses modifications qu'elle faisait figurer dans une proposition nouvelle qu'elle soumettait à l'appréciation de la Chambre.

Les conclusions du rapport furent adoptées sans discussion à la séance du 27 mai 1886, mais, dans une seconde délibération, le 24 juin 1886, on votait l'ajournement de la question.

Sur ces entrefaites arriva la fin de la législature et la Chambre ne put pas voter l'ensemble de la proposition.

Ce ne fut que trois années après, que les députés en furent ressaisis par une nouvelle transmission

---

(1) *Journal officiel* des 7 et 10 mars 1877 ; résumé des débats dans DUVERGIER, *Collection des lois et décrets*, p. 36.

(2) *Journal officiel* du 23 nov. 1877, p. 7695.

(3) *Journal officiel* du 9 nov. 1886, annexe 565, p. 1292.

faite le 25 novembre 1889 par le Président du Sénat. Cette nouvelle transmission provoqua un rapport de M. J. Piou, qui reproduisit le travail qu'il avait déjà présenté le 20 mars 1886<sup>(1)</sup>.

On déclara l'urgence, et les conclusions du rapport furent enfin votées par la Chambre, le 22 mars 1890, après une courte discussion à laquelle un seul député, M. Taudière, prit part avec le rapporteur.

La Chambre apportait certaines modifications assez importantes à la proposition faite au Sénat en 1877. Ces modifications étaient de pure forme, quelques-unes seulement étaient relatives au fond.

Dans la proposition adoptée par le Sénat en 1877, l'usufruit ne devait être calculé que sur les biens dont le prédécédé n'aurait disposé ni par acte entre vifs, ni par acte testamentaire, sans préjudice des droits des héritiers auxquels une quotité de biens était réservée et des droits de retour déterminés par la loi sur le montant de leurs droits respectifs; l'époux et les héritiers étaient tenus d'imputer les libéralités provenant du défunt directement ou indirectement.

La Commission de la Chambre n'avait pas admis ce système; elle retrancha le paragraphe qui réglait les conditions déterminant la masse sur laquelle le droit d'usufruit devrait être exercé, et elle adoptait un système plus simple et plus conforme aux principes de notre Droit, en soumettant

---

(1) *Journal officiel* du 16 avril 1890, annexe 305.

simplement l'époux survivant à l'obligation du rapport, et en lui donnant le droit de l'exiger.

Le Sénat, dans le paragraphe 8 de son projet, avait déclaré que « dans le cas prévu par l'article 754, l'usufruit du père ou de la mère survivant ne s'exerçait qu'après celui du conjoint ».

La Commission proposait de supprimer ce paragraphe. Une telle préférence accordée au bénéficiaire le plus jeune aurait, le plus souvent, pour effet de réduire à néant l'usufruit de l'ascendant ; car cet ascendant était placé en face d'un concurrent plus jeune, et appelé, suivant l'ordre de la nature, à vivre plus longtemps que lui.

Dans le système proposé par la Commission, l'usufruit de l'époux et celui des ascendants s'exerceraient en concours sur la moitié que l'article 753 attribue aux collatéraux non privilégiés.

Après avoir été modifiée par la Chambre, la proposition fut renvoyée au Sénat le 21 mars 1890<sup>(1)</sup> ; une commission fut nommée, M. Delsol en fut le rapporteur : il présenta son travail le 11 novembre 1890<sup>(2)</sup>, et fit, d'une façon magistrale, l'exposé de la proposition de loi. La première délibération occupa en partie les séances du 14, du 18 et du 21 novembre<sup>(3)</sup>. Une seconde délibération eut lieu le 2 décembre et la proposition y fut définitivement adoptée

---

(1) *Journal officiel* du 2 juin 1890 p. 86, ann. n° 44.

(2) *Journal officiel* du 11 février 1891 p. 10, ann. n° 7.

(3) *Journal officiel* des 15, 19, 22 novembre 1890.

non sans avoir encore subi quelques modifications. Le changement le plus important était relatif à la composition de la masse sur laquelle s'exercerait l'usufruit du conjoint survivant<sup>(1)</sup>. Sans revenir au texte adopté par le Sénat en 1877 et sans s'arrêter à la solution qu'avait admise la Chambre des députés, la Commission a proposé un système mixte, d'après lequel l'usufruit serait calculé comme dans le projet de la Chambre et appliqué comme dans celui du Sénat.

La proposition, avec les modifications qu'elle avait subies, fut transmise à la Chambre des députés le 5 décembre 1890<sup>(2)</sup> et y fit l'objet d'un nouveau rapport présenté par M. Piou à la séance du 24 janvier 1891<sup>(3)</sup>.

Le rapporteur, pour éviter de nouveaux retards, concluait à l'adoption pure et simple, sans modifications, du texte voté par le Sénat.

L'urgence fut déclarée après la discussion qui eut lieu le 26 février. Un amendement proposé par M. Taudière et tendant à faire préciser la part de l'époux usufruitier aux dettes de la succession, fut repoussé et la Chambre adopta définitivement les conclusions du rapport<sup>(4)</sup>.

La loi fut promulguée le 9 mars 1891<sup>(5)</sup>.

---

(1) ZÉGLICKI, *loc. cit.*, p. 174 ; DUVERGIER, *loc. cit.*, p. 40.

(2) *Journal officiel* du 30 janvier 1891, annexe n° 1065, p. 462.

(3) *Journal officiel* du 3 avril 1891, annexe n° 1146, p. 305.

(4) *Journal officiel* du 27 février 1891, p. 446.

(5) *Journal officiel* du 10 mars 1891, p. 1141.

Comme le fait remarquer M. Lamache, dans son commentaire de la loi de 1891, on trouverait difficilement un second exemple d'une élaboration législative aussi longue<sup>(1)</sup>.

---

(1) LAMACHE. *Commentaire de la loi de 1891. Revue du Notariat 1891*, p. 655.

---

## CHAPITRE II

### Nature du droit accordé à l'époux survivant

---

Le but de la loi de 1891 avait été de réparer l'injustice qui permettait aux héritiers d'un époux de laisser son conjoint survivant dans le besoin. La règle générale qui est posée par le nouvel article 767, était d'appeler le conjoint à la succession de l'époux décédé. Le conjoint devient héritier sans exclure personne, mais il n'est exclu également par personne.

L'alinéa premier du nouvel article pose en principe que s'il n'y a aucun parent au degré accessible, les biens de la succession appartiennent en pleine propriété à l'époux survivant, pourvu que le divorce n'ait pas été prononcé contre lui et qu'il n'ait été l'objet d'aucun jugement en séparation de corps, c'était l'ancien article 767.

Si le conjoint se trouve en présence d'héritiers, il n'a plus alors un droit de propriété, mais un droit d'usufruit qui variera suivant le nombre et la qualité des héritiers avec lesquels il se trouvera en concours.

Avant le vote de la loi du 9 mars 1891, les différentes commissions parlementaires, les corps judiciaires et les jurisconsultes ont discuté longtemps pour savoir quelle serait la nature du droit qu'on accorderait à l'époux lorsqu'on se trouverait en présence d'héritiers. Trois propositions furent successivement faites. Certains promoteurs de la loi voulaient accorder un droit de pleine propriété; d'autres, moins généreux, ne voulaient laisser à l'époux survivant qu'une pension alimentaire; d'autres enfin préconisaient un droit d'usufruit.

Déjà en 1850 M. Bourzat avait déposé à l'Assemblée nationale un projet attribuant une pension alimentaire au conjoint survivant. Dans son projet de loi du 21 mai 1872, M. Delsol fit ressortir l'injustice de cette proposition; l'article 205 du Code civil parle bien des aliments que les enfants doivent à leurs parents quand ils sont dans le besoin, et M. Delsol faisait remarquer que « donner de simples aliments à l'époux qui survit, nous semblerait une atteinte portée à l'honneur et à la considération qui doivent toujours l'entourer. Quoi de plus triste que les pensions alimentaires? Et ici, le survivant aurait le plus souvent à exercer ses réclamations contre ses propres enfants, en sorte que la mort de l'autre époux serait le signal de la désunion, sinon d'un conflit dans la famille ». Ces inconvénients seraient encore aggravés si jamais le conjoint s'était trouvé en présence, non plus de ses enfants, mais d'autres héritiers.

Ce système fut presque unanimement repoussé, mais la théorie qui voulait accorder à l'époux survivant un véritable droit de propriété n'eut pas plus de succès. On ne voulait pas faire sortir le patrimoine de la famille dans laquelle il se trouvait, même lorsque l'époux n'était en présence que d'héritiers du sixième degré. Il n'y eut que les Facultés de Douai et de Toulouse qui se montrèrent énergiquement partisans de ce principe de succession.

M. Delsol maintient son projet de loi accordant un droit de propriété à l'époux en présence d'héritiers du sixième degré, même en 1876 ; mais l'année suivante, le 20 février 1877, il s'inclina devant l'avis de la doctrine et des Cours d'appel qu'on avait consultées et ne proposa plus qu'un droit d'usufruit.

Cette nouvelle manière de voir présentait, en effet, de grands avantages ; les biens ne sortaient pas du patrimoine de la famille et l'époux survivant jouissait d'une partie de la fortune de son conjoint. Seize Cours d'appel sur les dix-sept qui avaient été consultées avaient été de cet avis ; elles avaient eu peur que le droit de propriété qu'on aurait accordé à l'époux n'introduisît une innovation très grave dans notre système successoral, en enrichissant le survivant au détriment des héritiers de son conjoint.

C'est en se basant sur ce principe que fut présenté le nouveau texte de l'article 767. L'époux est

toujours héritier : en principe, on lui accorde un droit d'usufruit, et ce n'est que lorsqu'il n'y a plus de parents au degré successible, lorsqu'il n'y a que des collatéraux très éloignés, que, de préférence à l'Etat, on lui accorde la pleine propriété de la succession.



## CHAPITRE III

### Calcul du montant du droit d'usufruit accordé au conjoint survivant

---

Il nous faut, pour déterminer l'objet du droit accordé au conjoint sur la succession de l'époux prédécédé, distinguer trois hypothèses : 1° celle où le conjoint survivant se trouve en présence d'enfants ; 2° celle où il se trouve en présence d'héritiers successibles autres que des enfants ; 3° celle où le conjoint survivant ne se trouve en présence d'aucun héritier.

Le nouvel article 767 commence par ces mots : *lorsque le défunt ne laisse ni parents à un degré successible, ni parents naturels*. Il faut, tout d'abord, interpréter ce mot *laisser*, employé par la loi et voir quels sont les descendants dont parle ici le législateur. La question se pose, en effet, de savoir si l'on doit faire figurer tous les parents au degré successible ou s'il ne faut pas comprendre ceux qui renoncent, ceux qui sont déclarés indignes et qui sont ainsi écartés de la succession.

Cette difficulté ne fut pas soulevée au moment de

la discussion des travaux préparatoires ; cependant l'avis généralement admis est d'interpréter le mot *laisser* dans un sens assez strict : l'opinion presque unanime de la doctrine admet que les mots « *laisser comme héritier* » ne veulent parler que des héritiers réellement appelés à la succession du *de cujus* et non pas des indignes et des renonçants.

La jurisprudence est en général contraire à cette théorie ; elle admet qu'il faut tenir compte de tous les héritiers sans exception.

Cette question est surtout étudiée au chapitre de la réserve, et nous pouvons l'appliquer ici par analogie.

La Cour de cassation admet et a toujours admis dans des arrêts très nombreux que l'enfant renonçant doit être compté pour le calcul de la réserve<sup>(1)</sup>.

Les Cours d'appel suivirent la jurisprudence de la Cour de cassation et la jurisprudence n'a pas varié depuis lors : elle s'appuie sur ce que le mot *laisse* n'est pas accompagné des mots « *comme héritiers* ». Il faut, par conséquent, compter tous les successibles<sup>(2)</sup>.

Mais, à part quelques auteurs qui suivent cette jurisprudence<sup>(3)</sup>, la doctrine est presque unanime à déclarer qu'on ne doit tenir aucun compte des renonçants et des indignes.

---

(1) Arrêt du 18 février 1818, S. 1818, 1, 98.

(2) Paris, 11 mai 1865 ; Douai, 25 juin 1891, S. 1892, 2, 257. Cassation, 13 avril 1866, S. 1866, 3, 333.

(3) AUBRY et RAU, t. VII, n° 681, note 5.

Le grand argument qu'on invoque à ce sujet, c'est que la loi déclare que l'héritier renonçant est censé n'avoir jamais été héritier<sup>(1)</sup>.

SECTION I. — *Le conjoint survivant se trouve en présence d'enfants*

Lorsque le conjoint survivant concourt avec des enfants, il n'a jamais droit qu'à un usufruit, mais le législateur a fait une situation spéciale suivant que ces enfants sont issus de l'union du *de cujus* et de l'époux survivant ou qu'ils sont nés d'un précédent mariage. La loi se montre moins favorable dans ce dernier cas.

§ I. — *Cas où le conjoint survivant vient en concours avec des enfants issus de son mariage*

L'article 767 s'exprime ainsi : le conjoint survivant..... a, sur la succession du prédécédé, un droit d'usufruit qui est de *un quart* (si le défunt laisse un ou plusieurs enfants issus du mariage).

Le mot *enfants* doit être compris dans le sens le plus large, et se rapporte évidemment à tous les

---

(1) DALLOZ, *Jurisprudence générale, Supp.* V<sup>o</sup> Successions, p. 51, n<sup>o</sup> 265 ; GERBAULT et DUBOURG, n<sup>o</sup> 95 ; BAUDRY et WAHL, t. I, n<sup>o</sup> 800 ; CHARDENET, *Du droit de succession accordé par la loi au conjoint survivant*, p. 54 ; LAMACHE, *Commentaire de la loi de 1891* ; Contrà : DEFRENOIS, *Répertoire général de Notariat*, 1<sup>er</sup> Supp. 1891-1895, p. 50, n<sup>o</sup> 53.

descendants en ligne directe, à quelque degré que ce soit, c'est-à-dire : enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants. C'est en effet ce que le législateur indique lui-même dans son article 913, lorsqu'il déclare qu'on doit comprendre sous le nom d'enfants les descendants, à quelque degré que ce soit. D'ailleurs cette règle est confirmée par les principes de la représentation, où, grâce à une fiction juridique, les enfants et petits-enfants viennent aux lieu et place de leurs parents.

Alors même qu'un enfant ou qu'un petit-enfant ne succéderait pas par représentation, mais en son nom personnel ; en cas d'indignité ou de renonciation de son auteur, il pourrait succéder, même en présence de l'époux survivant et ce dernier n'aurait qu'un droit d'usufruit. Le rapporteur, M. Delsol, a, aussi nettement que possible, dans ses différents discours au Sénat et à la Chambre des députés, avant le vote de la loi, déclaré que le mot *enfants* devait être compris dans le sens le plus large.

Le 6 mars 1877, le rapporteur disait que pour déterminer la part d'usufruit attribuée à l'époux survivant, on s'était inspiré des dispositions contenues dans l'article 1094 ; et l'ancien article 1094, modifié depuis par la loi du 14 février 1900, mais qui était alors en vigueur, prévoyait, dans son second paragraphe, le cas où l'époux donateur laisserait des enfants ou des descendants.

Il faut, par conséquent, donner au mot *enfants*

dans l'article 767 le sens large qu'il a dans l'article 1094<sup>(1)</sup>.

Il faut également comprendre sous la dénomination *d'enfants* les enfants légitimés. On peut objecter que l'article 767 ne parle que des enfants issus du mariage. Ces mots n'ont été inscrits dans la loi que pour distinguer cette catégorie d'enfants de ceux nés d'un mariage précédent, et qui doivent avoir une situation particulière, mais le législateur n'a pas voulu écarter les enfants naturels légitimés. En effet, c'eût été porter atteinte à la règle absolument formelle, exprimée d'une façon si catégorique par l'article 333 du Code civil, que les enfants légitimés par mariage subséquent, ont les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage; mais les termes employés dans la loi de 1891 indiquent bien que le législateur n'a pas voulu parler, à cette époque, des enfants naturels et des enfants adoptifs.

L'enfant adoptif doit être, en effet, écarté, car il est issu d'une autre union.

Quant aux enfants naturels, la loi de 1891 les écartait et ne voulait pas les comprendre dans les enfants issus du mariage ou d'un mariage précédent, et il en résultait, à cette époque, que lorsque le défunt laissait des enfants naturels et des enfants légitimes, le calcul de l'usufruit de l'époux survivant se faisait

---

(1) LAMACHE, *Commentaire de la loi de 1871*, p. 24; GERBAULT et DUBOURG, *Code des droits successoraux des époux*, n° 82; BAUDRY et WAHL, t. I, n° 810; HUC, t. V, n° 124; MESNARD, *Lois nouvelles 1891*, p. 493, n° 17.

en ne tenant compte que des enfants légitimes. Les enfants naturels étaient assimilés par la loi aux héritiers des autres ordres, et le conjoint survivant pouvait, en venant en concours avec un enfant naturel, prendre le même usufruit que celui auquel il a droit en présence d'un héritier du douzième degré.

Cette manière de voir n'a pas été modifiée par la loi du 25 mars 1896. Si autrefois les enfants naturels n'étaient pas héritiers, la nouvelle loi les appelle, lorsqu'ils sont légalement reconnus, en qualité d'héritiers, mais ils ne sont pas assimilés à des héritiers légitimes. La disposition restreinte de l'article 767 ne saurait être étendue aux enfants naturels ; ils viennent toujours comme les héritiers des autres ordres <sup>(1)</sup>.

La question se résume donc ainsi : lorsque le *de cujus* laisse des enfants ou descendants légitimes, en ligne directe, issus de son mariage, le conjoint survivant peut recueillir l'usufruit du quart de la succession. Il recueille cette part d'usufruit quel que soit le nombre des enfants. Le système qui a été adopté par le Code, n'était pas celui qui a été proposé tout d'abord par M. Delsol : le rapporteur voulait que la part d'usufruit pût varier avec le nombre d'enfants ; on aurait accordé à l'époux l'usufruit

---

(1) DALLOZ, *Code civil annoté*, 1901, Successions, art. 767 ; DEFRENOIS, *Traité pratique du Notariat*, 1905, n° 2831 ; HUC, V. 114 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, 2<sup>e</sup> édit. p. 530 ; DEFRENOIS, Liquid. 329.

d'une part d'enfant, sans que cette part pût être inférieure au quart.

Certaines facultés : Paris, Poitiers, Grenoble, citées dans le rapport de M. Humbert, déclaraient qu'en accordant ce quart à l'époux survivant, on avait l'avantage de fixer, autant que possible, dès le début du mariage, la situation du conjoint, sans diminuer cet usufruit, suivant le nombre des enfants.

Le conjoint n'avait également aucun intérêt pécuniaire à avoir plus ou moins d'enfants ; c'était ce que disait très justement M. Chardenet en indiquant le motif du changement : « On a pensé qu'avec le système d'une quotité invariable, on avait l'avantage de fixer, autant que possible, dès le début du mariage, la situation de celui des époux qui survivrait et de favoriser en même temps la fécondité du mariage en enlevant aux époux tout intérêt contraire au développement de leur postérité ».

§ II. — *Cas où le conjoint survivant vient en concours avec des enfants issus d'un mariage précédent*

La situation du conjoint survivant n'est pas aussi favorisée par le législateur lorsqu'il vient en concours avec des enfants issus d'un précédent mariage.

L'article 767 restreint la part d'usufruit qui est alors accordée à l'époux ; on ne veut pas que le conjoint puisse profiter, dans une trop forte mesure,

de l'usufruit des biens qui ont peut-être été recueillis pendant une première communauté ; d'un autre côté, l'époux survivant ne se trouve plus en présence de ses propres enfants, mais des enfants de son conjoint qui sont pour lui presque des étrangers.

Aux termes de l'alinéa 4 de l'article 767, le survivant aura l'usufruit d'une part d'enfant légitime le moins prenant (sans qu'elle puisse excéder le quart, si le défunt a des enfants nés d'un précédent mariage). Ainsi donc, si le défunt laisse, par exemple, cinq enfants d'un premier lit, le droit de l'époux sera de un dixième, s'il a trois enfants ou moins, il n'aura jamais que l'usufruit du quart.

Cette méfiance que les législateurs éprouvent pour l'époux du second mariage, se trouvait déjà dans l'article 1098 qui a inspiré cette disposition de l'article 767, ainsi qu'on le remarque dans les travaux préparatoires et notamment dans le rapport de M. Delsol au Sénat. La loi ne veut pas que le second époux, qui n'est souvent qu'un étranger, vienne priver un enfant d'une part trop forte d'une succession à laquelle il pouvait avoir droit, et qu'il pouvait considérer comme son patrimoine.

L'article 1098 disait que l'homme ou la femme, qui, ayant des enfants d'un premier lit, contractera un second ou subséquent mariage, ne pourra donner à son nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le moins prenant, et sans que dans aucun cas, ces donations ne puissent dépasser le quart des

biens ; ce sont les mêmes idées qui ont inspiré les deux articles et ce sont, pour ainsi dire, les mêmes termes qui on été employés.

Mais le *de cujus* peut laisser à la fois des enfants communs et des enfants d'un premier lit : comment va-t-on, alors, calculer la part d'usufruit ? Faut-il fixer la part d'usufruit du conjoint en faisant un calcul séparé pour chacune des deux classes de descendants, lui attribuer, par exemple, vis-à-vis des enfants issus de son mariage, un quart en usufruit et lui accorder vis-à-vis des enfants nés du mariage précédent, une part d'enfant le moins prenant et additionner ces deux parts ? La loi de 1891 n'a rien décidé à ce sujet, mais la plupart des auteurs déclarent qu'il y a lieu de repousser cette division et d'accorder en tout et pour tout à l'époux l'usufruit d'une part d'enfant le moins prenant <sup>(1)</sup>.

Cette division de deux tarifs et ce double calcul serait contraire, en effet, à l'esprit de la loi de 1891 qui a voulu simplifier le plus possible la liquidation des successions.

La seule objection qu'on puisse faire, est que les enfants communs profiteront de la présence des enfants issus d'un précédent mariage et alors qu'ils pouvaient être privés de l'usufruit du quart, grâce à la présence des enfants d'un précédent mariage, ils

---

(1) JOSSEKAND, *op. cit.*, p. 163 ; ZÉGLICKI, *op. cit.*, p. 181 ; GERBAULT et DUBOURG, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 86 et 91 ; BAUDRY et WAHL, t, I, n<sup>o</sup> 813.

ne seront plus privés que de l'usufruit d'une part d'enfant le moins prenant, sans que jamais cette part puisse dépasser le quart. Mais on répond à cette objection que c'est ainsi que la doctrine et la jurisprudence avaient calculé la part de l'époux dans le cas de l'article 1098.

Au lieu d'établir deux masses héréditaires, on ne distinguait pas entre les enfants du premier ou du second mariage, pour évaluer d'une façon différente et suivant les deux groupes, le montant de la donation autorisée. On évaluait le nombre des enfants sans distinguer s'ils étaient du premier ou du second mariage.

Comme l'article 767 a été pour ainsi dire calqué sur l'article 1098, on doit également ici accepter la même interprétation<sup>(1)</sup> d'ailleurs, le texte de la loi est absolument général : il ne fait aucune distinction et déclare que le défunt n'aura qu'une part d'enfant le moins prenant, s'il y a des enfants d'un précédent mariage.

On peut se demander également quel sera le sort réservé à l'usufruit de l'époux lorsqu'il se trouve en présence d'enfants légitimes d'un premier lit et des enfants naturels.

Cette hypothèse est beaucoup plus compliquée que

---

(1) DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Dispositions entre vifs, 895; DALLOZ, *Jurisprudence générale, Supplément*, Eod. verb., 226; Agen, 14 avril 1837, *J. G. ibid.*; Bordeaux, 16 août 1853, *Dalloz périodique*, 54, 2, 22. — En ce sens : DEMOLOMBE, t. XXIII, n° 583; AUBRY et RAU, 4<sup>e</sup> éd., t. VII, § 690, p. 280; HUC, t. VI, n° 485.

la précédente. Nous avons vu que lorsque l'époux se trouve en présence d'enfants légitimes issus de son mariage et des enfants naturels, on faisait abstraction des enfants naturels et l'usufruit du conjoint était calculé comme si les enfants légitimes, seuls, héritaient. On pourrait également, dans le cas présent, adopter la même théorie ; mais, si elle ne présente aucun inconvénient lorsqu'il n'y a qu'un ou deux enfants du premier mariage, elle aboutirait à des résultats injustes en présence de plusieurs enfants. Lorsqu'il y a un ou deux enfants, l'usufruit du conjoint ne peut dépasser le quart, qu'il y ait ou non des enfants naturels, et ce quart n'est pas supérieur à une part d'enfant le moins prenant. Nous restons donc dans les termes de la loi. Mais si nous supposons qu'il y a trois enfants légitimes issus d'un précédent mariage et un enfant naturel, nous arrivons, en appliquant cette théorie, à un résultat absolument illégal : la loi du 25 mars 1896 ne permet en effet à l'enfant naturel que de recueillir la moitié de la part à laquelle il aurait eu droit s'il avait été légitime. S'il y a donc trois enfants légitimes d'un précédent mariage, un enfant naturel et le conjoint survivant, la part de chaque enfant légitime sera donc d'un quart augmenté de la part enlevée à l'enfant naturel, soit : *un huitième* qu'on accorde aux trois enfants légitimes ; l'enfant naturel ne recevait *qu'un huitième* au lieu du *quart*.

Avec la théorie qui fait abstraction des enfants naturels, on donnerait à l'époux, en présence d'un

enfant légitime et un enfant naturel, l'usufruit du quart ; l'enfant naturel ne compterait pas, or, tandis que l'époux recevrait l'usufruit du quart, en réalité les enfants légitimes ne toucheraient pas chacun le quart de la succession, puisqu'ils doivent sur ce quart prélever la part de l'enfant naturel ; ce résultat est contraire à la loi.

D'après un auteur, il faut faire, pour résoudre ce problème, une double répartition : si l'on fait un calcul pour l'usufruit et un autre calcul pour la nue-propriété, on arrive à éviter cette illégalité. Il faut calculer l'usufruit en considérant le conjoint comme un enfant légitime de plus, c'est-à-dire, en reprenant l'hypothèse que nous étudions plus haut : s'il y a trois enfants légitimes et un enfant naturel, on considérera le conjoint comme un enfant légitime : chaque enfant légitime aura droit au *cinquième*, l'enfant naturel, qui en raison de sa situation ne pourra avoir qu'un *dixième*, verra le *dixième* qui lui manque se partager entre ses trois frères légitimes et l'époux, soit chacun un *quarantième*. L'époux aura donc l'usufruit de un *cinquième*, augmenté de un *quarantième*.

Quand il s'agira de calculer la nue-propriété, on la partagera entre les époux légitimes et les enfants naturels comme si l'époux n'existait pas.

La loi de 1891 est ainsi respectée, puisque le conjoint a un usufruit égal à une part d'enfant légitime, et cette part ne dépasse pas le quart, comme il arrivait avec la théorie précédente.

Cette théorie, émise pour la première fois par M. Lamache dans la *Revue du Notariat* en 1894, est aujourd'hui généralement admise par la jurisprudence <sup>(1)</sup>.

SECTION II. — *Le conjoint survivant se trouve en présence d'héritiers autres que les enfants*

Le législateur devait normalement se montrer plus généreux lorsque le conjoint survivant n'arrivait plus en concours avec les enfants, mais se trouvait en présence d'autres héritiers: il fallait cependant faire une nouvelle distinction basée sur les liens de parenté et sur les probabilités d'affection que le défunt pouvait avoir pour ses différents successeurs. On ne pouvait assimiler les parents les plus proches, les frères et sœurs, aux héritiers plus éloignés, cousins ou cousines du quatrième ou du cinquième degré.

Lorsqu'il s'était agi de descendants, la loi de 1891 distinguait même entre les enfants du mariage ou les descendants d'un mariage antérieur; les promoteurs de la loi, pour être logiques dans leur système, devaient suivre la même idée, lorsqu'ils venaient à parler des autres héritiers; et pourtant, il n'en fut rien: on donne au conjoint survivant, lorsqu'il se trouve en présence d'héritiers successibles autres

---

(1) DALLOZ, *Jurisprudence générale, Supp.*, V<sup>o</sup> Successions. n<sup>o</sup> 276; DALLOZ, *Code civil annoté*, éd. 1901, sous l'article 767, n<sup>o</sup> 75; LAMACHE, *Revue du Notariat*, 1894, n<sup>o</sup> 9251, p. 841 et s.

que des enfants, un droit d'usufruit absolument uniforme. On lui accorde alors l'usufruit de la moitié de la succession.

Ce système de la loi de 1891 qui met tous les parents autres que les enfants sur la même ligne a pour résultat de voir que le père ou la mère du *de cujus* ne sont pas mieux traités que les collatéraux du douzième degré. Il est en opposition complète avec notre régime de système successoral et a justement soulevé dès le début des travaux préparatoires toute une série de protestations. M. Delsol avait proposé ce système en raison de sa simplicité. Dans son rapport <sup>(1)</sup> sur le compte rendu des observations de la Cour de cassation et des différentes Cours d'appel, M. Sébert faisait remarquer que si la Cour de cassation et les Cours de Nîmes et de Dijon admettaient cette fixation uniforme d'usufruit, toutes les autres Cours proposaient de faire varier cet usufruit suivant le degré plus ou moins éloigné de parenté; on pouvait, par exemple, ainsi que l'indiquait la Cour de Nancy, n'accorder ce droit de moitié que dans le cas où il n'y avait ni ascendants, ni frères, ni sœurs, ni neveux, ni nièces. La Cour de Lyon disait que lorsqu'il y aurait des héritiers de ce degré, il fallait réduire les droits du conjoint survivant à l'usufruit du tiers de la succession. La Cour d'Angers admettait le principe de l'usufruit de

---

(1) Rapport de M. SÉBERT, séance du 30 déc. 1875. *Journ. off.* annexe 3671, p. 1713.

moitié, mais en présence de frères, de sœurs, de neveux et de nièces, ce droit était réduit au tiers ; c'était également l'avis de la Cour d'Orléans qui ne donnait l'usufruit de moitié qu'en présence d'héritiers du sixième degré.

Dans son rapport, M. Humbert <sup>(1)</sup> s'appuyant sur la décision de la majorité des Facultés de droit, faisait également une proposition qui variait suivant la qualité des successibles : la moitié, par exemple, lorsqu'il n'y avait que des héritiers assez éloignés, le tiers, au contraire, lorsqu'il y avait des frères, des sœurs, des neveux, des nièces, le père, la mère.

D'autres théories présentées par des Facultés de droit, se montraient, au contraire, plus larges pour le conjoint survivant. On admettait bien, comme principe général, le droit d'usufruit de moitié ; mais lorsque les héritiers n'étaient pas des ascendants directs ou des collatéraux privilégiés, on accordait alors au conjoint survivant l'usufruit des trois quarts : c'était l'opinion admise, notamment par la Faculté de Paris. Se montrant encore plus large, la Faculté de Grenoble voulait même donner à l'époux survivant, qui n'était en concours qu'avec des collatéraux ordinaires, l'usufruit de la totalité de la succession. Malgré ces divergences de vue, l'opinion générale était qu'il fallait faire varier l'importance du droit d'usufruit avec le degré de parenté des successibles.

---

(1) Rapport de M. HUMBERT, séance du 29 déc. 1875, *Journ. off.* annexe 3665, p. 1842.

Le législateur de 1891 n'a voulu tenir aucun compte de ces opinions et des systèmes proposés, et il a accepté la théorie uniforme d'accorder la moitié de l'usufruit à l'époux survivant, quel que soit le degré de parenté des autres héritiers.

Nous pouvons regretter que le législateur se soit conformé à cette théorie. Elle avait pour elle, et c'est d'ailleurs ce qui l'a fait accepter, le mérite d'une très grande simplicité : M. Delsol, dans son rapport, disait que ces calculs auraient rendu plus difficile l'application de la loi. « Puis, dans la conciliation qu'il faut établir entre les droits de l'époux et ceux de la consanguinité, il semblerait juste et rationnel de partager l'usufruit par moitié entre l'époux et la famille. En conséquence, disait-il, nous nous proposons de décider que l'époux survivant, en présence de parents, autres que les enfants légitimes, aura l'usufruit de la moitié des biens laissés par le défunt ».

Le système du Code civil actuel consiste donc à diviser tous les héritiers en deux classes : les enfants d'un premier lit, et les enfants communs, d'une part ; et les autres héritiers, d'autre part.

Se trouvant en présence de la première catégorie, l'époux survivant aura l'usufruit d'un quart ou l'usufruit d'une part d'enfant le moins prenant, sans qu'elle puisse excéder le quart ; venant en concours avec la seconde catégorie, le législateur lui accorde l'usufruit de moitié.

En étudiant le droit comparé, nous verrons plus

loin que la grande majorité des nations étrangères n'a pas adopté le système de notre loi de 1891 et a fait prévaloir, au contraire, un droit d'usufruit proportionné au degré de parenté. Le nouvel article 767 a repoussé tous les autres systèmes pour arriver à une plus grande simplicité : une difficulté pourtant se présente : lorsque le défunt laisse, outre son conjoint un ascendant privilégié, son père ou sa mère, et des collatéraux ordinaires dans l'autre ligne, comment doit alors s'exercer l'usufruit du conjoint et l'usufruit du père ou de la mère ? Nous savons que d'après l'article 753 du Code civil : « à défaut de frères ou sœurs ou de descendants d'eux, et à défaut d'ascendants dans l'une ou l'autre ligne, la succession est déférée pour moitié aux ascendants survivants, et, pour l'autre moitié, aux parents les plus proches de l'autre ligne. S'il y a concours de parents collatéraux du même degré, ils partagent par tête ». Mais l'article 754 ajoute : « Dans le cas de l'article précédent, le père ou la mère survivant a l'usufruit du tiers des biens auxquels il ne succède pas en propriété ».

Nous nous trouvons donc en présence de deux usufruits, et la question se pose de savoir comment ils pourront s'exercer.

Cette difficulté avait été étudiée et résolue par M. Delsol, lorsqu'il présenta son rapport devant le Sénat, le 20 février 1877 (l'usufruit du père ou de la mère survivant ne s'exercerait qu'après celui du conjoint). Cette proposition très simple, mais peut-

être pas très logique, fut votée sans discussion, puis rejetée en 1886 par la Commission de la Chambre des députés<sup>(1)</sup>. Le rapporteur, M. Piou, fit remarquer en 1891, lorsque le texte de la loi revint devant la Chambre, que la préférence qu'on accordait à l'époux survivant avait pour résultat de faire disparaître en réalité l'usufruit de l'ascendant. Le conjoint survivant étant presque toujours plus jeune que l'ascendant et devant lui survivre; empêcherait ce dernier de jouir de cet usufruit. S'appuyant sur cette opinion du rapporteur, on admit que l'usufruit qui appartient au père et à la mère sur le tiers des biens échus aux collatéraux en vertu de l'article 754 du Code civil, s'exercera cumulativement avec l'usufruit du conjoint et ne viendra pas après cet usufruit<sup>(2)</sup>.

Mais la question se pose alors de savoir qui supportera la charge des deux usufruits, du conjoint et de l'ascendant.

L'ascendant conservera-t-il intégralement son droit d'usufruit du tiers, ou viendra-t-il en concours avec les collatéraux pour supporter l'usufruit du conjoint ?

Deux systèmes sont en présence.

Dans le *premier système*, l'usufruit du conjoint

---

(1) DALLOZ, *Supplément au Répertoire*, V<sup>o</sup> Successions, Ch. V, n<sup>o</sup> 278.

(2) DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supp. V<sup>o</sup> Successions, n<sup>o</sup> 278. Cpr. : Rapport de M. Piou à la Chambre des députés, en date du 20 mars 1886, *Journ. off.*, Documents parlementaires, Chambre, Annexe n<sup>o</sup> 565 p. 1292.

doit, tout d'abord s'exercer avant toute autre opération, à la fois sur la part de l'ascendant privilégié et sur la part des collatéraux.

Le résultat de ce système est de ne permettre à l'ascendant de ne réclamer que le tiers en usufruit de la part restant en pleine propriété aux collatéraux<sup>(1)</sup>. On prélèvera donc l'usufruit du conjoint survivant et on accordera ensuite à l'ascendant privilégié l'usufruit du tiers que lui accorde l'article 754 du Code civil, sur les biens restant en pleine propriété entre les mains des collatéraux.

Le résultat est donc de faire supporter par l'ascendant une partie plus forte de l'usufruit du conjoint survivant puisqu'il supporte cet usufruit non seulement sur sa part qu'il recueille en pleine propriété, mais aussi sur sa part d'usufruit. On peut, par un exemple, montrer les résultats de ce système : si, en présence de l'époux, le *de cujus* laisse un descendant et un collatéral en présence, la succession se partagera en deux, c'est-à-dire, le collatéral et l'ascendant auront droit chacun à la moitié de la succession. On prélèvera sur chaque moitié un quart en usufruit pour former la part du conjoint survivant, l'ascendant et le collatéral auront donc

---

(1) En ce sens : HUC, t. V, n° 127 ; MASSIGLI, *Ann. de lég. fran.*, 1892, p. 152 ; DEFRÉNOIS, *Répertoire du Notariat*, Législation commentée, t. III, p. 52-53, Droits d'hérédité entre époux, n° 70 à 73 ; ZÉGLICKI, *Revue critique* 1892, p. 179 ; BONNET, *Des droits de l'époux survivant sur la succ. de son conjoint*, n° 18 ; ROUARD DE CARD, *Des droits de l'époux sur la succ. de son conjoint prédécédé*, p. 23.

un quart en pleine propriété et un quart en nue-propriété, puis l'ascendant, en vertu de l'article 754, prendra l'usufruit du tiers des biens qui restent entre les mains du collatéral, soit le tiers du quart ou un douzième.

L'usufruit de l'ascendant, avec ce système, est donc diminué.

Pour soutenir ce système, on faisait observer que le législateur n'avait pas indiqué, dans la loi de 1891, celui qui devait supporter l'usufruit de l'époux ; c'était une charge de la succession, charge que l'on devait établir avant tout prélèvement ; mais, les partisans du second système faisaient observer très justement que la nouvelle loi n'avait pas eu pour but d'apporter une modification aux articles 753 et 754. On ne pouvait nuire aux ascendants dans le but de favoriser le conjoint survivant qui, d'habitude, est moins âgé qu'eux et qui jouira moins longtemps de l'usufruit, et cela, pour défendre les collatéraux non privilégiés.

Dans son rapport exposé à la Chambre des députés le 20 mars 1896, M. Piou déclarait que : « Appelé à choisir entre l'époux, l'ascendant et les collatéraux non privilégiés, ces derniers étant les plus éloignés dans l'ordre de la parenté et probablement aussi de l'affection, ils étaient les moins dignes de faveur ».

En 1891, lorsque M. Delsol présenta son rapport au Sénat, il employa les mêmes termes, montrant que l'ascendant ne devait pas souffrir pour son usu-

fruit de la présence de l'époux et du conjoint survivant, et la loi fut votée sans aucune protestation à ce sujet. Il est donc logique d'admettre ce second système qui arrive au résultat suivant : le *de cujus* laissant un descendant privilégié, un collatéral et son conjoint, la succession se partage en deux parties : l'ascendant et le collatéral ont chacun la moitié de la succession ; si nous prenons la part du collatéral, la considérant comme formant un tout, cette part sera frappée cumulativement par les deux usufruits, le conjoint survivant prendra l'usufruit de moitié dans la part du collatéral, comme il la prend dans la part de l'ascendant, et l'ascendant prendra sur la part revenant au collatéral l'usufruit du tiers auquel il a droit ; le collatéral supporte donc sur sa part, l'usufruit de *moitié*, l'usufruit du *tiers*, soit *cinq sixièmes* et le collatéral n'aura plus que la pleine propriété de *un sixième* <sup>(1)</sup>.

Cette théorie est admise aujourd'hui par la plupart des auteurs et s'appuie très justement sur l'intention du législateur.

La jurisprudence n'a pas eu à se prononcer sou-

---

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. III, n° 825 ; JOSSEMAND, *op. cit.* p. 215 ; MESNARD, *Lois nouvelles*, 1891, p. 505 et s. ; GERBAULT et DUBOURG, *op. cit.* n° 149 ; CHARDENET, *op. cit.* p. 61 et s. ; BOUVIER-BANGILLON, *Revue générale du Droit, de la Législation et de la Jurisprudence*, 1892, p. 152.

Comp. : Rapport de M. Prou à la Chambre des députés, 20 mars 1886, *Journ. off. loc. cit.* p. 1292 ; Rapport de M. DELSOL au Sénat, annexe à la séance du 11 nov. 1890, n° 7, *Journ. off.*, p. 10 ; PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. III, p. 365, n° 1876.

vent sur cette question, mais la seule décision rapportée dans la *Revue du Notariat* à ce sujet, admet également cette théorie du cumul des usufruits sur la part revenant aux collatéraux. Le tribunal de Montpellier rendit le 19 mai 1894 un jugement admettant que les deux usufruits de l'ascendant et du conjoint étaient à la charge des collatéraux <sup>(1)</sup>.

---

(1) *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 1894, n° 9330, p. 199.

---

## CHAPITRE IV

### **Formation de la masse sur laquelle se calcule l'usufruit du conjoint survivant**

---

Nous avons vu que l'usufruit du conjoint survivant avait été fixé à la jouissance d'une partie des biens du défunt. Cette partie variait, était du quart ou de moitié suivant la qualité des héritiers.

Après avoir établi cette quotité, l'article 767 ajoute : *le calcul sera opéré sur une masse faite de tous les biens existant au décès du de cujus, auxquels seront réunis fictivement ceux dont il aurait disposé, soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire au profit de successibles, sans dispense de rapport.*

Toute une série de questions se pose donc quand on étudie ce texte ; il s'agit d'abord de savoir quels sont les biens qui composeront cette masse et serviront au calcul du droit d'usufruit. Nous devons examiner tout d'abord les biens existant au moment du décès, nous verrons ensuite le sort réservé aux biens sortis du patrimoine, qu'ils aient été donnés à des étrangers, à des héritiers, ou enfin au conjoint survivant.

SECTION I. — *Biens existant au décès*

Il est évident, tout d'abord, que la masse des biens doit comprendre tous ceux existant dans la succession, tous ceux dont le défunt était encore propriétaire au moment de sa mort ; quelle que soit l'origine de cette propriété, ces biens forment un groupe que le législateur a dénommé *biens existants*.

SECTION II. — *Biens sortis du patrimoine*

La question est beaucoup plus délicate pour les biens que le défunt a fait sortir de son patrimoine, soit par des donations, soit par des legs.

Nous pouvons classer ces biens et les étudier séparément suivant que le *de cujus* en a disposé en faveur d'étrangers, en faveur d'autres héritiers, ou du conjoint.

§ I. — *Biens donnés à des étrangers*

Le texte de l'article 767 ne peut laisser aucun doute à ce sujet : si le défunt a donné à des étrangers, les biens doivent être considérés comme sortis définitivement du patrimoine, et ne doivent plus y rentrer même fictivement, ne serait-ce que pour établir le chiffre de la masse et fixer le montant de l'usufruit.

Dans la loi de 1891, le législateur déclare qu'on doit réunir fictivement les biens donnés, soit entre vifs, soit par testament, au profit de successibles. Le

mot « successibles » doit même s'entendre dans un sens restreint et ne doit désigner que les parents qui viennent à la succession en leur qualité d'héritiers. Si le défunt a disposé d'une partie de ces biens en faveur d'un parent qui ne serait pas héritier, ces biens ne devraient pas rentrer dans le calcul de la masse : un frère, par exemple, en présence d'un enfant, n'est plus un successible et les libéralités qui lui ont été faites, ne doivent pas entrer en ligne de compte pour calculer l'importance de l'usufruit du conjoint <sup>(1)</sup>.

§ II. — *Biens légués à des héritiers autres que le conjoint*

Le législateur, avant d'établir le système de la loi de 1891, a beaucoup hésité pour déterminer le sort qui était réservé aux libéralités faites aux successibles par le *de cuius*.

L'article 767 vient dire que pour calculer la masse, on réunira fictivement aux biens existants les biens qui auraient été donnés entre vifs ou par acte testamentaire sans dispense de rapport ; mais cette solution ne fut pas admise sans difficulté.

D'après le premier projet soumis et adopté par le Sénat, le 7 mars 1877, on voulait admettre un système beaucoup plus simple et ne faire entrer dans la masse que les biens existant au moment du décès, abstraction faite de tous ceux dont le *de*

---

(1) Tribunal civil de Montpellier, 23 nov. 1893, D. 1894. 2. 105, et la note de M. PLANIOL.

*cujus* avait disposé, soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire. On ne faisait, dans ce projet, aucune différence entre les successibles et les étrangers ; on ne distinguait même pas les biens sujets à rapport, de ceux qui avaient été donnés avec dispense de rapport.

Aux termes du paragraphe 6 du projet de loi : « l'époux survivant n'a droit que sur les biens dont le prédécédé n'aura disposé ni par actes entre vifs, ni par acte testamentaire, et sans préjudice des droits des héritiers auxquels une quotité de biens est réservée et des droits de retour déterminés par la loi <sup>(1)</sup> ».

Ce système avait pour résultat de rendre illusoires, dans bien des cas, les droits du conjoint survivant. Ceux qui le défendaient, prétendaient qu'il fallait, avant tout, suivre la volonté du défunt qui, en faisant ces libéralités, avait voulu en faire bénéficier les donataires ou légataires, même en présence de l'époux survivant ; mais lorsque ce projet vint devant la Commission de la Chambre des députés, on fit remarquer qu'il était absolument contraire au but de la loi. M. Piou déclarait que « ce but était de relever la condition du conjoint et d'assurer sa situation pour l'avenir <sup>(2)</sup> ». Une personne pouvait, par exemple, jouir d'une situation personnelle assez importante, faire de son vivant des libéralités

---

(1) *Journ. off.* du 10 mars 1877.

(2) *Journ. off.* du 16 oct. 1890 et annexe à la séance du 27 janvier 1890.

considérables, doter ses enfants, et laisser à sa mort, de cette façon, son conjoint dans le besoin.

Une autre critique pouvait être faite à ce système : si l'usufruit du conjoint ne doit s'exercer que sur les biens existants, sans tenir compte des libéralités faites aux étrangers ou aux successibles, on pouvait arriver à créer entre les successibles eux-mêmes de très grandes irrégularités. Supposons, par exemple, qu'un père, de son vivant, ait doté plusieurs de ses enfants et qu'il meure, laissant plusieurs enfants n'ayant pas reçu leur dot, l'usufruit du conjoint survivant ne portera que sur les biens existants sans frapper les biens reçus en dot par certains des enfants, ce qui amènera une inégalité entre eux.

La Commission de la Chambre des députés n'eut pas de peine, en outre, à démontrer que le système adopté par le Sénat, était contraire au principe du rapport établi par l'article 843 du Code civil. Le rapport est dû, en effet, non seulement entre cohéritiers proprement dits, mais aussi entre tous successeurs universels *ab intestat* quelconques, c'est ce que décidaient la doctrine et la jurisprudence.

Si l'époux survivant n'est pas un véritable héritier au sens propre du mot, il a, tout au moins, le caractère de successeur *ab intestat* ; il a le droit tout comme l'enfant naturel, de faire rapporter les libéralités faites à ses copartageants : « Personne ne conteste plus aujourd'hui, disait M. Piou, que l'enfant naturel en concours avec des héritiers légitimes, n'ait le droit d'exiger le rapport ; or l'enfant naturel est un

successeur irrégulier, comme le conjoint survivant. Personne ne conteste davantage que les règles ordinaires du rapport, telles qu'elles sont écrites dans les articles 843 et suivants, ne s'appliquent à la succession recueillie par des enfants naturels qui sont cependant des successeurs irréguliers. Pourquoi les choses ne se passeraient-elles pas entre le conjoint survivant et les héritiers légitimes comme elles se passent entre ces derniers et les enfants naturels, ou entre les enfants naturels entre eux ? » <sup>(1)</sup>

Aujourd'hui depuis la loi de 1896, l'enfant naturel est un héritier, mais le raisonnement n'en restait pas moins valable au moment de la discussion de la loi de 1891.

La Chambre des députés se rangea à cet avis et décida qu'on devait comprendre dans la masse sur laquelle s'exerçait l'usufruit, les biens donnés ou légués aux successibles non dispensés du rapport. Ces biens devaient venir se réunir aux biens existants. Seuls les biens donnés à des étrangers ne devaient pas faire partie de cette masse.

Lorsque le second projet revint devant le Sénat avec ces modifications, il souleva de nombreuses et violentes critiques. Ce système était beaucoup plus favorable au conjoint et augmentait, dans bien des cas sa part, mais c'était au préjudice des successibles et bien souvent des enfants du *de cujus*. Les enfants

---

(1) *Journ. off.* du 16 oct. 1890, Cf. plus haut.

devaient rapporter les biens reçus en dot, et la mort de leur père qui était pour le conjoint une cause d'enrichissement, venait diminuer leurs ressources.

On faisait également remarquer que ce système créait une nouvelle cause de résolution des donations et que ce rapport entraînerait la révocation de tous les droits réels, servitudes ou hypothèques qui auraient pu être établis par le donataire avant l'époque du rapport. Enfin, ce projet pouvait également avoir pour résultat de porter atteinte à la solidité des conventions matrimoniales. La nouvelle Commission du Sénat imagina donc une solution intermédiaire et proposa une distinction entre le calcul de la masse et l'exercice de l'usufruit du conjoint survivant. Pour composer la masse, on réunira aux biens existants tous les biens sortis du patrimoine par des dons ou des legs faits à des successibles sans clause de préciput, et on calculera l'importance de l'usufruit sur cet ensemble de biens. Mais ce rapport ne sera que fictif, et l'usufruit ne pourra s'exercer que sur les biens qui resteront dans le patrimoine <sup>(1)</sup>.

Ce rapport fictif n'est donc qu'un véritable calcul servant à fixer la quotité de l'usufruit. L'époux n'a

---

(1) DALLOZ, *Jurisp. génér.*, *Supp.*, V<sup>o</sup> Successions, 281 ; comp. : Rapport de M. DELSOL au Sénat, annexe à la séance du 11 nov. 1890, n<sup>o</sup> 7 ; *Dalloz périodique*, année 1891, 4, 20, n<sup>o</sup> 5 ; comp. aussi : DEFRENOIS, *Répertoire du notariat, Législation commentée*, t. III, p. 55, *Droits d'hérédité entre époux*, n<sup>os</sup> 81 et 82.

aucun droit sur ces biens rapportés qui sont partagés exclusivement entre les successibles ; mais, par une juste réciprocité, l'époux survivant prélève d'abord son usufruit sur les biens existants, avant tout autre successible.

Si ces biens existants ne sont pas suffisants pour couvrir la totalité de l'usufruit, l'époux supportera ce déficit, mais on faisait remarquer, au moment de la discussion de la loi, que ce cas serait exceptionnel et qu'il serait bien rare de voir un conjoint disposer de son vivant de plus des trois quarts de ses biens, lorsqu'il a des enfants, ou, de plus de la moitié de ses biens, lorsqu'il n'a pas d'enfants. En pratique, les biens restant dans la succession, seront suffisants, presque toujours, pour couvrir l'usufruit.

Ce système évitait donc les critiques qu'avaient soulevées les deux théories précédentes. La part du conjoint survivant ne pouvait plus être diminuée comme elle l'eût été parfois si on avait tenu compte des biens existants sans recourir au rapport. On évitait également les perturbations dans la propriété, les résolutions de droits réels que devait amener le rapport de tous les dons et legs faits aux successibles.

Le législateur proposait donc, non plus un rapport en nature, ni un rapport en moins prenant, mais un rapport fictif qui n'était plus qu'une simple opération de calcul.

La loi du 24 mars 1898 a pu apporter une légère modification dans l'application de l'article 767, mais

sans en modifier l'esprit général. Cette loi a fait adopter un nouveau texte dans l'article 843. Autrefois, l'héritier et le légataire devaient rapporter tous les dons et legs reçus, à moins qu'ils n'aient été dispensés expressément de ce rapport par le *de cujus*. Il y avait, sous l'ancienne législation, une présomption générale par laquelle on supposait que le défunt, en faisant la donation ou le legs, ne l'avait fait qu'avec réserve de rapport. La loi de 1898 a maintenu cette présomption, mais a distingué suivant qu'il s'agit d'une donation entre vifs, ou d'un legs.

Lorsque le Conseil d'Etat a, dans ses séances des 8 et 15 juin 1893, émis son avis, après l'étude des rapports présentés par M. Royer au nom de la Chambre des députés et par M. Chauvet au nom de la Commission du Sénat, il déclare que cette obligation du rapport a pour but de maintenir l'égalité entre les héritiers, et il ajoute : « Considérant que cette présomption consacrée par l'article 844 du Code civil, se justifie quand le père de famille a fait une donation à l'un de ses enfants, soit pour favoriser son établissement, soit pour toute autre cause ; que si le père meurt avant d'avoir gratifié ses autres enfants d'une libéralité équivalente, on peut admettre que le défunt, loin d'avoir eu l'intention d'avantager définitivement le premier au préjudice des autres, n'a entendu faire qu'un avancement d'hoirie et a voulu lui laisser seulement la jouissance du bien donné jusqu'à l'ouverture de la succession ; qu'en imposant

au successible donataire l'obligation de rapporter le don qu'il a reçu de son ascendant, la loi n'a fait que respecter la volonté probable du donateur ; mais considérant que la même présomption étendue aux dispositions testamentaires est plus difficile à concilier avec l'intention du testateur que la loi suppose avoir fait un legs à l'un de ses héritiers sans avoir voulu lui assurer le bénéfice de cette libéralité ; que, en effet, en interdisant à l'héritier légataire le droit de réclamer le legs dont il a été gratifié, la loi annule une libéralité au moment même où elle pourrait recevoir son exécution ; qu'en admettant, pour expliquer cette interdiction, que le testateur ait eu seulement l'intention de conférer lui-même à son héritier la faculté d'opter entre sa part héréditaire, à laquelle il aurait droit s'il accepte, et le montant de legs qu'il pourra réclamer, s'il renonce à la succession, il est peu rationnel de supposer que le testateur ait voulu mettre pour condition tacite à l'effet de sa libéralité la répudiation de sa succession.... »

Mais la règle de l'article 767 reste entière : aux biens existants, on réunira fictivement, pour le calcul de la masse, les biens dont le *de cujus* aura disposé, soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire au profit de successibles, sans dispense de rapport. Cette dispense de rapport était présumée à l'égard des legs faits à un héritier ; ce n'est donc que dans le cas où le défunt a manifesté sa volonté contraire, que le rapport de ce legs sera fait fictivement pour le calcul de l'usufruit.

Les termes repris dans la loi montrent bien qu'il ne s'agit que de dons et legs faits à des successibles.

Tout ce qui aura été donné à des étrangers ne doit pas rentrer dans ce calcul ; c'est ce que décide d'une façon constante la doctrine et la jurisprudence<sup>(1)</sup>.

Mais la question peut se poser ici : c'est celle de savoir à quel moment il faut se placer pour établir la valeur des biens qui seront rapportés fictivement et réunis aux biens existants.

On peut résoudre cette question en appliquant, par analogie, les règles de l'article 922 du Code civil. Ce n'était pas la première fois, en effet, qu'on parlait dans le Code d'un rapport fictif : ce rapport était déjà appliqué dans le calcul de la réserve, et, dans son rapport au Sénat, M. Delsol établissait nettement cette analogie lorsqu'il disait : « Nous nous sommes conformés aux règles et aux procédés indiqués par le Code lui-même pour le calcul de la quotité disponible et de la réserve ».

L'article 922 déclare qu'on réunit fictivement les biens d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au moment du décès. On fera donc, d'une façon générale, abstraction des améliorations apportées par le donataire, et l'estimation des biens sera faite d'après leur valeur au jour du décès, mais en tenant compte de leur état au jour de la donation.

---

(1) Tribunal civil de Montpellier, 23 nov. 1893, D. 1894, 2, 105.

Si, au jour de la donation, par exemple, l'immeuble valait 18.000 francs, et si au moment de la mort, par suite des améliorations apportées par le donataire, il en vaut 25.000, cet immeuble ne sera compris dans la masse que pour 18.000. Si, au contraire, il valait 18.000 au moment de la donation et, s'il n'en vaut plus maintenant que 15.000, par suite de la dépréciation, l'immeuble sera compté pour 18.000 francs; et la perte sera à la charge du donataire. Si la dépréciation a eu lieu par cas fortuit, on ne tiendra compte que de la valeur au moment de l'ouverture de la succession, et cette dépréciation sera à la charge du donataire si elle résulte de sa faute. Cette règle est générale pour les meubles comme pour les immeubles.

En résumé, on doit faire abstraction des plus-values et des détériorations provenant du fait du donataire, mais on doit tenir compte de toutes celles qui se sont produites sans le fait de ce dernier.

On peut également se demander si l'on doit, au point de vue du calcul de la masse, comprendre les biens soumis au droit de retour de l'ascendant donateur.

Lorsque le conjoint vient à mourir, il laisse dans son patrimoine des biens dont il n'a pas disposé; c'est ce que le législateur appelle des biens existants. Mais parmi ces biens, il y en a qui peuvent être soumis au droit de retour : doit-on les mettre à part ou calculer le montant de l'usufruit sur la totalité de ces biens?

Une première théorie admet que ces biens soumis au droit de retour forment une succession absolument distincte, à laquelle ni l'époux ni les successibles n'ont droit. Pourquoi tenir compte alors, pour le calcul de la masse, des biens qui ne font pas partie de la succession <sup>(1)</sup> ?

La théorie plus généralement admise s'appuie, au contraire, sur les termes de l'article 767. Le législateur parle de la masse faite de tous les biens existant à la mort du *de cujus*, sans faire aucune distinction, et, il ajoute plus loin, pour montrer qu'il a pensé à ce droit de retour, que l'usufruit du conjoint survivant ne pourra pas, toutefois, préjudicier au droit de réserve, ni au droit de retour. Ces biens rentreront dans la masse pour le calcul, mais non pas pour l'exercice de l'usufruit. C'est ce qu'a également décidé la jurisprudence, dans un arrêt de la Cour de Nancy du 20 juillet 1895 <sup>(2)</sup> : « Attendu que le sieur Emile Paroche est décédé le 14 décembre 1893, laissant sa veuve, Marie-Victoire Voirlier, usufruitière de moitié de sa succession, aux termes de l'article 767 du Code civil, et comme héritiers : 1° sa mère, la dame veuve Paroche-Caruel, héritière à réserve, pour un quart et ayant un droit de retour légal sur divers immeubles par elle donnés au défunt, sous forme de par-

---

(1) HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t.V, n° 131 ; MESNARD, *Lois nouvelles*, 1891, p. 510 ; *Journal du Notariat*, 1891, p. 721.

(2) S., 1895, 2, 293.

tage anticipé, par acte authentique du 11 mai 1891 ;  
2° ses frère et sœur germains, Léon Paroche et la dame Auger-Paroche, héritiers des trois autres quarts dans la succession du *de cujus* ; — Attendu que les seules difficultés qui divisent aujourd'hui les parties, sont : 1° relatives au mode de calcul de l'usufruit appartenant à la femme survivante ; — 2°..... Attendu, sur le premier point, que le tribunal dans le jugement dont est appel, a décidé que tous les biens existant au décès d'Emile Paroche, sans distinction entre ceux qui composent la succession ordinaire et ceux qui lui ont été donnés par sa mère et composant la succession anormale, seraient confondus dans une seule masse, sur laquelle serait calculé ensuite le montant de l'usufruit qui appartient à la femme. Attendu que cette décision, conforme tout à la fois au texte et à l'esprit de l'art. 767, nouveau Code civil (loi du 9 mars 1891) doit être maintenue et consacrée par la Cour ; — Attendu, en effet, que l'article 767 §§ 6 et 7, dispose que le calcul de l'usufruit appartenant au conjoint survivant sera opéré sur une masse faite de tous les biens existant au décès du *de cujus*, mais que le conjoint ne pourra l'exercer sur les biens dont celui-ci aurait disposé, soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire, sans préjudicier, ajoute le § 7, aux droits de réserve et aux droits de retour ; — Attendu que la précision et la généralité de ces termes justifient pleinement la solution adoptée par le tribunal ; — Attendu que vainement les appe-

lants prétendent qu'au jour du décès, la succession ordinaire et la succession anormale, c'est-à-dire celle qui comprend les biens donnés, se séparent et se divisent de plein droit, sans avoir désormais entre elles aucun lien ni aucun point de contact, et sont soumises, chacune en ce qui la concerne, à des règles particulières pour leur liquidation respective ; — Attendu, en effet, que personne ne conteste que les biens soumis au droit de retour légal doivent contribuer, pour leur part et portion, au paiement des dettes héréditaires, et que dès lors, sous ce premier aspect, il est inexact de soutenir que la dualité des successions est absolue, et que toutes deux doivent se régler par des principes différents et exclusivement applicables à chacune d'elles ; qu'il faut conclure au contraire de ce qui précède qu'il peut arriver dans certains cas qu'elles entrent en contact ou en conflit ; autrement, la réserve finale du § 7 de l'art. 767 « sans préjudicier aux droits de retour » serait sans aucune application et resterait absolument inexplicable ; — Attendu qu'il n'est pas contesté que l'usufruit de l'époux survivant ne peut, dans aucun cas s'exercer sur les biens soumis au droit de retour, et qu'il était inutile de rappeler ce principe dans l'article 767, qui le précède et aux termes duquel l'ascendant donateur succède, à l'exclusion de tous autres, aux biens par lui donnés qui se retrouvent dans la succession du donataire ; que la réserve finale du § 7 de l'art. 767 ne peut donc y avoir été insérée en

vue d'une situation précédemment réglée et définitivement acquise, sous peine d'être sans aucune portée ; mais qu'il en est autrement si l'on décide que les deux successions seront provisoirement confondues dans une seule masse pour calculer l'usufruit de l'époux survivant, parce qu'elle devient alors nécessaire pour prévenir toute équivoque et pour affirmer, une fois de plus, le droit de l'ascendant donateur, auquel cette confusion passagère et théorique des deux successions ne pourra jamais préjudicier ; — Attendu que cette solution, qui est conforme au texte, se concilie également avec l'esprit général de la loi du 9 mars 1891, qui, par une disposition nouvelle et toute de faveur, a voulu combler une lacune du Code civil et créer au profit du conjoint survivant des droits héréditaires qui avaient jusqu'alors été inconnus ; — Attendu, sans doute, qu'il peut se présenter certaines hypothèses dans lesquelles ce mode de calcul sera avantageux pour le conjoint usufruitier ; mais que cette conséquence ne peut prévaloir contre la précision du texte de l'art. 767, et rentre d'ailleurs dans la pensée du législateur de 1891, qui s'est particulièrement préoccupé de l'intérêt du conjoint survivant vis-à-vis des héritiers légitimes, sans cependant lui sacrifier le droit de retour de l'ascendant sur les biens par lui donnés ; — Attendu que l'on chercherait à tort un argument d'analogie dans l'opinion de certains auteurs qui enseignent que les biens donnés ne peuvent entrer dans le calcul

de la quotité disponible ; que cette prétendue analogie entre deux situations différentes est, en effet, bien plus apparente que réelle ; que cette doctrine, qui, du reste, n'est pas unanime, outre qu'elle ne peut infirmer le texte ni l'esprit de la loi, pourrait peut-être rencontrer une application utile dans le calcul de la quotité disponible, qui fixe définitivement les droits en pleine propriété de l'héritier réservataire dans la succession à laquelle il est appelé, mais qu'elle ne présente plus le même intérêt pour le calcul de l'usufruit du conjoint survivant, dont le but est d'assurer à celui-ci une position analogue à celle qu'il avait pendant le cours de l'union conjugale, dont la durée est essentiellement temporaire, et qui doit nécessairement se réunir un jour à la nue propriété entre les mains des héritiers, lesquels, ayant un danger moindre à courir, n'ont pas besoin de la même protection ; — Par ces motifs — Rejette l'appel des veuve et héritiers Paroche comme non fondé, les en déboute ; — Confirme en conséquence le jugement dont est appel, etc. »

---

## CHAPITRE V

### Imputation des libéralités faites par le défunt à l'époux survivant

---

Le législateur de 1891 a cru qu'il n'était pas de son rôle de pourvoir à l'existence du conjoint survivant quand l'époux prédécédé lui avait fait des libéralités suffisantes ; mais si les donations et les legs que l'époux a recueillis sont trop faibles, la loi devait augmenter les ressources qui resteraient au conjoint pour lui permettre de subsister, mais on n'a pas voulu qu'il pût y avoir cumul des libéralités reçues et du droit successoral.

C'est en partant de ce principe que l'on a établi le paragraphe spécial du nouvel article 767 : « *Le conjoint cessera d'exercer son droit dans le cas où il aurait reçu du défunt des libéralités, même faites par préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui des droits que la présente loi lui attribue, et, si ce montant était inférieur, il ne pourrait réclamer que le complément de son usufruit.* »

Ainsi donc, la loi impose au survivant d'imputer sur sa part tout ce qu'il a reçu du défunt. Si, par exemple, l'époux prédécédé a disposé de tous ses

biens, tant au profit de tiers qu'au profit du conjoint survivant, ce dernier ne peut cumuler avec l'usufruit testamentaire l'usufruit que lui accorde l'article 767; mais si l'usufruit testamentaire est insuffisant, l'époux pourra demander qu'il soit complété, et il pourra même, le cas échéant, demander une pension alimentaire qui s'ajoutera à cet usufruit <sup>(1)</sup>.

A l'époque où fut voté ce droit du conjoint survivant, cette règle était basée sur un principe général qui soumettait au rapport tout successible qui avait reçu du *de cuius* quelque libéralité.

Pour établir la masse même sur laquelle on devait calculer l'usufruit, nous avons vu que les héritiers devaient rapporter, tout au moins fictivement, les dons et les legs dont ils avaient profité. A titre de réciprocité, on exigeait ce même rapport du conjoint survivant, et on forçait ce dernier à imputer la part qu'il avait déjà reçue.

La loi du 24 mars 1898 est venue modifier en partie ce principe de rapport et, en modifiant l'article 843, a déclaré qu'en ce qui concernait les legs, ils ne seraient pas rapportables, à moins que le testateur ne l'ait expressément déclaré; mais l'article 767 n'a pas été touché par cette loi et la présomption légale est que le *de cuius*, en faisant une libéralité quelconque à son conjoint, a voulu que cette libéra-

---

(1) Montpellier, 31 janv. 1896, *Journal du Notariat* 1896, p. 376.

lité fût imputable sur la part que lui accordait la loi.

Ce système, adopté par l'article 767, ne fut admis qu'après de très longues discussions. Lorsque le premier projet fut voté par le Sénat en 1877, on s'était montré beaucoup moins large pour le conjoint survivant. Partant de ce principe que le législateur ne devait pas s'occuper du sort du conjoint survivant lorsque l'époux prédécédé s'en était occupé, on ne voulait rien accorder au survivant lorsqu'il avait déjà reçu une libéralité quelconque de son époux : il perdait ainsi tout droit successoral, dès qu'une donation ou un legs de très minime importance lui avait été accordé.

Après discussion du projet, la Commission du Sénat, présidée par M. Bourbeau, avait accepté le texte suivant :<sup>(1)</sup> « Les dispositions qui précèdent, en ce qui concerne l'usufruit, cesseront de recevoir leur application toutes les fois que les droits du conjoint auront été réglés soit par contrat de mariage, soit par donations entre époux, soit par testament. »

On faisait remarquer qu'en agissant autrement, le législateur accordait plus au conjoint que le défunt n'avait voulu lui donner, et l'on arrivait ainsi à un résultat désastreux pour le survivant.

Il suffisait donc, pour l'un des époux, de faire une donation minime pour anéantir le résultat de la

---

(1) Séance du 9 mars 1877, *Journ. off.* du 10 mars, p. 1812.

loi<sup>(1)</sup>. Était-ce là la véritable volonté du *de cujus*, seul argument que pouvaient invoquer les partisans de cette rédaction ? Lorsque le défunt fait, en effet, un don ou un legs à son conjoint, a-t-il voulu limiter d'une façon si stricte les droits de ce dernier dans sa succession ? Il a pu faire ce don à une époque où sa situation était encore modeste : il a pu vouloir donner un objet spécial à son conjoint et, dans la plupart des circonstances, il n'a pas voulu que sa libéralité fût pour ce conjoint une source de ruine.

Le vote du Sénat pouvait, comme nous le disions, avoir pour résultat de faire disparaître l'effet de la loi de 1891.

La Chambre des députés refusa de sanctionner cette disposition, mais elle admit que le survivant ne pourrait pas cumuler les avantages qu'on lui avait faits avec l'usufruit légal, et qu'il devrait commencer par imputer ces avantages sur cet usufruit<sup>(2)</sup>.

Lorsque ce projet revint devant le Sénat avec cette modification, il fut définitivement adopté et forma le paragraphe 8 de l'article 767 que nous avons cité plus haut.

Cette imputation que nécessite l'article 767, peut très facilement se comprendre pour les donations

---

(1) Rapport de M. PLOU, *Journ. off.*, doc. parl. d'avril 1890, p. 155-156.

(2) V. CHARMONT, note, *Pandectes françaises périodiques*, 1891, 3, 68 ; SIREY, *Lois annotées*, 1891, p. 104, n° 7.

faites sans dispense de rapport. L'époux donateur est supposé alors n'avoir fait à son conjoint qu'un avancement d'hoirie et, pour obéir à la loi d'égalité qui doit régir tous les successibles, le conjoint survivant doit rapporter ce qu'il a ainsi reçu ; mais cette imputation se comprend beaucoup moins facilement lorsqu'il s'agit d'une donation ou d'un legs fait par préciput et hors part. Pourquoi a-t-on, d'une façon générale, exigé cette imputation, pourquoi a-t-on forcé le conjoint à prélever sur sa part légale les donations ou les legs reçus du *de cujus*, alors même qu'elles étaient formellement déclarées préciputaires ? On a défendu cette mesure législative en déclarant que le seul but de la loi de 1891 était d'assurer des moyens d'existence aux survivants, mais non pas de l'enrichir aux dépens des héritiers ; que si le *de cujus* a donné à son conjoint des ressources suffisantes pour lui permettre de vivre, la loi n'a pas à intervenir pour lui accorder des avantages supplémentaires : on répondait surtout que si ce cumul n'existait pas, la clause de préciput serait devenue de style en faveur du conjoint, et ce dernier aurait ainsi recueilli des sommes supérieures à ce que la loi lui accordait.

Toutes ces objections n'ont pas empêché la plupart des auteurs de regretter cette disposition de l'article 767. On peut remarquer, en effet, que le résultat obtenu est d'établir une fâcheuse inégalité entre le conjoint survivant et les autres successibles qui sont dispensés par l'article 843 de rapporter les

libéralités, lorsqu'elles sont faites par préciput et hors part ; mais on peut faire observer surtout, qu'en établissant cette obligation, le législateur viole ouvertement et formellement la volonté du défunt. Il déclare, dans son article 767, que si le conjoint décédé a déclaré que les libéralités faites l'étaient par préciput et hors part, on devra, malgré tout, les imputer<sup>(1)</sup>. Ainsi, certains auteurs, ont-ils été jusqu'à dire que malgré le texte formel de la loi, la libéralité ne serait pas imputable, si le prémourant avait dispensé son conjoint formellement de cette imputation. Ils s'appuient sur ce principe de Droit civil que le législateur a voulu, avant tout, respecter la volonté du défunt, et que cette prescription de l'imputation indiquée par l'article 767, n'est pas d'ordre public : l'article 767, disent-ils, a voulu simplement que cette dispense fût exprimée en termes formels et ne résultât pas d'une simple cause de préciput<sup>(2)</sup>.

La Cour d'appel de Nancy, appelée le 15 juin 1898 à donner son avis sur cette matière, a, dans un arrêt, admis cette théorie<sup>(3)</sup>.

« Attendu, dit cet arrêt, que les dispositions contraires au droit commun doivent être interprétées restrictivement à raison de leur caractère

---

(1) LAMACHE, *Commentaire de la loi du 9 mars 1891*, p. 743 ; *Pandectes françaises*, V<sup>o</sup> Successions, n<sup>o</sup> 1433.

(2) DEGAND, p. 158 ; GERBAULT et DUBOURG, n<sup>o</sup> 98 ; MESNARD, p. 513, n<sup>o</sup> 35 ; JOSSEMAN, p. 179.

(3) *Recueil des arrêts de Nancy*, 1898, p. 346.

exceptionnel ; qu'il n'est point interdit d'y déroger et que cette dérogation, pour être valable, n'a pas besoin de revêtir la forme d'une institution testamentaire ; qu'il suffit qu'elle soit nettement exprimée, qu'aucun doute ne puisse naître sur son sens et sa portée, et de plus, qu'elle se manifeste dans les limites de la faculté de tester réservée par la loi au *de cujus* ; que, décider autrement, serait, en quelque sorte, créer à l'encontre du conjoint survivant que le nouvel article 767 a voulu avantager, et cela parfois au profit de collatéraux, une catégorie d'héritiers à réserve que la loi ne reconnaît pas ; qu'il serait du reste étrange que l'époux qui peut recevoir toute la quotité disponible, ne puisse la conserver en partie comme donataire, en partie comme héritier, si telle était la volonté formelle du testateur..... »

Dans cette dernière phrase, la Cour de Nancy faisait allusion, et d'une façon très juste, aux articles 1094 et 1098 qui règlent la quotité disponible entre les époux. Dans le cas, par exemple, où l'époux ne laisserait aucun enfant, le conjoint survivant peut recueillir en pleine propriété tout ce que peut recevoir un étranger, et cette quotité varie suivant qu'il y a des enfants du mariage ou d'un mariage précédent.

Il est certain que ces deux articles n'ont pas été abrogés par la loi de 1891, pourquoi alors cette contradiction ? Malgré tout, le texte du nouvel article est formel : l'imputation doit être faite par

le conjoint survivant<sup>(1)</sup>. La seule ressource que peut avoir le conjoint pour se soustraire à l'imputation est de renoncer à la succession<sup>(2)</sup>. Par conséquent, en nous appuyant sur le texte de l'article, nous devons dire que les legs sont soumis à l'imputation, bien que depuis la loi du 24 mars 1898, ils soient présumés faits avec dispense de rapport<sup>(3)</sup>.

Cette imputation a lieu toutes les fois que l'époux successible a reçu du défunt une libéralité quelconque, mais, il faut, du moins, que cette libéralité lui provienne du *de cujus*. Les dons, les legs reçus des parents du défunt, même aux termes du contrat de mariage, échappent à cette règle<sup>(4)</sup>, et il faut également que le conjoint survivant ait tiré profit des libéralités faites par son conjoint.

Celles qui ont été révoquées<sup>(5)</sup>, celles qui sont devenues caduques, n'entreront donc pas en ligne

---

(1) BRESSOLLES, n° 39 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 382 ; GERBAULT et DUBOURG, n° 125 ; HUC, t. V, n° 129 ; BOUVIER-BANGILLON, p. 142 ; CHARDENET, p. 88 ; *Pandectes françaises*, V° Successions, n° 1436.

(2) DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supp. V° Successions, n° 286 ; DALLOZ, *Code civil annoté*, art. 767, n° 139.

(3) *D. P.*, 1898, 4, 18 et 19.

(4) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 827.

(5) *Jurisprudence de la Cour de Caen*, p. 245 et s., arrêt du 30 juillet 1903. *Succession, Conjoint survivant, Donation, Usufruit, Contrat de mariage, Révocation, Ingratitude, Usufruit successoral*. Art. 767 Code civil.

Est révocable pour cause d'ingratitude la donation faite par un mari à sa femme, dans leur contrat de mariage, lorsque celle-ci a été condamnée à l'emprisonnement pour coups et blessures envers son mari ; art. 955 Code civil ; cette révocation peut être

de compte, comme celles auxquelles il a pu renoncer<sup>(1)</sup>.

En un mot, sont imputables toutes les libéralités faites par le *de cujus* au conjoint survivant, dont ce dernier a tiré profit, quelle que soit leur forme ou leur objet. Il faut donc admettre, avec la jurisprudence, que même les donations déguisées, les donations manuelles, les libéralités indirectes, résultant de renonciations *in favorem*, les libéralités déguisées sous la forme d'un contrat à titre onéreux, sont sujettes à l'imputation, car, si on admettait la théorie contraire, on pourrait trop facilement tourner la loi<sup>(2)</sup>.

Le bénéfice d'une assurance sur la vie est

---

demandée par un frère du défunt agissant dans les conditions prévues par l'article 957 Code civil.

L'époux donataire en usufruit qui, par suite de révocation, perd le bénéfice de cette donation, a le droit de réclamer, dans la succession du conjoint prédécédé, le droit d'usufruit résultant du nouvel article 767 Code civil ; l'époux survivant peut bien être exhéredé de son usufruit successoral par la volonté de son conjoint, manifestée dans un testament, mais non pas par une donation. (Affaire Ruel contre Ruel).

(1) Tribunal civil des Andelys, 25 juillet 1892, *Gazette du palais*, jurisprudence et législation, 2<sup>e</sup> semestre 1893, p. 461 : Le conjoint survivant qui renonce au bénéfice d'une donation d'usufruit consentie à son profit par son conjoint dans le contrat de mariage n'est pas déchu du droit d'usufruit qui est conféré par l'article 767 du Code civil, modifié par la loi du 10 mars 1891. *Journal du Notariat*, 1893, p. 749 ; *Revue du Notariat*, n° 9090 ; *Rép. du Notariat*, 1893, p. 662. *Contrà* : BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 828.

(2) DALLOZ, *Code civil annoté*, art. 767, n° 140 ; *Pandectes françaises*, V° Successions, n° 1443.

également sujet à imputation, car elle renferme une libéralité<sup>(1)</sup>.

Doit-on considérer également comme libéralité déguisée, mais soumise néanmoins à l'imputation, l'aliénation à fonds perdus que le prémourant a faite au profit de son conjoint ?

L'article 918 du Code civil établit une présomption à ce sujet ; mais cette présomption, dérogeant au droit commun, ne peut être étendue d'une façon générale. Ce sera donc aux tribunaux de rechercher, en fait, si cette aliénation ne déguise pas une véritable libéralité.

On s'est demandé également si les avantages que le survivant retire de ses conventions matrimoniales sont sujets à cette imputation. Bien entendu, les libéralités nettement caractérisées et qui ont été faites par un époux à son conjoint, doivent être imputées ; mais l'époux peut favoriser son conjoint d'une autre manière, en adoptant, par exemple, tel ou tel régime matrimonial qui aurait pour résultat de faire passer au survivant telle ou telle partie de la fortune du prémourant. Théoriquement, on pourrait assimiler peut-être ces avantages à des libéralités déguisées ; ce serait alors une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux.

---

(1) Tribunal de Toulouse, 7 février 1895, *Le Droit* du 22 avril 1895 ; *Journ. du Notariat*, 1895, p. 440 ; Besançon, 27 nov. 1896, D. P. 98, 2, 385. — DEGAND, p. 160 ; DEFRENOIS, p. 61, n° 114, BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 830.

Certains auteurs ont admis ce principe<sup>(1)</sup> ; néanmoins, il est certain que les avantages pouvant résulter des conventions matrimoniales sont affranchis de l'imputation. La loi ne donne jamais aux stipulations faites par les époux dans le contrat de mariage le caractère de véritables libéralités, mais elle les considère, au contraire, comme des conventions entre associés.

Le survivant pourra donc cumuler avec son usufruit légal le bénéfice de ces conventions. On fait observer que les héritiers du *de cujus* pourront en souffrir, mais il est toujours loisible au pré-mourant de défendre les intérêts de ses successibles par un testament. D'ailleurs, la loi de 1891 n'est pas entrée dans toutes ces distinctions pour restreindre l'usufruit du conjoint.

Cette règle reçoit cependant exception, lorsque le défunt laisse des enfants d'un précédent mariage.

L'article 1496 donne aux enfants une action en retranchement lorsque, sous le régime de la communauté légale, « la confusion du mobilier et des dettes opère au profit de l'un des époux un avantage supérieur à celui qui est autorisé par l'article 1098, au titre des donations entre vifs et des testaments ». L'adoption de ce genre de communauté est alors considérée comme une donation indirecte.

---

(1) *Pandectes françaises*, V<sup>o</sup> Successions, n<sup>o</sup> 1446 ; *Répertoire périodique de l'Enregistrement* par GARNIER, n<sup>o</sup> 7748 ; BONNET, n<sup>o</sup> 12 ; DU BOUILLY DU FRÉTAY, p. 103 ; MONTAUDON, p. 243.

De même, l'article 1527 décide que dans le cas où il y aurait des enfants d'un précédent mariage, toute convention qui tendrait, dans ses effets, à donner à l'un des époux au delà de la portion réglée par l'article 1098, sera sans effet pour tout l'excédent de cette portion. Lors donc que le *de cujus* laisse, au moment de son décès, des enfants d'une précédente union, toute convention de mariage qui aura pour effet d'attribuer au conjoint une part d'hérédité supérieure à celle que lui accorde l'article 1098, la moitié de la communauté, par exemple, ou même la totalité des acquêts, sera considérée comme une libéralité indirecte réductible, par conséquent, à la quotité disponible et soumise à l'imputation<sup>(1)</sup>.

Cette théorie fut toutefois combattue par la Cour de Nancy, qui, dans un arrêt du 25 février 1891<sup>(2)</sup>, donna une interprétation différente. Suivant cet arrêt, les avantages résultant des conventions matrimoniales et indiqués dans les articles 1496 et 1527 ne peuvent être assimilés à des donations proprement dites, bien qu'elles soient soumises à une action en retranchement. On suppose, par exemple, qu'un homme ayant une fortune mobilière de 50.000 francs et ayant des descendants d'un premier lit, épouse en secondes noces une femme qui n'a que 20.000 francs de valeurs mobilières. S'ils adoptent le régime de

---

(1) LAMACHE, *op. cit.* p. 47 et s. ; *Rev. Not.*, n° 8522 ; DU BOUILLY DU FRÉTAY, p. 105 ; MONTAUDON, p. 245 ; DEGAND, p. 163.

(2) *Dalloz périodique*, année 1891, 2, 353.

communauté légale, ces valeurs se confondent. Si le mari meurt en laissant trois enfants, elle prend la moitié du mobilier, recueille 35.000 francs de mobilier, soit la moitié, et réalise ainsi un bénéfice de 15.000 francs. La loi de 1891 lui accorde, en outre, l'usufruit du quart, puisqu'il y a trois enfants.

La femme doit-elle imputer ce bénéfice de 15.000 francs sur son droit d'usufruit ? La Cour de Nancy <sup>(1)</sup> déclara que cet avantage ne peut pas être considéré comme une véritable libéralité.

Cela ressort tout au moins de l'interprétation de l'arrêt qui fut rendu dans une cause analogue.

Un sieur Firino était mort en laissant sa femme en secondes noces, commune en biens, faute de contrat, deux enfants d'un premier mariage et des petits-enfants qu'il avait nommés légataires universels. Les enfants du premier mariage avaient invoqué l'article 1496 pour faire réduire, en vertu de leur action en retranchement, la part de la femme commune en biens, au quart de la succession. Pour calculer la quotité disponible dont devaient profiter les légataires universels, le notaire liquidateur n'avait tenu aucun compte de la part accordée au conjoint survivant. Il n'avait considéré que l'ensemble des biens laissés par le défunt et diminués de ce quart et en avait attribué un tiers au légataire universel. Les enfants du premier mariage réclamèrent et prétendirent qu'on leur faisait ainsi

---

(1) Cour de Nancy, 25 février 1891, S. 1892, 2, 65.

supporter deux quotités. On leur enlevait d'abord le quart au profit du conjoint survivant, puis le tiers du surplus au profit des légataires. Les enfants réservataires disaient que « l'avantage qui était résulté pour la veuve de l'adoption de la communauté légale avait constitué à son profit une libéralité imputable pour le tout sur la quotité disponible de l'article 913 du Code civil ».

La Cour de Nancy déclara que la seule question à examiner était de rechercher et de définir la nature des avantages qui résultent, au profit de l'un des époux, de l'adoption du régime de communauté légale, en cas de présence d'enfants d'un précédent mariage.

La loi considère, disait-elle, toutes les conventions matrimoniales comme constituant, dans leur ensemble, un contrat à titre onéreux non susceptible de réduction.

Si les articles 1496 et 1527 admettent l'action en retranchement, en cas de présence d'enfants d'un premier lit, le législateur n'a jamais parlé de « libéralités, de donations, de réductions; il a parlé d'avantages et de retranchements ». En conséquence, il n'y a pas là une libéralité imputable sur la quotité disponible.

Ce système a été combattu par un arrêt de la Cour de Bourges du 28 décembre 1891 <sup>(1)</sup> qui admet une théorie complètement opposée :

---

(1) S., 1892, 2, 69.

« Considérant qu'il s'agit de rechercher si, dans l'hypothèse de l'article 1496, la loi a regardé et traité comme une libéralité véritable, l'avantage résultant des conventions de mariage ; qu'il est difficile de le nier, alors que l'article 1496 annonce le retranchement ; que ce terme est contradictoire avec le fait d'une acquisition à titre onéreux ; que la libéralité seule est sujette à retranchement, lorsqu'elle excède la quotité disponible fixée par l'article 1098 du Code civil ; que la distinction entre l'avantage et la libéralité est arbitraire et inadmissible ; qu'il s'agit réellement d'une libéralité, puisque, par le hasard du régime matrimonial, l'époux avantage s'enrichit sans compensation aux dépens de son conjoint ; qu'il y a donc libéralité en droit aux termes de l'article 1496 ; que toute libéralité est soumise au rapport fictif en vertu de l'article 922 du Code civil ; qu'on ne comprendrait pas que la quotité disponible spéciale à l'époux fût fixée sans tenir compte de l'avantage qu'il a reçu ; qu'au surplus, toute la doctrine, soit les commentateurs du Code civil, soit ceux des coutumes ou de l'édit de 1560, ont toujours considéré les avantages indirects de cette nature comme de véritables libéralités, lesquelles étaient sujettes à réduction..... ».

Quelques semaines après cet arrêt de la Cour de Bourges, la Cour d'appel de Rouen <sup>(1)</sup> admettait la

---

(1) S., 1892, 2, 166.

même théorie dans un arrêt du 29 janvier 1892, et un grand nombre d'auteurs appuyaient cette doctrine qui paraît actuellement définitivement adoptée <sup>(1)</sup>.

Nous n'avons plus qu'à faire remarquer que le conjoint survivant n'a pas à imputer sur son usufruit héréditaire les différents avantages dont il profite en vertu des lois spéciales, comme la loi sur les droits d'auteurs du 14 juillet 1866 <sup>(2)</sup>. Il peut également jouir de son usufruit légal et des droits de pension de retraite que la loi accorde aux veuves d'officiers ou de fonctionnaires ; dans ces derniers cas on peut dire, ce que nous affirmons plus haut d'une façon générale, qu'il ne s'agit pas de libéralités faites par le prémourant.

Nous croyons également que la femme survivante n'a pas à prélever sur son usufruit légal, les frais de logement, de nourriture et de deuil que lui accordent les articles 1465 et 1481 du Code civil. Pendant trois mois et quarante jours, délais pour faire inventaire et délibérer, elle a droit au logement,

---

(1) En ce sens : BOURCART, dans SIREY, 1892, 2, 65 ; BAUDRY-LACANTINERIE et COURTOIS, 1898, t. II, appendice ; PLANIOL, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1892, p. 521, et dans DALLOZ, 1891, 2, 253 ; LAMACHE, *op. cit.*, p. 21 et *Revue du Notariat*, 1891, p. 599 ; FOIRET, *Revue du Notariat*, 1891, p. 561 ; DE VAREILLES-SOMMIÈRES, *Cours de Droit civil ; Journal des Notaires*, 1891, p. 420.

Contrà : AMIAUD, *Journal du Notariat*, 1891, p. 311 ; DEFRENOIS, *Répertoire général du Notariat*, 1892, p. 211.

(2) *Pandectes françaises*, V<sup>o</sup> Successions, n<sup>o</sup> 1453.

à la nourriture, et elle peut se faire payer les frais de deuil.

La loi de 1891 n'a pas parlé de ces différents avantages et, ainsi qu'il se passe en pratique, on ne peut les prélever sur l'usufruit légal. Cette solution, d'ailleurs, est absolument conforme aux règles de l'humanité.

Certains auteurs déclaraient qu'en vertu du nouvel article 767, la veuve jouissait d'un droit héréditaire, et qu'il n'y avait plus de raison, par conséquent, de faire peser sur les héritiers des charges qu'elle devait supporter avec ses propres ressources ; mais il eût été par trop pénible de faire supporter à la veuve, dès le lendemain de la mort de son époux, les frais occasionnés justement par cette mort.

Là encore, nous pouvons appliquer le principe général : ce ne sont pas des libéralités provenant de l'époux ; ce sont des avantages accordés par la loi.

---

## CHAPITRE VI

### Restrictions apportées au droit d'usufruit du conjoint survivant

---

Lorsque le projet de loi de 1891, modifié par la Chambre des députés, retourna au Sénat, plusieurs sénateurs objectèrent que l'usufruit de l'époux survivant pouvait porter atteinte aux héritiers réservataires.

Le rapporteur répondit alors que puisque le nouvel article 767 ne parlait pas de cette catégorie d'héritiers, ces derniers n'avaient pas à souffrir de l'usufruit du conjoint, mais, ajoutait-il : « il a suffi que des doutes puissent s'élever dans quelques esprits et qu'un certain nombre de nos collègues aient exprimé le désir que ce maintien fut expressément visé dans le projet, pour que votre Commission leur donne satisfaction, ce qu'elle fait en ajoutant simplement ces mots : *« sans préjudicier aux droits de réserve, ni aux droits de retour. »* »<sup>(1)</sup>

---

(1) Séance du 2 décembre 1890, *Journ. off.* du 3 décembre.

SECTION I. — *Concours du conjoint survivant  
avec des héritiers réservataires*

L'addition qui fut faite ainsi au texte du nouvel article 767 montre bien que le législateur n'a pas voulu que l'usufruit du conjoint survivant puisse porter atteinte aux droits des héritiers réservataires ; bien qu'arrivant en concours avec le conjoint survivant, ces derniers pourront recueillir la pleine propriété de la part qui leur est donnée à titre de réserve.

A première vue, on pourrait se demander si la question se pose dans la pratique. En calculant le montant de l'usufruit légal de l'article 767, on peut croire, de prime abord, que l'usufruit du conjoint survivant est toujours inférieur à la quotité disponible, puisque cet usufruit ne peut être que du quart s'il y a des enfants issus du mariage et ne peut être que d'une part d'enfant, sans pouvoir dépasser le quart, s'il y a des descendants d'un premier lit.

Dans tous les cas, que l'on envisage la quotité disponible ordinaire, ou celle fixée par les articles 1094 et 1098, cette quotité disponible est en pleine propriété « supérieure au montant de cet usufruit ».

Pour supposer un cas où l'époux survivant nuirait aux héritiers réservataires, il faut admettre l'hypothèse que le défunt a donné ou légué à un étranger une partie de sa quotité disponible. L'exemple, alors, devient très facile à comprendre :

si un homme possédant *vingt mille francs* vient à mourir, en ayant *quatre descendants*, sa quotité disponible est de *cinq mille francs* ; la réserve des descendants est des trois quarts, soit *quinze mille francs*. L'usufruit de l'époux survivant ne peut nuire aux réservataires, mais s'il a légué vingt-cinq mille francs à un étranger, si l'usufruit n'est pas réduit, il diminuera d'autant la réserve.

Placé entre les deux solutions de nuire aux intérêts des héritiers réservataires ou aux intérêts du conjoint survivant, le législateur n'a pu hésiter et il a préféré la défense du patrimoine de la famille. « On a voulu, <sup>(1)</sup> comme disait M. Delsol dans son projet au Sénat, conserver intacts tous les droits de réserve et n'atteindre ni les père, mère, ni les descendants pour faire profiter l'époux survivant. »

Tous les héritiers réservataires peuvent donc invoquer ce bénéfice et faire réduire l'usufruit de l'époux survivant, lorsqu'il porte atteinte à la réserve ; et l'on doit considérer comme héritiers réservataires non seulement les enfants et descendants légitimes, mais aussi les enfants légitimés, les enfants naturels reconnus, puisque la loi du 25 mars 1896, modifiant l'ancien article 913, déclare formellement que l'enfant naturel a droit à une réserve et de même, les enfants adoptifs auxquels le Code civil accorde, dans son article 350, les mêmes droits

---

(1) Séance du 14 novembre 1890, *Journ. off.* du 15 nov. 1890, p. 1031.

sur la succession de l'adoptant que ceux d'un enfant né en mariage.

Mais d'autre part, certains auteurs font observer que les seules réserves que l'on peut opposer à l'exercice du droit d'usufruit du conjoint survivant devraient, en logique, n'être que les réserves des héritiers qui viennent à la succession.

Les héritiers renonçants ou indignes ne devraient pas entrer en ligne de compte<sup>(1)</sup>. La jurisprudence se prononce dans un autre sens, et l'on admet que la quotité disponible doit-être calculée d'après le nombre des héritiers, au jour de l'ouverture de la succession. Ce sont les héritiers réservataires eux-mêmes qui profitent de ces renonciations ou de ces indignités et leur part seule en est augmentée<sup>(2)</sup>.

Parmi les héritiers réservataires, nous voyons d'abord les enfants légitimes et légitimés. L'article 913 fixe le quantum de la quotité disponible à la moitié, s'il n'y a qu'un enfant, au tiers, s'il y en a deux, au quart, s'il y a trois enfants ou plus.

Nous disions plus haut que l'enfant adoptif avait sur la succession de son adoptant les mêmes droits qu'un enfant légitime ; mais l'on faisait observer que l'article 767 ne parlait pas de ce cas. On peut admettre, en effet, que l'enfant adoptif ne pourra pas réduire au quart l'usufruit du conjoint survivant, car cette hypothèse ne pourra se présenter,

---

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 824.

(2) *Pandectes françaises*, V° Successions, n° 1402.

suivant les termes de la loi de 1891, que lorsqu'il y aura des enfants issus du mariage. Mais, en ce qui concerne les droits de réserve que nous passons en revue dans ce chapitre, l'article 767 ne fait aucune distinction, et, lors de la discussion de la loi, la règle qu'on a voulu admettre était générale, ainsi qu'il résulte des travaux et des rapports : on a voulu conserver complètement intacts tous les droits de réserve<sup>(1)</sup>.

Cette faveur s'étend aux enfants légitimes de l'adopté, car, suivant la jurisprudence, ils sont appelés à la succession de l'adoptant, soit par eux-mêmes, soit par représentation. Ils ont, par conséquent, dans cette succession un droit de réserve qui ne peut entamer l'usufruit du conjoint survivant ; mais les enfants naturels ou les enfants adoptifs de l'adopté ne sont pas héritiers de l'adoptant : ils n'ont aucun droit à sa succession et ne pourront nuire, par conséquent, à l'usufruit de l'article 767.

Les articles 748 et 914 indiquent comme héritiers réservataires les ascendants. Le conjoint ne pourra exercer son usufruit sur les biens qui leur sont réservés et cette combinaison de ces différents articles pourra parfois amener des conséquences fâcheuses pour d'autres héritiers, notamment pour les collatéraux.

Si, par exemple, au moment de son décès, le de-

---

(1) Séance du 14 novembre 1890, *Journ. off.* du 15, p. 1031. ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. II, n° 28.

*cujus* mort sans descendants, laisse comme héritiers, d'un côté son père et sa mère, et d'un autre côté des collatéraux, des frères, des sœurs et son conjoint survivant, aux termes de l'article 748, chaque ascendant prend à titre d'héritier réservataire le quart du patrimoine du défunt ; les collatéraux héritent du surplus de la succession, soit de la moitié. Le conjoint survivant a droit à son usufruit légal qui est fixé à la moitié puisqu'il n'y a pas d'enfants.

Il ne peut l'exercer sur les biens dévolus aux ascendants à titre de réserve. Son usufruit retombera donc tout entier sur la totalité des biens recueillis par les frères et sœurs. La succession, pour ces derniers, sera donc illusoire, surtout si le conjoint survivant est de leur âge ou même est moins âgé qu'eux.

Cette situation peut même devenir pour les collatéraux des plus onéreuses : ils n'auront qu'une nue propriété dont ils ne pourront pas jouir, mais qui les forcera néanmoins à payer immédiatement les droits de mutation.

La jurisprudence fiscale est formelle en ce sens. Ces conséquences de l'article 767 peuvent être regrettables, mais il était difficile pour le législateur de l'éviter : il aurait fallu diminuer les droits de réserve accordés aux descendants, retoucher plusieurs articles du Code. On proposait même d'assurer aux collatéraux, dans tous les cas, une partie en pleine propriété de la succession ; mais cette modifi-

cation aurait eu pour résultat de compliquer les partages.

D'ailleurs, les collatéraux, s'ils n'ont actuellement que la nue propriété de la part qui leur revient, peuvent espérer retrouver dans la succession de leur père ou de leur mère les biens qu'ils n'ont pu recueillir dans la succession de leurs frères.

Les conséquences de l'article 767 ne seront donc pas pour eux aussi graves qu'on peut le croire de prime abord.

Nous avons vu également que depuis la loi de 1896 les enfants naturels étaient réservataires. Même avant cette loi, la jurisprudence leur accordait une réserve légale, et, lors de la discussion du nouvel article 767, le rapporteur, M. Piou, déclarait que le législateur en accordant un usufruit au conjoint survivant, voulait, malgré tout, défendre la réserve des héritiers et même la réserve de l'enfant naturel.

Depuis la loi du 25 mars 1896, cette question ne peut plus être mise en doute. On calculera donc, d'un côté, la réserve des enfants naturels, puis l'usufruit du conjoint survivant et on réduira cet usufruit dès qu'il portera atteinte aux droits réservataires de l'héritier.

S'il n'y a qu'un enfant naturel et si aucune libéralité n'a été faite par le *de cujus*, l'enfant recueillera la moitié de la succession, le conjoint, l'usufruit de l'autre moitié; s'il y a deux enfants naturels, ils

recueilleront chacun un tiers en pleine propriété de la succession, le conjoint ne pourra exercer son usufruit que sur l'autre tiers et l'usufruit du conjoint survivant sera du quart lorsqu'il se trouvera en concours avec trois enfants naturels ou plus. Lorsqu'il n'y a pas d'enfants légitimes, en effet, l'enfant naturel, qui n'est en concours qu'avec le conjoint survivant, a des droits égaux à ceux de l'enfant légitime.

Mais le calcul de cet usufruit devient plus difficile lorsqu'en même temps que le conjoint survivant, des enfants légitimes, des ascendants, des collatéraux, sont appelés à la succession. Il faudra alors s'en rapporter aux règles établies par l'article 913.

S'il y a plusieurs enfants légitimes et un enfant naturel, le *de cujus* ne pourra disposer que du quart de sa succession, les enfants ayant ensemble droit aux trois quarts.

L'usufruit du conjoint ne pourra dépasser le quart. Si le conjoint se trouve en présence d'ascendants et d'enfants naturels, l'article 767 lui accorde en principe l'usufruit de la moitié de la succession ; mais il faut combiner alors l'article 767 avec l'article 915. Quel que soit le nombre d'ascendants, cet article déclare que le *de cujus* ne pourra disposer que de la moitié de sa succession s'il y a un enfant naturel ; du tiers, s'il y en a deux ; du quart, s'il y en a quatre et davantage. Dans ce cas, s'il n'y a qu'un enfant naturel et des ascendants, les ascendants prendront ensemble un huitième de la succes-

sion ; l'enfant naturel, la moitié de ces biens en propriété diminuée de un huitième.

Le conjoint pourra exercer d'une façon complète son droit d'usufruit sur le reste de la succession ; mais cet usufruit sera réduit lorsqu'il y aura deux enfants naturels, car alors la quotité disponible n'est plus que de un tiers ; les ascendants prennent toujours un huitième, les enfants naturels deux tiers diminués du huitième, en pleine propriété, et le conjoint n'exerce son usufruit que sur le tiers restant.

Lorsque le conjoint se trouve enfin en présence d'enfants naturels, d'ascendants, de frères et sœurs du *de cujus*, par un calcul analogue, on déterminera la réserve des enfants naturels, la réserve des ascendants et la part revenant aux frères et sœurs qui ne sont pas héritiers réservataires.

L'usufruit du conjoint, diminué dans le cas où la réserve l'imposerait, s'exercera sur la part non réservée. Mais cette question ne présenterait pas trop de difficultés si les droits de réserve n'étaient réglés que par les articles 913 et suivants du Code civil, et si, dans son article 1094, le législateur n'avait permis à l'époux d'augmenter les libéralités qu'il peut faire à son conjoint. Cet article, qui a été modifié depuis, était, au moment du vote de la loi de 1891, en contradiction formelle avec le nouvel article 767. L'ancien article 1094 déclarait dans son premier paragraphe que lorsqu'il n'y avait ni enfants, ni descendants, l'époux pouvait disposer en

faveur de l'autre époux « en propriété de tout ce qu'il pouvait disposer en faveur d'un étranger et, en outre, de l'usufruit de la totalité de la portion dont la loi prohibe la disposition au préjudice des héritiers ».

Déjà critiquées avant la loi de 1891, ces dispositions devaient être modifiées.

Un premier projet fut présenté le 22 juillet 1890 à la Chambre des députés, mais ce ne fut que le 14 février 1900 qu'une loi modifiant cet article 1094 fut définitivement adoptée.

Le législateur a supprimé les derniers mots du dernier paragraphe parlant de la totalité de l'usufruit ; mais en vertu de cet article, l'époux peut encore aujourd'hui, quand il n'y a ni enfants, ni descendants, disposer en faveur de son conjoint, en propriété, de tout ce dont il peut disposer en faveur d'un étranger, « Et pour le cas où l'époux donateur laisserait des enfants ou descendants, il pourra donner à l'autre époux ou un quart en propriété et un autre quart en usufruit, ou la moitié de tous ses biens en usufruit seulement ».

En résumé, l'usufruit du conjoint ne peut s'exercer que sur la quotité disponible, mais cette quotité disponible est fixée d'une manière différente par les articles 913 et suivants et par le nouvel article 1094 du Code civil.

La question est donc de savoir si le conjoint survivant venant à la succession en vertu de l'article 967, doit s'en tenir uniquement aux articles 913.

et suivants, ou s'il faut invoquer l'extension de la quotité disponible ordinaire résultant de l'article 1094.

La question peut présenter un certain intérêt suivant la solution qu'on lui donne.

Si nous supposons, par exemple, qu'un époux laisse en mourant trois enfants et son conjoint survivant, d'après l'article 913, la quotité disponible est du quart. Si le *de cujus* a disposé de ce quart en faveur d'un étranger, les enfants n'ont plus que leur réserve, c'est-à-dire les trois quarts de la succession, et l'époux ne pourra exercer son usufruit, puisqu'il ne peut toucher à la réserve.

Si, au contraire, on calcule la réserve suivant l'article 1094, l'époux pouvait disposer, en faveur de son épouse, d'un quart en nue propriété et d'un quart en usufruit ; la quotité disponible est ainsi augmentée, et si le *de cujus* a donné entre vifs, par exemple à un étranger, un quart de sa succession, l'époux survivant pourra encore, malgré tout, exercer son usufruit. Par exemple, un homme ayant quarante mille francs de fortune, donne de son vivant dix mille francs : il laisse, par conséquent, trente mille francs dans sa succession. S'il a trois enfants, d'après l'article 913, la quotité disponible a été complètement absorbée et le conjoint survivant ne peut plus exercer son usufruit. D'après l'article 1094, comme il pouvait disposer du quart en nue propriété et du quart en usufruit, il n'a donné que le quart en pleine propriété, il reste

encore disponible le quart en usufruit, et c'est sur cet usufruit de dix mille francs dans l'espèce, que le conjoint survivant pourra exercer son usufruit légal de l'article 767, soit l'usufruit du quart de la masse, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut ; l'usufruit portera sur le quart de trente mille francs.

Il en serait de même si le conjoint survivant se trouvait en concours avec le père et la mère du *de cujus*, dans le cas où le défunt aurait donné la moitié de sa succession à un étranger.

Une première théorie décidait que le droit de succession conféré au conjoint était fondé sur l'intention présumée du *de cujus* et que l'époux survivant devait être traité aussi favorablement que possible. On ajoutait d'ailleurs que lorsque le législateur avait voulu protéger les droits de réserve, il n'avait pas indiqué de quelle réserve il voulait parler. L'administration de l'enregistrement avait décidé le 16 février 1894<sup>(1)</sup> qu'on pouvait réclamer au conjoint survivant le droit de mutation sur le quart en usufruit de la succession. Mais cette interprétation a été repoussée d'une façon générale par les auteurs et les tribunaux.

On fait remarquer d'abord que suivant les règles ordinaires de l'interprétation d'une loi, il faut s'en rapporter aux principes généraux et non pas aux exceptions. Or, ce sont les articles 913 et suivants

---

(1) DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supp. V<sup>o</sup> Successions, n<sup>o</sup> 303.

qui règlent le calcul de la réserve et l'article 1094 ne vient qu'y apporter une exception ; de plus, et c'est le plus fort argument en faveur de cette théorie, cet article 1094 n'établit la quotité disponible en faveur du conjoint survivant que lorsque le *de cujus* a disposé au profit de son conjoint, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage. Il faut donc une manifestation expresse de la volonté du défunt, et ce caractère manque totalement lorsque l'époux se présente comme héritier *ab intestat* pour recueillir l'usufruit de l'article 767. Enfin, on invoque un dernier argument par analogie, tiré de la loi du 14 juillet 1866 sur la succession aux droits d'auteurs : l'usufruit du conjoint, d'après cette loi, ne peut porter atteinte aux droits de réserve, « suivant les distinctions et proportions établies par les articles 913 et 915 du Code civil ».

La jurisprudence, dans de nombreuses décisions, s'est rangée à cet avis <sup>(1)</sup>.

## SECTION II. — *Concours du conjoint survivant avec des successeurs anomaux*

La loi de 1891 a déclaré que le conjoint survivant, en exerçant son droit d'usufruit, ne pouvait préju-

---

(1) V. en ce sens : Tribunal d'Aubusson, 21 mars 1893. *J. N.*, art. 25469 ; *Rev. Not.* 8985 ; *Rep. Not.* 1893, p. 542 ; *Dalloz périodique*, 95, 2, 9. — Tribunal de Saint-Etienne, 12 mars 1894, *J. N.*, art. 25519.

dicier ni aux droits de réserve, ni aux droits de retour.

L'alinéa 7 de l'article 767 permet donc à ceux qui peuvent se prévaloir de ces droits de reprendre les biens qui font l'objet de ce droit d'usufruit.

Lorsque le projet de M. Delsol, modifié par la Chambre des députés, revint devant le Sénat, deux sénateurs, MM. Griffe et Humbert, firent observer que le nouveau texte ne parlait pas des droits des héritiers à réserve, ni de ceux qui pouvaient se réclamer du droit de retour.

Il fallait donc craindre, disaient-il, que l'époux survivant ne se crût autorisé à exercer son droit d'usufruit aux détriments de ses héritiers. Le rapporteur répondait à cette objection en faisant remarquer que si le projet de loi ne parlait pas des droits de réserve et des droits de retour, ces droits devaient être conservés d'une façon intégrale; mais il ajoutait, comme nous le disions plus haut, qu'il suffisait, pour faire disparaître toute difficulté, d'insérer dans le texte ces mots : « sans préjudicier aux droits de réserve ni aux droits de retour ».

Les personnes donc qui peuvent avoir de semblables droits reprendront les biens qui en sont l'objet sans participer au payement de l'usufruit.

Mais on s'est demandé si cette prescription était générale et si les mots *droits de retour* employés dans la loi de 1891, renfermaient, dans cette expression aussi large, les droits de retour légaux de l'ascendant donateur, prévus par l'article 747 du Code

civil ; de l'adoptant et de ses enfants légitimes établis par les articles 351 et 352 ; des frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel, réglés par l'article 766 et les droits de retour conventionnels de l'article 951 de notre code. La question a été solutionnée de la façon la plus nette dans le rapport de M. Piou à la Chambre des députés, à la séance du 27 janvier 1890 <sup>(1)</sup>.

Pour les droits de retour conventionnel, la question ne peut souffrir de difficulté. Les biens qui en sont l'objet rentrent, en effet, d'une façon rétroactive, en vertu d'une condition résolutoire, dans le patrimoine du donateur au moment du décès du donataire.

Le conjoint survivant ne pouvant faire porter son usufruit que sur les biens qui sont restés dans la succession de son époux décédé, ne peut le faire porter sur ses biens.

La question est plus délicate lorsqu'il s'agit des droits de retour légaux, car il ne s'agit plus ici de condition résolutoire, mais en réalité de droits de succession. Ce n'est plus en vertu d'une condition que le donateur ou l'ascendant recueille les biens, mais en vertu d'un droit de succession anormale, et on aurait pu prétendre que les personnes appelées à

---

(1) BOUVIER-BANGILLON, *Rev. gén.* 1891, p. 150 ; ZÉGLICKI, *Revue critique*, 1892, p. 180 ; BONNET, n° 22 ; BRESSOLLES, n° 23 ; HUG, t. V. n° 131 ; DEFRÉNOIS, p. 50, n°s 54 et 55 ; MESNARD, p. 509, n°s 32 et 33 ; DEGAND, p. 154 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. 1, n° 822 ; MONTAUDON, p. 208 ; DU BOUILLY DU FRÉTAY, p. 86.

bénéficiaire de ce droit devraient supporter l'usufruit du conjoint comme les autres héritiers. A cette objection on peut répondre en déclarant que le but du législateur a été absolument formel et le premier rapport de M. Piou, du 20 mars 1886 a déclaré que « le projet de loi ne portait aucune atteinte aux droits de retour organisés par les articles 351, 352, 747, et 766 du Code civil. »

Le droit de jouissance du conjoint survivant ne pourra donc jamais porter sur les biens sujets au retour successoral.

Mais une autre question se pose. C'est celle de savoir si ces biens doivent être compris dans le calcul de la masse pour l'évaluation de l'usufruit. M. Planiol fait observer<sup>(1)</sup>, d'une façon générale, que les biens doivent rentrer dans le calcul, sans quoi, il aurait été inutile de les déclarer exempts. Mais il y a, selon nous, une différence à faire entre les droits soumis au droit de retour, suivant qu'ils rentrent dans les biens soumis au retour conventionnel ou au retour légal.

Tous les jurisconsultes sont d'accord pour déclarer que les biens soumis au retour conventionnel ne peuvent être comptés dans la masse des biens existant au moment du décès du *de cujus*. L'article 767 est formel à ce sujet, et comme ces biens ont été donnés sous la seule condition résolutoire qu'ils

---

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. III, n° 1874, § 4.

feront retour au donateur dans le cas du prédécès du donataire, si le donataire vient à mourir, la condition résolutoire se réalise et les biens sont censés n'avoir jamais été dans le patrimoine du *de cujus*. Il ne peut y avoir de doute à ce sujet, mais la controverse existe lorsqu'il s'agit des biens soumis au retour légal.

Ce n'est plus, en effet, en vertu d'une condition résolutoire, mais en vertu d'un droit successoral que ces droits peuvent être réclamés par le donateur, et l'on peut se demander alors s'il faut tenir compte de leur importance dans le calcul de l'usufruit. La solution de cette question varie suivant les auteurs.

La doctrine, en général, et la jurisprudence déclaraient autrefois que le droit de retour légal était absolument distinct de la succession ordinaire. Il y avait là une succession particulière indépendante comprenant les biens soumis au droit de retour, alors que la succession comprenait tous les autres biens disponibles. En s'appuyant sur ce principe que ces biens ne pouvaient pas être compris avec l'ensemble des autres biens de la succession, on déclarait qu'ils ne pouvaient faire partie de la masse sur laquelle on calculait le montant de l'usufruit du conjoint survivant. On s'appuyait également pour confirmer cette interprétation sur ce que certains auteurs, la jurisprudence et même la Cour de cassation déclaraient qu'il ne fallait pas comprendre les biens sujets au droit de retour

légal dans la masse servant à déterminer la réserve <sup>(1)</sup>.

Depuis cette époque, la jurisprudence a changé et, sans vouloir affirmer que la succession anormale et la succession ordinaire ne forment qu'une seule et même hérédité, on s'appuie sur les termes généraux de l'article 767. Le législateur s'est montré des plus formels : il n'a voulu calculer l'usufruit du conjoint survivant que sur la masse de *tous* les biens existant au décès du *de cujus*. A ce moment, non seulement nous trouvons les biens en nature, mais encore les biens sujets au droit de retour légal.

Pour établir le quantum de l'usufruit héréditaire il faudra donc calculer à côté des biens existants et non sujets au droit de retour les biens existants mais soumis à ce retour légal.

L'article 767 a eu pour but de faire rentrer dans la masse des biens grevés du droit d'usufruit les biens soumis au retour pour le calcul du montant de l'usufruit ; mais d'autre part, on a voulu éviter que l'exercice de cet usufruit ne portât sur ces biens.

Cette décision a été sanctionnée par un arrêt de la Cour de Nancy du 20 juillet 1895 <sup>(2)</sup>. Elle permet de respecter les termes de l'article 767 si les biens soumis au retour légal entrent dans la composition de la masse, pour le calcul du quantum de l'usufruit :

---

(1) Cassation, 28 mars 1866, D., 66, I, 397.

(2) S., 1895, 2, 293. ; *Contrà* : Poitiers, 15 mai 1899, S. 99, 2, 160 ; D., 1905, 2, 205 ; *Pand.* 1901, 2, 237 ; Paris, 31 oct. 1899, *Gaz. Pal.* 1899, 2, 540 ; Cass. civ. 22 juillet 1903, *Gaz. Pal.* 1903, 2, 224 ; *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1903, p. 910.

comme le conjoint survivant ne peut exercer son usufruit sur ces biens, aucun préjudice n'est porté à ces droits de retour.

On s'est demandé alors, si le conjoint qui n'obtient pas la totalité de son usufruit légal, par suite de l'exercice de ses droits de retour, pouvait réclamer une compensation sur la nue propriété des biens de son époux décédé. Par exemple, un conjoint qui ne recueille qu'une faible portion de son usufruit, parce que cet usufruit est diminué par des retours successoraux, peut-il par compensation, prendre une part de nue propriété pour contrebalancer la part d'usufruit dont-il a été privé?

En principe, certains auteurs l'ont contesté, car la loi, disaient-ils, n'a accordé qu'un usufruit et jamais la propriété<sup>(1)</sup> ; mais en se basant sur l'équité, des auteurs prétendent que cette solution des plus justes, ne serait, en aucune façon contraire à la loi. La nue propriété qu'on accorderait au conjoint survivant pour contrebalancer l'usufruit dont il aurait été privé, ne porte pas atteinte au droit de réserve et au droit de retour indiqués dans la loi de 1891 et arrive à éviter une injustice<sup>(2)</sup>.

Le droit de retour légal ne peut tout au moins s'exercer que lorsque les biens donnés se retrouveront en nature dans la succession ; par conséquent, chaque fois que cette condition fera

---

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 824 bis.

(2) LAMACHE, *Rev. Not.*, art. 491. p. 312.

défaut, le conjoint survivant pourra exercer son usufruit. Si même les biens donnés ont été aliénés par le *de cujus*, et s'ils sont rentrés dans son patrimoine pour une cause quelconque, le droit de retour ne pourra plus s'exercer et les biens pourront être soumis à l'usufruit, car, dans ce cas, le droit de retour légal s'évanouit et le conjoint peut profiter alors sans restriction du bénéfice de l'article 767.

---

## CHAPITRE VII

### Situation du conjoint survivant dans les législations étrangères

---

Il est intéressant, après avoir étudié les droits du conjoint survivant, en France, de connaître, dans un aperçu rapide, le sort qui lui est réservé dans les législations étrangères.

Nous pouvons classer les divers pays suivant leur origine, en étudiant d'abord les nations de race latine, les pays où a dominé l'élément germanique, les pays slaves, les pays scandinaves, et enfin, les Etats-Unis. C'est la classification indiquée par M. Glasson dans son ouvrage « Le mariage civil et le divorce ».

1. **Principauté de Monaco.** <sup>(1)</sup> — Le Code civil monégasque, promulgué de 1881 à 1885, est une adaptation et une reproduction presque textuelle du Code français de 1804.

L'article 649 du Code monégasque, relatif aux

---

(1) BARON DE ROLLAND, *le Code civil de 1804 dans la principauté de Monaco, le Code civil, Livre du Centenaire*, t. II, p. 807.

droits du conjoint survivant, a réalisé un progrès marqué sur le Code de 1804. Il ne se contente pas, en effet, comme le faisait peu libéralement ce dernier (art. 667 ancien), d'appeler le conjoint survivant à la succession du prédécédé dans l'hypothèse où il n'existe aucun parent au degré successible. Il lui attribue, en outre, dans tous les cas un droit d'usufruit qui varie entre le quart, quand il y a des enfants issus du mariage, et la moitié en toute autre occurrence. Toutefois, ce droit ne constitue pas une réserve. Le conjoint peut en être privé par une disposition testamentaire, et la loi elle-même l'en déclare déchu, quand il y a eu séparation de corps prononcée contre lui. Sur ce point, le Code monégasque s'est donc trouvé en avance sur la législation française jusqu'à la loi du 9 mars 1891, qui a introduit dans l'article 767 du Code français des dispositions semblables.

**II. Italie.** <sup>(1)</sup> — La situation de la veuve avant le nouveau Code de 1865 était des plus précaires ; le régime de communauté n'étant pas le régime légal italien, on ne pouvait, en Italie, remédier en partie, en adoptant ce régime aux imperfections de la loi.

---

(1) HUC, *Le Code civil italien et le Code Napoléon* ; DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supplément au répertoire ; OLLIVIER BEAUREGARD, *Législation italienne ; Code italien*. Traduction française : ORSIER, Paris 1866 ; GANDOLFI, Annecy, 1868. Pour la législation des Etats italiens avant 1865, voir BOISSONNADE, *op. cit.*, p. 489 et s.

Le conjoint survivant voyait, à la mort de son époux, disparaître ses ressources.

Le nouveau Code de 1865 modifia ces dispositions ; il accorde un usufruit au survivant lorsque le défunt laisse des descendants légitimes ; cet usufruit est égal à une part d'enfant, sans que l'on puisse toutefois excéder le quart de la succession (art. 753).

S'il n'y a pas de descendants légitimes, mais des ascendants, des enfants naturels ou d'autres héritiers, le conjoint survivant hérite en toute propriété. Aux termes de l'article 754, ce droit d'hérédité est d'un tiers, mais il est réduit au quart lorsque le conjoint survivant se trouve en présence d'ascendants légitimes et d'enfants naturels. S'il n'y a que des collatéraux au-dessus du sixième degré, le conjoint survivant hérite des deux tiers.

III. **Espagne.**<sup>(1)</sup> — Antérieurement au nouveau Code espagnol, la loi accordait au conjoint survivant une quarte maritale. Le conjoint était bien appelé à la succession de son époux défunt, à défaut de tout parent jusqu'au quatrième degré, mais, même lorsqu'il y avait des parents privilégiés, lorsque le *de cujus* n'avait pas fait de donation en faveur du conjoint survivant, l'époux pouvait réclamer le quart de la succession de son époux, sans pouvoir obtenir plus de cinq livres d'or.

---

(1) A. LEVÉ, *Code civil espagnol*, traduit et annoté ; ERNEST LEHR, *Eléments du Droit civil espagnol*, 2 vol., 1880-1890 ; MÉDINA et MARANON, *Les lois civiles d'Espagne*, 3<sup>e</sup> édition, 1891.

Le nouveau Code espagnol, promulgué le 24 juillet 1889, vint modifier cet état de choses. Le législateur se base sur l'affection présumée du défunt et, en présence de successeurs légitimes, il accorde à l'époux survivant un droit de succession. Suivant les termes de l'article 834 « Le veuf ou la veuve, qui à la mort de son conjoint n'était pas séparé de corps, ou qui l'était par la faute de l'époux défunt, a droit à une part en usufruit, égale à celle que la réserve donne à chacun de ses enfants ou descendants légitimes non avantagés ».

En cas d'absence de descendants, le législateur se montre encore plus large : il accorde la jouissance du tiers des biens héréditaires, s'il n'y a que des ascendants, et l'usufruit de la moitié (art. 836) s'il n'y a que des collatéraux.

IV. **Portugal.** <sup>(1)</sup> — Avant 1867, les coutumes et les usages réglaient seuls les droits du conjoint survivant. Il n'existait pas de code dans ce pays ; Lorsque l'on publia, le 1<sup>er</sup> juillet 1867, un Code, le législateur établit d'une façon uniforme et nette les droits héréditaires de l'époux.

Aux termes de l'article 2003, lorsqu'il y a des descendants, des ascendants, des frères, des sœurs ou descendants d'eux, le conjoint survivant n'a aucun droit à la succession de son époux prédécédé, mais, à défaut de ces héritiers, il est préféré aux

---

(1) FERNAND LEPELLETIER, *Code civil portugais*, traduit et annoté ; LANEYRIE et DUBOIS, *Code civil portugais*, traduit et annoté.

autres parents et recueille en pleine propriété la totalité de la succession.

Cette règle reçoit pourtant une exception lorsqu'un jugement de séparation de corps a été prononcé contre l'époux.

V. **Roumanie.** <sup>(1)</sup> — Le Code roumain est antérieur à celui du Portugal : il a été promulgué en 1864. Ce code présente une particularité que nous rencontrons pour la première fois dans les législations modernes. On distingue suivant qu'il s'agit du mari ou de la femme.

Quelle que soit la situation de fortune de l'époux, aux termes de l'article 679 du Code roumain, le mari ne succède à son épouse qu'à défaut de tout parent successible et même d'enfants naturels.

La situation de la veuve, au contraire, est plus favorable ; non seulement elle peut succéder à défaut de tout parent, mais encore, aux termes de l'article 684, elle peut concourir, lorsqu'elle est pauvre, avec les autres héritiers ; on lui accorde alors une part d'enfant, sans que cette part puisse excéder le tiers de la succession.

VI. **Angleterre** <sup>(1)</sup>. — Si nous passons aux pays où domine l'élément germanique, nous voyons que

---

(1) ALEXANDRESCO, *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, Paris, 1898, p. p. 161-167, fait remarquer que les codes antérieurs étaient plus complets et plus équitables envers le conjoint ; *Le Code civil, Livre du Centenaire*, t. II, p. 853 et 867, G. DISSESCOU, *L'influence du Code civil français en Roumanie*.

dans ces pays le législateur s'est montré beaucoup plus favorable au conjoint survivant.

En Angleterre, on fait encore la distinction que nous avons observée dans le Code roumain entre le mari et la femme.

La veuve a d'abord des gains de survie à titre de douaire (*dower*). Elle a la jouissance d'une partie des immeubles laissés par son mari ; ce douaire consistait autrefois dans l'usufruit du tiers des immeubles, mais, depuis 1834, une nouvelle réglementation est intervenue. D'après une loi promulguée le 1<sup>er</sup> janvier de cette année par Guillaume IV, le mari peut déterminer les immeubles sur lesquels portera cet usufruit ; il peut même priver complètement sa femme de ce droit, et, lorsqu'il y a des héritiers autres que les enfants, il ne peut accorder à sa femme que l'usufruit sur la moitié de ses immeubles.

Outre ce douaire, la veuve a le droit de rester pendant 40 jours dans la maison qu'occupait son mari et d'y vivre aux frais de la succession ; c'est ce qu'on appelle la *quarantaine*.

Outre la jouissance des immeubles qu'elle pouvait avoir en douaire, la veuve avait, en pleine propriété, ou le tiers des meubles lorsqu'elle venait

---

(1) ERNEST LEHR, *Eléments de Droit civil anglais* et supplément par J. DUNAS ; GUSTAVE BOISSONNADE, *loc. cit.* ; GLASSON, *Histoire du Droit et des Institutions de l'Angleterre* ; ALEXANDRE RIBOT, *Condition civile et biens de la femme en Angleterre*, *Bulletin de la Société de lég. étrangère*, décembre 1871, p. 6 et s.

en concours avec des enfants, ou la moitié quand elle se trouvait en présence d'autres héritiers.

Depuis le 25 juillet 1890, une nouvelle loi est venue augmenter encore les droits des veuves, lorsque le mari mourait sans testament et sans laisser de descendants directs. La veuve recueillait alors, en pleine propriété toute la succession, lorsqu'elle ne dépassait pas 500 livres. Si la succession était plus importante, le surplus passait aux autres héritiers.

Le mari survivant n'avait, en aucune façon, la même situation que la veuve. S'il avait des enfants, il ne pouvait que réclamer l'usufruit des immeubles, mais le mobilier lui appartenait toujours en pleine propriété.

En *Ecosse*, à la mort du mari, s'il y a des enfants du mariage ou d'un mariage antérieur, la succession se divise en trois parties :

La veuve survivante recueille un tiers, c'est ce que l'on appelle *jus relictæ* ; le second tiers, que l'on appelle *dead's part* est distribué suivant la volonté du défunt ; et la troisième partie, appelée *part légitime*, est recueillie par les enfants du mari, qu'ils soient du mariage actuel ou d'un précédent mariage. S'il n'y a pas d'enfants, la succession se divise en deux, et la veuve en recueille la moitié.

Le mari prend, à la mort de sa femme, dans la fortune mobilière de celle-ci, la même part que celle qui est prise par la veuve dans la fortune mobilière du mari décédé, sous les mêmes réserves et res-

trictions. Cette règle a été établie par l'article 6 de la loi du 18 juillet 1881 modifiant la législation relative aux biens des femmes mariées en Ecosse<sup>(1)</sup>.

VII. **Hollande**<sup>(2)</sup>. — Le conjoint survivant, aux termes de l'article 920 du Code de 1838, n'hérite qu'à défaut de tout parent légitime au degré successeur.

Dans ses articles 223 et 966, le législateur permet aux époux de se faire, de leur vivant, toute libéralité possible. On s'en rapporte donc aux dispositions prises par l'époux défunt en faveur de son conjoint, d'autant plus que le régime légal, ainsi que l'indique l'article 174 du Code, est le régime de communauté universelle, et l'époux survivant est propriétaire de la moitié de la communauté.

VIII. **Belgique**<sup>(3)</sup>. — En Belgique, la loi du 20 novembre 1896 apporta des modifications aux droits successoraux du conjoint survivant. En présence de descendants légitimes, le législateur donne l'usufruit de la moitié de la succession, alors qu'en France il ne peut avoir que le quart.

S'il y a des enfants d'un premier mariage, sa situation est la même qu'en France et il ne peut,

---

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1882, p. 35.

(2) *Code de 1838*, traduction française par GUSTAVE TRYPELS *Les Codes néerlandais*, Paris, 1886 ; *Le Code civil, Livre du Centenaire*, t. II, p. 827, 833.

(3) *Moniteur belge* du 27 nov. 1896 ; G. DANKAERT, *Commentaire de la loi belge du 20 novembre 1896 sur les droits successoraux du conjoint survivant*, t. I, travaux législatifs ; *Le Code civil, Livre du Centenaire*, t. II, p. 698.

comme le lui accorde l'article 767 de notre Code, avoir que l'usufruit d'une part d'enfant le moins prenant, sans que cette part puisse être supérieure au quart de l'hérédité.

Lorsque le conjoint survivant se trouve en présence d'ascendants, de frères, de sœurs ou d'enfants de frères et de sœurs de l'époux décédé, il peut recueillir la moitié de l'usufruit de la succession.

Cette législation, si semblable à notre loi de 1891, n'est plus favorable à l'époux survivant que dans le cas où le *de cujus* ne laisse que des parents éloignés. On accorde alors au conjoint l'hérédité toute entière.

**IX. Grand-Duché de Luxembourg.** — Dans le Grand-Duché de Luxembourg, les droits héréditaires du conjoint survivant sont régis par l'ancien article 767 de notre Code civil, et cet article n'a subi aucune modification.

**X. Allemagne** <sup>(1)</sup>. — Le nouveau Code allemand de 1900 se montre très favorable au conjoint survivant. Ce n'est pas l'usufruit mais bien la pleine propriété de la totalité ou d'une partie de la succession que la loi accorde au conjoint survivant.

S'il y a des descendants, le législateur attribue le quart ; s'il y a des ascendants du défunt ou des enfants des père et mère du défunt, le conjoint est

---

(1) O. DE MEULENAERE, *Code civil allemand*, traduit et annoté, Paris, 1897 ; RAOUL DE LA GRASSERIE, *Code civil allemand*, Paris, 1897 (note sous l'article 1931).

héritier de la moitié de la succession. Il recueille en plus, par préciput et hors part, les objets de ménage. A défaut de parents du premier ou du second ordre, l'époux survivant recueille par préférence aux collatéraux la totalité des biens héréditaires.

XI. **Autriche** <sup>(1)</sup>. — Le Code civil autrichien, promulgué en 1815, se montrait aussi généreux.

Lorsque le conjoint survivant vient en concours avec des enfants du défunt, la loi lui reconnaît un droit d'usufruit égal à une part d'enfant, sans que jamais cette part puisse être supérieure au quart ; mais en présence des ascendants ou d'héritiers plus éloignés, il recueille la pleine propriété de ce quart de succession. Il hérite, enfin, à défaut de tout parent au degré successible.

En résumé, quels que soient les parents du *de cuius*, le conjoint est toujours, et dans tous les cas, appelé à la succession.

La *Hongrie* est régie, depuis 1853, par la loi autrichienne, mais, la mère survivante prime les enfants naturels de son époux, tandis que le mari ne vient qu'après les enfants naturels de son épouse prédécédée.

XII. **Suisse**. — La législation suisse est loin de présenter le caractère d'homogénéité que l'on rencontre en France, en Allemagne et dans les autres pays.

---

(1) *Code civil autrichien*, traduction DE CLERCQ, 1837 ; ERNEST LEHR, *Éléments de Droit germanique*, 2 vol. 1892.

La plupart des cantons ont leur législation particulière qui diffère suivant le voisinage ; ils ont emprunté leur législation aux pays limitrophes. On peut classer ces cantons en différents groupes, suivant qu'ils sont voisins de la France, de l'Allemagne, ou de l'Italie.

Notre Code civil était en vigueur dans le *canton de Genève* <sup>(1)</sup> ; mais depuis le 5 septembre 1874, une loi parlant des droits de l'enfant naturel et du conjoint survivant, changea cet état de choses. La législation moderne est beaucoup plus large en faveur de l'époux survivant ; ce dernier peut recevoir la totalité de la succession à défaut d'héritier.

Lorsqu'il se trouve en présence d'héritiers successibles, l'époux peut recueillir la moitié des biens héréditaires ; cette part est réduite au quart lorsque le défunt ne laisse que des ascendants, des frères et sœurs et des descendants de ses frères et sœurs ; et enfin, si le conjoint se trouve en présence de descendants légitimes, il ne recueille que la moitié de la succession.

Le but du législateur de 1874 est de laisser la propriété des biens dans la famille lorsqu'il y a des enfants ; mais il n'hésite pas à faire passer à l'époux et plus tard à la famille de l'époux une partie de la

---

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1875, p. 495 ; *Le Code civil, Livre du Centenaire*, ALFRED MARTIN, *Le Code civil dans le canton de Genève, son influence dans le reste de la Suisse romande*, p. 890.

propriété de sa succession lorsqu'il se trouve en présence d'autres parents. L'utilité de maintenir le patrimoine de la famille n'a plus alors, en effet, autant d'importance.

Le *canton de Fribourg* est régi par les dispositions de notre ancien article 767.

Le *canton de Vaud*<sup>(1)</sup> est encore soumis au code promulgué en 1819.

Le régime légal du contrat de mariage est la communauté d'acquêts, mais suivant la coutume, les conjoints stipulent dans leur contrat de mariage des gains de survie. Le plus important attribue à la femme le quart de la succession ; c'est ce qu'on appelle *l'augment de dot*.

Si, par hasard, les époux n'ont pris aucune disposition dans leur contrat de mariage, la loi accorde alors au survivant l'usufruit de tous les biens recueillis par les descendants jusqu'à la majorité ou jusqu'à leur mariage. A cette époque, l'usufruit est réduit de plein droit. Lorsque le défunt ne laisse pas d'enfants, le conjoint survivant recueille en pleine propriété, le quart des biens, quand il vient en concours avec les père, mère, frères, sœurs ou leurs descendants ; et la moitié en présence de tout autre parent.

Dans le *canton de Neuchâtel*, lorsque le *de cujus*

---

(1) BIPPERD et BORNAND, *Code civil du canton de Vaud et sa concordance avec le Code civil français*, 4<sup>e</sup> édition, Lausanne, 1885.

meurt sans enfant légitime, comme le régime légal de droit commun est la communauté universelle, l'époux survivant peut réclamer d'abord la moitié de la masse commune, et, de plus, un gain de survie qui consiste dans la propriété de la moitié des meubles et l'usufruit de tous les immeubles. S'il y a des enfants légitimes, ces droits sont réduits de moitié.

Le *canton du Valais* <sup>(1)</sup> donne l'usufruit de tous les biens du défunt au conjoint survivant en cas d'absence d'enfants, et la moitié de cet usufruit lorsqu'il y a des descendants légitimes.

Ces règles, si larges au profit du conjoint survivant, sont encore plus larges dans le Code civil de *Berne*.

Dans le *canton de Berne*, la loi accorde toute la succession du défunt à l'époux qui lui survit, lorsqu'il n'y a pas d'enfants. Quand il y a des enfants, on distingue suivant qu'il s'agit de la femme ou du mari, et suivant que les enfants sont communs ou d'un mariage précédent.

Dans tous les cas, la veuve recueille une part d'enfant. Le mari, lorsqu'il vient en concours avec des enfants issus de son union, prend la totalité des apports de la femme. S'il se trouve en présence d'enfants d'un précédent mariage, il est appelé à recueillir la part que son épouse a obtenu dans le partage avec ses enfants.

---

(1) ROSSEL, *Manuel élémentaire de Droit civil de la Suisse romande*, 1887.

A côté des cantons où domine l'influence française, nous trouvons les cantons que l'on peut considérer comme cantons allemands.

Dans le *canton de Bâle*, la loi du 10 mars 1884 a augmenté les droits que la législation antérieure donnait au conjoint survivant.

Aux termes de l'article 13 de cette loi, à la mort de son conjoint, le survivant peut réclamer les deux tiers de la communauté, mais le législateur déclare que le *de cujus* peut, aux termes de son testament, réduire la part qui revient au conjoint survivant. Cette loi est assez défavorable à l'époux ; elle a fait disparaître, peut-être, une inégalité bizarre qui était établie par la législation antérieure qui déclarait que la veuve ne pouvait jamais prélever que le tiers de la communauté, alors que le mari recueillait les deux tiers ; mais elle était moins favorable que la législation des autres cantons.

La loi de 1884 donne bien à l'époux la jouissance de la fortune des enfants, pendant toute leur minorité, mais à condition que le conjoint survivant subvienne aux besoins et à l'éducation. Le veuf ou la veuve recueille, au contraire, la totalité de la succession en pleine propriété lorsqu'il se trouve en présence de parents du cinquième degré.

Dans le *canton d'Appenzell*, à défaut de tous descendants, le conjoint, en cas de décès de son époux, recueille un tiers en pleine propriété de la succession. Quand il y a des enfants, la loi ne lui accorde qu'une part d'enfant et encore ne l'a-t-il que pour

moitié en pleine propriété, moitié en usufruit; mais l'époux peut, de son vivant, augmenter à son gré le montant de cette part.

Une situation différente est faite dans le *canton de Soleure* <sup>(1)</sup>, suivant qu'il s'agit du mari ou de la femme.

Le législateur part de ce principe que la femme a eu une part moins active dans la gestion de la communauté : il ne lui accorde qu'un tiers des bénéfices réalisés pendant la durée du mariage.

Le mari, au contraire, recueille, à la mort de son conjoint les deux tiers de la communauté, mais le conjoint survivant a la jouissance de toute la succession jusqu'à la majorité des enfants, et une fois cette majorité arrivée, il n'a plus que l'usufruit du quart.

Le *canton de Lucerne* <sup>(2)</sup> a une législation toute différente. Les héritiers sont divisés en cinq classes. L'époux survivant concourt avec chacune de ces classes et peut recueillir la jouissance de la succession, s'il se trouve en concours avec les héritiers de la première classe, c'est-à-dire les enfants légitimes; la propriété du quart de la succession, s'il n'est en présence que des héritiers de la seconde classe, c'est-à-dire les père, mère du *de cujus*; ou le tiers des biens héréditaires lorsque le défunt ne laisse que des parents des trois dernières classes.

Les *cantons des Grisons*, de *Glaris* et de *Zurich* sont

---

(1) ANTH. DE SAINT-JOSEPH, t. IV.

(2) ANTH. DE SAINT-JOSEPH, t. IV.

régis par des codes assez récents qu'il est utile d'étudier et de grouper ensemble.

En 1862, parut dans le *canton des Grisons* <sup>(1)</sup> un des premiers codes qui fixa la succession de l'époux survivant. Ce code consacra la succession basée sur l'alliance. L'époux survivant recueille, même en présence de descendants, le tiers de la succession, et, à défaut de descendants, les deux tiers.

Quelques années plus tard, en 1874, dans le *canton de Glaris* <sup>(2)</sup>, fut promulgué un code qui préconisa un système assez original.

L'époux survivant doit, dans un délai de deux mois, qui court de la mort de son conjoint, déclarer à la Direction des orphelins de son domicile, qu'il entend réclamer la succession de son conjoint décédé ; mais en faisant cette déclaration, il doit verser toute sa fortune personnelle dans la succession. S'il se trouve en présence d'enfants, il peut réclamer une part d'enfant ; s'il se trouve en présence d'autres héritiers, il recueille la moitié de la succession. Cette disposition, établie par les articles 303 et 304 du Code de 1874, montre que l'époux peut faire un calcul et voir s'il lui est préférable de profiter de la loi, ou, en ne faisant pas sa déclaration, renoncer purement et simplement à toute succession.

---

(1) RAOUL DE LA GRASSERIE, *Code civil des Grisons*, Paris, 1893.

(2) ERNEST LEHR, traduction de ce code, *Annuaire de législation étrangère*, année 1875, p. 501.

Le code le plus récent de tous les cantons suisses est celui de *Zurich* <sup>(1)</sup>, promulgué le 4 septembre 1887. L'époux survivant se trouve en présence d'enfants, ou en présence d'autres héritiers légitimes.

S'il y a des enfants, il peut prendre la moitié de la succession en usufruit, ou le huitième en pleine propriété. Quand il n'y a pas de descendants, s'il y a des héritiers légitimes, il peut réclamer la pleine propriété du quart et l'usufruit des trois quarts ; s'il y a des ascendants au second degré, grand-père et grand-mère, il a la moitié en pleine propriété et la moitié en usufruit. S'il se trouve en présence d'ascendants au second degré, arrière-grand-père et arrière-grand-mère, il a la propriété des trois quarts et l'usufruit du quart. Il hérite du tout à défaut de parents.

Une situation particulière est faite en outre à la veuve, qui lui permet, dans tous les cas, de se faire restituer ses biens personnels et de prélever même les meubles de la communauté, pourvu que la valeur de ces objets ne dépasse pas le quart de la succession.

Dans le *canton du Tessin* <sup>(2)</sup>, voisin de l'Italie, on distingue également la situation faite au mari survivant et celle faite à la femme.

Le mari, à défaut d'enfants issus du mariage, a

---

(1) ERNEST LEHR, traduction de ce code, Paris, Imp. nat. 1890 ; *Annuaire de législation étrangère*, année 1898.

(2) ROSSEL, *Manuel élémentaire de Droit civil de la Suisse romande*, 1887.

le droit de conserver en toute propriété la dot de la femme. S'il y a des enfants, il ne recueille que l'usufruit des biens dotaux lorsque ces enfants sont issus de ce mariage ; et lorsqu'il se trouve en concours avec des enfants d'un précédent mariage, il n'a droit qu'à l'usufruit d'une part d'enfant.

La situation de la femme est moins précaire. Si son mari vient à mourir, elle reprend sa dot, et elle a droit en outre, en pleine propriété, à une portion de biens successoraux égale à la moitié de la dot, lorsqu'il n'y a pas d'enfants.

Lorsque la femme se trouve en présence de descendants légitimes, le législateur ne lui accorde alors, outre la reprise de sa dot, que l'usufruit d'une *contre-dot* équivalant à la moitié de son apport. Si jamais la femme n'a fait aucun apport, pour ne pas laisser la veuve dénuée de ressources, le législateur lui assure l'usufruit du quart de la succession, s'il n'y a pas d'enfants, ou une part d'enfant, s'il y a des descendants. Le conjoint survivant n'hérite de la totalité de la succession qu'à défaut de descendants, d'ascendants, de frères, de sœurs ou de descendants de frère et de sœur ; et lorsqu'il est en présence de ces classes privilégiées, il n'hérite que du quart de la succession.

XIII. **Autriche.** — Le Code civil autrichien, promulgué en 1815, donne un droit de succession dans tous les cas à l'époux survivant.

Ce droit est complet lorsqu'il n'y a aucun parent au degré successible ; s'il y a des parents successi-

bles, quel que soit leur degré, l'époux hérite en pleine propriété du quart de la succession. Si le conjoint se trouve en présence d'enfants, il hérite d'une part, sans que cette portion puisse dépasser le quart.

La Hongrie est régie par les mêmes lois ; une seule remarque est à faire : c'est que l'épouse survivante vient avant les enfants naturels du prédécédé, tandis que ses enfants, dans le cas de la mort de la mère, viennent avant le mari.

XIV. **Russie.** — Les pays slaves diffèrent, au point de vue de la législation, des pays de race latine et des pays où domine l'élément germanique. Que le *de cujus* ait laissé ou non des descendants, le survivant des époux recueille toujours en pleine propriété le septième des immeubles et le quart des meubles. Mais il y a dans la loi russe une disposition toute particulière : si l'un des époux vient à mourir, le veuf ou la veuve peut encore recueillir une part de la succession du père ou de la mère de son conjoint décédé. Le conjoint survivant vient, pour ainsi dire, en représentation de son époux, et il recueille le septième des immeubles et le quart des meubles qui seraient revenus à son époux s'il avait survécu et succédé à ses parents. Ces règles sont établies par le Svod russe. Mais plusieurs gouvernements ont des règles absolument spéciales ; dans certains, dans les gouvernements de *Tchernigoff* et de *Pollawa*, le mari et la femme n'ont aucun droit de succession ; cependant, s'ils n'avaient rien au

moment de leur mariage, et si la communauté a été fructueuse, ils recueillent, à défaut de testament, la totalité de la succession s'il n'y a pas d'enfants, et le tiers de ces biens s'il y a des enfants légitimes.

La Pologne<sup>(1)</sup>, qui, avant 1863, avait une législation toute particulière, est régie actuellement par le Droit civil russe, pour la partie dépendante de la Russie.

En Livonie, en Esthonie et dans les provinces baltiques, la situation de la veuve est différente de celle du mari.

La veuve a le droit, si elle ne se remarie pas, de jouir pendant toute sa vie, et en concurrence avec ses enfants, de toute la fortune de son époux ; en cas de remariage, les enfants peuvent provoquer la liquidation de cette succession, et la femme a encore le droit de recueillir tous les biens qui lui sont propres et une part d'enfant sur la succession.

Le mari a une situation moins favorisée ; il ne peut avoir avec le mobilier que l'usufruit des immeubles jusqu'à la majorité des enfants nés du mariage.

S'il n'y a pas d'enfants, l'époux survivant a pendant un an et six semaines l'usufruit de la fortune complète et la femme reprend sa dot, doublée d'une somme équivalente, qu'elle prélève sur le mobilier.

---

(1) LUBLINER, *Concordance entre le Code civil de Pologne et le Code civil français*, 1848 ; E. LEHR, *Droit civil russe*, p. 428, n° 476.

XV. Les **Etats Scandinaves**<sup>(1)</sup> présentent également quelques dispositions particulières.

*Suède.* — Le Code suédois, promulgué en 1834, donnait au mari la moitié de la communauté et le vingtième des meubles, quels que soient les héritiers avec lesquels il était en concours. La veuve avait encore une situation plus privilégiée : suivant la coutume, le lendemain du mariage, le mari faisait à son épouse un don destiné à lui assurer son existence en cas de veuvage : c'était le *morgengæfwa* ; mais cette donation ne pouvait excéder l'usufruit du tiers des immeubles du mari ou le dixième de ses biens. La loi fixait même, à défaut de désignation par l'époux, l'importance de cette donation ; c'était ou le sixième de l'usufruit des immeubles ou le vingtième des meubles.

En *Norvège*, la loi accordait au conjoint, en cas d'existence d'enfants, de prélever, en outre de la moitié de la communauté, une part d'enfant. Si aucun enfant n'existait du mariage, le mari ou la femme pouvait, suivant ses préférences, prélever la moitié de la succession du conjoint décédé, ou, à son choix, la moitié des apports de ce conjoint dans la communauté.

XVI. **Etats-Unis d'Amérique.** — Chaque Etat a en principe des lois particulières, mais dans la plupart des Etats, lorsqu'il y a des descendants,

---

(1) DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supplément au répertoire ; BOISSONNADE, *op. cit.*, p. 509 ; *Code suédois*, ANTH. DE SAINT-JOSEPH, t. III, p. 491 ; RAOUL DE LA GRASSERIE, 1895.

on accorde à l'époux un usufruit fixé au tiers des biens héréditaires.

C'est la règle qui se présente dans le *Maryland*, l'*Ohio*, le *Missouri*, l'*Alabama* et la *Caroline*.

Au lieu du tiers en usufruit, la veuve peut recueillir un tiers en pleine propriété, lorsqu'à défaut d'enfants, elle se trouve en présence d'ascendants de son mari ; et ce tiers en pleine propriété est remplacé par la moitié lorsque les héritiers sont d'un degré plus éloigné.

Chaque Etat présente pourtant des particularités différentes ; les deux plus intéressants sont peut-être ceux de Névada et de Massajussetts.

*Névada*<sup>(1)</sup>. — D'après une loi du 30 janvier 1883, à la mort du mari, la moitié de l'actif de la communauté appartient à la femme survivante ; l'autre moitié est dévolue suivant les dispositions testamentaires du mari. En l'absence de dispositions, cette moitié est attribuée par portions égales à ses enfants survivants. A défaut de dispositions et d'enfants, l'actif de la communauté appartient en entier à la femme survivante, sauf ce qui sera dit plus bas, à la charge, bien entendu, de payer les dettes que le mari aura contractées en n'excédant pas ses pouvoirs tels qu'ils sont définis dans l'acte de limitation.

Dans tous les cas, la maison de famille, *homestead set*, qui aura été réservée par le mari et la femme ou par l'un ou l'autre, et toutes les pro-

---

(1) *Ann. de lég. étrang.*, 1884, p. 840.

priétés que la loi déclare inaliénables, seront, avant tout partage, réservées pour l'usage de la veuve et des héritiers mineurs et, s'il n'y a pas d'héritiers mineurs, pour la veuve seule.

*Massajussetts* <sup>(1)</sup>. — Cet Etat est régi par une loi du 10 juillet 1900, modifiant le régime des successions et les droits héréditaires du conjoint survivant.

D'après cette loi, les hardes, vêtements et bijoux de la veuve et des enfants mineurs du *de cujus* leur appartiendront en toute propriété. En outre, des secours seront alloués à la veuve et aux enfants du décédé. Ils seront distribués par l'autorité judiciaire qui tiendra compte des besoins des ayants droit. Ces derniers auront encore le droit de conserver pendant les six mois qui suivront la maison du *de cujus* et les meubles qui la garnissent.

Les secours et indemnités une fois prélevés, la fortune mobilière et immobilière du défunt pourra être liquidée afin d'attribuer aux ayants droit leurs parts respectives.

Si une personne meurt sans laisser de testament, sa fortune mobilière sera consacrée au paiement des dettes de la succession, des frais funéraires, etc., dès que les prélèvements dont il a été parlé ci-dessus auront été faits. Quant au reliquat, il sera réparti entre le conjoint et les parents du défunt ; dans le cas où aucun successible n'existerait, il serait attribué à l'Etat. Le conjoint survivant aura droit, en

---

(1) *Ann. de lég. étrang.*, 1902, p. 549.

pleine propriété, au tiers de l'actif mobilier et immobilier de la succession du *de cujus* décédé *intestat*, si ce dernier laisse des enfants. En cas de décès sans postérité, outre qu'il se verra attribuer la moitié de la succession, il recevra en sus une somme de cinq mille dollars. La totalité de l'actif lui serait dévolue si le défunt ne laissait aucun parent.

Lorsqu'une femme mariée aura reçu en héritage des biens fonciers, des terres, son mari aura droit au tiers de ces immeubles en usufruit, lors du décès de cette dernière. Réciproquement, la veuve se verra attribuer son douaire sur les terres échues à son mari.

Le conjoint survivant qui réclamera une partie de l'actif immobilier dépendant de la succession de son épouse, devra faire valoir ses droits dans les vingt années qui suivront le décès du *de cujus* ; toutefois, cette prescription ne s'appliquera pas aux absents, aux mineurs de vingt et un ans, aux fous et aux individus subissant une peine d'emprisonnement. Le mari et la femme auront individuellement la capacité de tester, mais l'époux survivant qui aurait reçu des legs ou d'autres avantages dans le testament de son conjoint, devra en faire l'abandon et pourra seulement réclamer la part qui lui aurait été attribuée si le *de cujus* était décédé *intestat*.

A la demande des parties intéressées, la Cour pourra désigner un ou plusieurs curateurs afin de

surveiller la gestion des successions mobilières sur lesquelles le conjoint survivant aurait des droits d'usufruit.

XVII. **Canada** <sup>(1)</sup>. — Le vieux Droit français a laissé un souvenir persistant dans le Canada : les coutumes de France ont été, pour ainsi dire, codifiées en 1865, dans ce pays ; ce code a été mis en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1866.

La veuve a droit à un douaire qui s'élève à la moitié en usufruit des immeubles du défunt. Le mari, à la mort de son épouse, est moins favorisé et si le contrat de mariage ne stipule en sa faveur aucun bénéfice, il ne peut avoir que des gains de survie.

La province d'*Ontario* a vu une nouvelle législation naître en 1895. Aux termes de la loi du 1<sup>er</sup> juillet de cette année, la femme hérite de son mari jusqu'à concurrence de mille livres ; si la succession dépasse cette valeur, après le paiement des frais funéraires, elle est distribuée aux autres héritiers.

---

(1) *Commentaire du Code canadien*, par LORANGER, Montréal, 1873-1879 ; DE MONTIGNY, *Histoire du Droit canadien*, 1 vol, 1869 ; *Le Code civil, Livre du Centenaire, Le Code civil au Canada*, par P. B. MIGNAULT, t, II, p. 723.

---



## TROISIÈME PARTIE

# Exercice du droit du conjoint survivant

---

## CHAPITRE PREMIER

### Mode et jouissance de l'usufruit Possibilité pour les héritiers de le faire transformer en rente viagère

---

Comme nous l'avons vu, le droit accordé au conjoint survivant est un droit d'usufruit à titre universel ; en conséquence il est soumis aux règles ordinaires de l'usufruit et notamment à l'obligation de fournir caution, faute d'un texte qui l'en dispense.

Ce droit réel d'usufruit, selon que la succession se compose de meubles ou d'immeubles, a un caractère mobilier ou immobilier : il frappe en principe tous les biens de la succession et est exercé en nature par l'époux survivant. Mais, comme ce droit n'implique pas la jouissance entière de tous ces biens, mais seulement celle d'une fraction,

comme une moitié, un quart, la loi autorise les parties à déterminer sur quels biens s'exercera le droit du conjoint.

En établissant ainsi l'assiette du droit, en faisant un partage de jouissance, on évite les inconvénients économiques et pratiques qui résulteraient de l'existence d'un droit d'usufruit affectant pour une fraction tous et chacun des biens de la succession.

Ce n'était pas cependant sans hésitation que le législateur s'était décidé à accorder à l'époux survivant un droit d'usufruit sur une partie du patrimoine de l'époux décédé ; les adversaires du projet avaient signalé les dangers d'un pareil système tant au point de vue économique qu'au point de vue des rapports sociaux entre l'époux et les héritiers.

On faisait remarquer tout d'abord qu'un nombre considérable d'usufruits allait être créé ; or la division de la propriété en nue propriété et usufruit nuit à la circulation et à l'amélioration des biens : les biens grevés d'usufruit sont absolument dépréciés et trouvent difficilement acquéreur. D'un autre côté, l'usufruitier qui jouit du bien d'autrui, est uniquement préoccupé des revenus de la chose dont il jouit : son seul but sera d'augmenter les fruits ; il se souciera peu de l'avenir et exploitera volontiers d'une manière abusive. Le nu propriétaire, lui, se refusera à consentir des dépenses utiles ou même nécessaires, de peur d'en faire profiter un étranger.

Que de conflits et de discussions viendront aussi

troubler les relations entre les héritiers et le conjoint ! Que de complications pourront surgir à son occasion ! « Il y a, disait M. le sénateur Bernard, lors de la discussion de la proposition de loi <sup>(1)</sup>, plusieurs héritiers et des immeubles dans la succession, et il y a en même temps des dettes dans cette succession. Il faudra vendre les immeubles s'ils sont impartageables, pour faire la part de chaque héritier. Il faudra les vendre pour payer les dettes ; mais, s'ils sont grevés d'un usufruit, ils se vendent fort mal, au grand détriment de la succession. Il faut, autant que possible, avant de vendre, dégrever les immeubles en procédant au rachat de l'usufruit ».

Ces complications seraient encore augmentées si l'usufruit accordé au père ou à la mère du *de cujus* par l'article 754 du Code civil, venait à concourir avec l'usufruit prévu par notre article.

La multiplication des droits d'usufruit n'est donc pas désirable et cette multiplication résulterait nécessairement d'une loi qui crée un droit d'usufruit en faveur de tous les veufs et de toutes les veuves.

Cette crainte n'avait du reste de fondement que pour la propriété foncière et on aurait pu répondre que dans la pratique, tout au moins dans les familles aisées, le conjoint survivant avait presque toujours un usufruit provenant d'une donation mutuelle <sup>(2)</sup>.

---

(1) Séance du 9 mars 1877, *Journ. off.* du 10 mars, p. 1815.

(2) PLANTOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. III, n° 1880.

Néanmoins, les auteurs de la loi de 1891 ont voulu éviter toute critique sur ce point et atténuer ces inconvénients : ils ont emprunté à l'article 819 du Code italien une disposition aux termes de laquelle les héritiers peuvent exiger la conversion de l'usufruit de l'époux survivant en une rente viagère. Cette disposition est contenue dans l'alinéa 9 de l'article 767 du Code civil. Nous mettons en regard les dispositions des deux codes pour en faciliter la comparaison :

**Article 819 du Code italien**

« Il est loisible aux héritiers d'acquitter les droits de l'époux survivant, ou moyennant la constitution d'une rente viagère, ou moyennant l'assignation des fruits de biens immeubles ou de capitaux héréditaires à déterminer d'un commun accord, ou par l'autorité judiciaire, eu égard aux circonstances du cas. Jusqu'à ce qu'il soit désintéressé de sa portion, l'époux survivant conserve ses droits d'usufruit sur tous les biens héréditaires ».

**Article 767, alinéa 9  
du Code Civil**

« Jusqu'au partage définitif, les héritiers peuvent exiger moyennant sûretés suffisantes, que l'usufruit de l'époux survivant soit converti en une rente équivalente. S'ils sont en désaccord, la conversion sera facultative pour les tribunaux ».

On peut remarquer que le texte du Code italien est moins complet que le paragraphe correspondant de notre article 767 : en effet, il n'exige pas que les héritiers fournissent au conjoint des sûretés suffisantes pour garantir le payement des arrérages de la rente ; il ne fait ensuite aucune allusion à

l'équivalence de la rente et de l'usufruit. Il est vrai qu'en pratique l'époux survivant exigera que ces arrérages soient égaux aux revenus qu'il eût retirés de l'exercice de son droit de jouissance ; il est de même certain qu'il ne consentira à la conversion que si on lui présente des sûretés suffisantes ; mais il faut néanmoins louer notre législateur d'avoir complété sur ce point le modèle qu'il a choisi : il a évité ainsi bien des incertitudes et des discussions.

D'après notre Code, les héritiers peuvent donc, jusqu'au partage définitif, supprimer l'usufruit du conjoint, quand ils le jugeront utile et exiger la conversion de cet usufruit en une rente viagère équivalente.

L'époux n'aura plus alors la jouissance en nature des biens, les héritiers en seront pleins propriétaires ; l'époux ne touchera qu'un revenu viager.

Ainsi, à l'usufruit, droit réel grevant les biens, les héritiers peuvent substituer une rente viagère, droit purement personnel. Cette transformation, cette conversion, a pour effet de faire disparaître l'obstacle à la libre circulation et à la bonne administration des biens ; et, sans léser en aucune façon les droits du conjoint survivant, elle améliore la situation des héritiers.

On a changé la nature du droit, mais qu'importe, si le quantum de ce droit a été respecté, si le montant des revenus est égal à celui qu'aurait procuré l'exercice de l'usufruit ! L'époux en a même retiré cet avantage de pouvoir toucher ses revenus à date

fixe, en argent sonnante, tout en étant dégagé des soucis de l'administration.

SECTION I. — *Qui peut faire convertir l'usufruit en rente viagère ?*

La conversion de l'usufruit en rente viagère est imposée à l'époux survivant ; c'est une dérogation aux principes de l'article 1243 du Code civil, d'après lequel le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande.

Cette conversion n'est possible que sur la demande des héritiers du *de cujus* avec lesquels le survivant se trouve en concours : le conjoint survivant n'a pas le droit de la réclamer<sup>(1)</sup> ; malgré son titre de successeur *ab intestat*, il ne peut ni demander ni refuser la conversion de son usufruit. Les travaux préparatoires de la loi de 1891 étaient formels sur ce point. « D'une part, disait M. Delsol, dans son rapport du 20 février 1877<sup>(2)</sup>, la conversion pourrait être difficile ou onéreuse pour les héritiers ; de l'autre, l'époux survivant n'aura pas à se plaindre si les héritiers lui délivrent l'usufruit en nature. »

(1) Lyon, 16 juillet 1896, S. 97, 2, 36, *Rec. arrêts Lyon*, 1896, p. 356.

(2) Rapport du 20 février 1877, *Journ. off.* du 4 mars 1877, Ann. l. n° 33, p. 1635.

Et en 1890, M. Piou<sup>(1)</sup>, dans son rapport à la Chambre des députés, constatait aussi que « le droit de demander la conversion n'est pas réciproque, il appartient aux héritiers seuls<sup>(2)</sup> ». D'ailleurs, le texte de l'article 767, alinéa 9, est formel, il ne parle que des héritiers et rien ne permet d'étendre ce droit d'option à la femme.

Mais tous les héritiers sans exception jouissent-ils de cette faveur de pouvoir exiger la conversion de l'usufruit en une rente viagère ? Le texte de la loi est muet à ce sujet, et ce silence même nous amène logiquement à conclure pour l'affirmative : tous les héritiers légitimes peuvent donc exercer leur droit d'option. L'héritier qui a accepté la succession sous bénéfice d'inventaire peut aussi réclamer la conversion et il en est encore de même des successeurs irréguliers : leur intérêt est évident au cas où il y a nécessité de liciter les immeubles héréditaires, car ils se vendront bien mieux s'ils sont soustraits au droit d'usufruit. C'est ce que peuvent faire particulièrement le père et la mère du *de cujus* qui se trouveront en présence de l'époux survivant et en concours avec des collatéraux privilégiés : ils

---

(1) Rapport de M. Piou du 27 janv. 1890, *Journ. off.* du 16 octobre 1890, Annexe n° 305, p. 153.

(2) SIREY et *Journal du Palais*, Lois annotées de 1891, p. 104, note 8. En ce sens : MESNARD, n° 42 ; BONNET, n° 24 ; GERBAULT et DUBOURG, n° 199 ; DEGAND, n° 228 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 842 ; BRESSOLLES, n° 26 ; DEFRENOIS, p. 68, n° 147 ; BOUVIER-BANGILLON, *Rev. gén.*, 1892, p. 240.

ont bien une réserve du quart de la succession, mais il peut se faire que ces biens grevés de l'usufruit du conjoint survivant trouvent difficilement un acheteur, qu'ils soient vendus à des conditions désavantageuses. Ils seront dégrevés par le fait même de la conversion et trouveront plus facilement acquéreur pour leur juste valeur<sup>(1)</sup>.

Les créanciers des héritiers peuvent exercer le droit de conversion du chef de leur débiteur, en vertu de l'article 1166 ; en effet, le droit d'exiger la conversion n'est pas un droit exclusivement attaché à la personne.

Mais ce droit pourrait-il être exercé par un légataire du défunt ? La question est douteuse, car il n'est concédé expressément qu'aux successeurs *ab intestat*. On a dit cependant que sous l'expression *héritiers*, la loi du 9 mars 1891 a compris tous les successeurs universels du conjoint survivant ; elle a pris le mot héritiers dans son acception la plus large, sans distinguer entre les héritiers du sang et les héritiers testamentaires<sup>(2)</sup>.

La loi ne précise pas la capacité exigée des héritiers pour demander la conversion. Evidemment les incapables peuvent profiter, comme les autres, du droit qu'accorde la loi de 1891, puisque c'est une

---

(1) DEGAND, p. 174.

(2) En ce sens : Nancy, 3 janvier 1896, arrêt Mahalin, SIREY et *Journal du palais*, 97, 2, 133 ; DALLOZ, 97, 2, 76 ; *Rép. Not.*, 1896, p. 124 et 132 ; *J. N.*, art. 25940 ; *Rev. Not.*, n° 9555 ; *Contrà* : DEGAND, p. 175, n° 227.

mesure qui a pour but d'améliorer leur situation ; mais il y a controverse dans la doctrine quant à la manière par laquelle ils manifesteront leur désir de procéder à la conversion.

Un premier système<sup>(1)</sup> se base sur ce que la convention implique de la part de ceux qui la contractent une obligation personnelle en même temps que la prestation de sûretés spéciales : ils ne pourront donc opérer la conversion que s'ils ont la capacité de contracter.

S'ils sont incapables, ils devront, pour exercer leur droit d'option, se conformer aux prescriptions ordinaires que la loi leur impose pour faire des actes de cette nature. Ils devront donc accomplir les formalités légales et demander les autorisations prescrites par le législateur conformément au droit commun. Par exemple, si un héritier mineur voulait convertir l'usufruit du conjoint en une rente viagère, en offrant comme garantie une hypothèque sur un de ses biens, l'acte de conversion devra être passé par son tuteur avec autorisation du conseil de famille et homologation du tribunal (articles 457, 458 du Code civil). Ainsi encore, il suffira, conformément aux principes, que le mineur émancipé soit assisté de son curateur (article 840 du Code civil). D'un autre côté, le conjoint s'il est incapable, devra être habilité suivant les formes légales, non

---

(1) LAMACHE, *Revue du Notariat*, 1891, p. 804 ; MESNARD, p. 523, n° 45 ; DEFRÉNOIS, p. 69, n° 151 ; CHARDENET, p. 243.

pas pour demander la conversion de son usufruit, non pas pour s'opposer à cette conversion — choses qu'il ne peut pas faire, comme nous l'avons vu plus haut — mais pour accepter cette conversion, s'il trouve suffisantes les sûretés qui lui sont offertes. Ce ne sera pas lui qui appréciera et acceptera ces sûretés, mais ceux qui, après avoir toutefois obtenu les autorisations nécessaires, sont chargés de le représenter et de l'assister.

Mais, répondent d'autres auteurs<sup>(1)</sup>, ce raisonnement repose sur une confusion. Sans doute, si la convention est subordonnée à la prestation d'une garantie, l'héritier incapable devra être habilité à la donner conformément au droit commun ; mais quelle est la nature juridique de la conversion ?

En soi, disent-ils, la conversion n'est qu'une opération du partage, c'est une simple novation qui n'augmente ni ne diminue les droits des héritiers, c'est un règlement entre cohéritiers, et la loi de 1891 établit entre le partage et la conversion un lien étroit en ne permettant la demande que jusqu'à ce que le partage soit terminé. On en conclut que la capacité nécessaire pour procéder à la conversion doit être la même que celle dont il est besoin pour se livrer au partage, et quiconque a capacité pour provoquer ou subir le partage a *ipso facto* capacité pour demander ou subir la conversion. Ainsi donc, si l'héritier est mineur, son tuteur pourra la deman-

---

(1) JOSSERAND, p. 243 ; Cf. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 843.

der en son nom avec l'autorisation du conseil de famille. Cette autorisation ne lui sera même pas nécessaire et il lui suffira de demander son consentement, si un autre héritier a pris l'initiative de la demande. Il suffira au mineur émancipé d'être assisté de son curateur (art. 840 du Code civil). S'il s'agit d'un mineur interdit, ce sera son tuteur qui accomplira pour lui les formalités nécessaires, après avoir été spécialement autorisé par le conseil de famille.

S'il s'agit d'une femme mariée sous le régime de communauté, il faut faire une distinction suivant que les objets qui constituent sa part héréditaire doivent ou ne doivent pas tomber dans la communauté. Dans le premier cas, le mari pourra sans le concours de sa femme demander la conversion ; dans le second cas, il devra nécessairement obtenir ce concours.

Si nous avons un reproche à faire à ce système, ce serait de le trouver un peu subtil et de le voir attacher une importance peut-être trop grande à cette disposition de l'article 767 « que la conversion ne peut être exigée que jusqu'au partage définitif » car, si le législateur n'a pas permis de convertir encore l'usufruit de l'époux survivant en rente viagère, c'est parce qu'il n'a pas voulu laisser trop longtemps le conjoint dans l'incertitude sur la nature de son droit ; ce n'est pas qu'il ait voulu établir un lien de corrélation entre le partage et la conversion.

Le droit de conversion qui appartient incontestablement aux héritiers pour l'usufruit légal, leur est-il aussi accordé pour l'usufruit que le *de cujus* aurait, de son vivant, constitué au profit de son conjoint par disposition entre vifs ou par testament ?

C'était ce que déclarait M. Bernard à la discussion du projet au Sénat, dans la séance du 9 mars 1877<sup>(1)</sup> ; mais M. Delsol combattit vigoureusement cette proposition, et l'amendement de M. Bernard fut rejeté. Ne violait-il pas, en effet, ce principe de notre droit, en matière de donations et de testaments, que le législateur veut respecter le plus possible la volonté du *de cujus*. Ici, le défunt avait formellement manifesté sa volonté d'accorder un usufruit en nature et non pas une rente viagère ; et il pouvait y avoir pour l'époux donataire un grand intérêt à obtenir en nature la jouissance de son droit<sup>(2)</sup>. Il est peu vraisemblable que l'intention du prémourant ait été de « montrer sa conformité de volonté avec le législateur, sans avoir aucunement l'intention que le conjoint doive exercer son droit en nature<sup>(3)</sup> », même quand la quotité de l'usufruit est équivalente à celle de l'usufruit légal ; car, alors, la loi suffisait.

---

(1) Séance du 9 mars 1877, *Journ. off.* du 10 mars 1877, p. 1815 ; ZÉGLICKI, *Revue critique*, 1892, p. 241 ; BOUVIER-BANGILLON, *Rev. gén.*, 1892, p. 241 ; GERBAULT et DUBOURG. p. 207.

(2) Cf. *Contrà* : BOUVIER-BANGILLON, *Revue générale de Droit, de Législation et de Jurisprudence*, année 1892, p. 214.

(3) BOUVIER-BANGILLON, *loc. cit.*

Si le prémourant a disposé en faveur du conjoint de la quotité d'usufruit fixée par la loi pour un *intestat*, c'est précisément parce qu'il veut insister pour que le donataire exerce son droit de jouissance en nature.

Mais il est évident que, dans ce cas d'un usufruit légué par testament au conjoint, le défunt pourrait permettre à ses héritiers d'en opérer la conversion. Rien ne s'oppose, en effet, à la validité d'une pareille clause qui équivaut à un legs facultatif d'usufruit ou de rente viagère, imposé aux héritiers. Le conjoint survivant est d'autant moins autorisé à réclamer contre une telle clause que la loi de 1891 ne lui permet l'exercice de ses droits qu'à défaut de dispositions contraires du défunt<sup>(1)</sup>.

Dans l'hypothèse inverse, le *de cujus* pourra-t-il, par une disposition expresse, enlever à ses héritiers le droit de conversion qui leur est accordé par l'article 767 ? La question est assez délicate et les avis sont partagés dans la doctrine.

Certains auteurs<sup>(2)</sup> prétendent que la faculté de conversion est établie dans un but d'ordre public et d'intérêt général, afin d'éviter que les droits d'usufruit multipliés sans cesse, occasionnent dans les affaires une véritable gêne et deviennent un obstacle à la libre circulation des biens ; ils refusent donc ce

---

(1) DEGAND, p. 173, n° 222.

(2) GERBAULT et DUBOURG, *France judiciaire*, année 1892, p. 289 ; FOUCAUD-PÉNARDILLE, *Des droits de l'époux survivant*, n° 159.

droit à l'époux prémourant. C'est donc là, d'après ces auteurs, une règle d'ordre public, c'est-à-dire une prescription considérée par le législateur comme essentielle pour le maintien de la société, « intéressant plus directement la société que les particuliers », comme disait Portalis, et, conséquemment, on ne peut y déroger par de simples conventions, même d'une façon indirecte, ainsi qu'il résulte de l'article 6 du Code civil. On invoque aussi, en ce sens, les termes impératifs de l'alinéa 9 de l'article 767 qui semblent donner aux héritiers le droit d'exiger la conversion dans tous les cas.

D'autres auteurs<sup>(1)</sup> nous semblent rester davantage dans la vraie doctrine de l'ordre public et dans la véritable interprétation de l'alinéa 9 de l'article 767 en disant que les héritiers peuvent être privés du droit de conversion par la volonté du défunt.

En effet, disent-ils, pour qu'une disposition ait le caractère d'ordre public, il faut que sa violation puisse entraîner un état de choses absolument prohibé par le législateur et qu'on ne puisse y déroger même d'une façon indirecte. Or, rien n'est plus facile au *de cujus* que de tourner légalement cette prescription du Code et de priver ses héritiers du droit de conversion. Il lui suffit, pour cela, sauf à respecter les droits de réserve, d'attribuer à son conjoint par donation entre vifs ou testamentaire,

---

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 844 ; DEGAND, p. 173, n° 224 ; MONTAUDON, p. 265 ; *Pandectes françaises*, V° Successions, n° 1491.

un droit d'usufruit analogue à celui que la loi lui accorde ; et, quand le testateur interdit à ses héritiers la conversion, il ne fait pas autre chose que de transformer en usufruit conventionnel l'usufruit de l'article 767 et nous rentrons dans l'hypothèse étudiée plus haut.

Or, comme nous l'avons vu, la faculté de conversion ne s'applique pas à l'usufruit constitué par donation ou par testament et, en ce cas, l'époux pourra exercer en nature son droit de jouissance sans que les héritiers puissent s'y opposer.

Le *de cujus* pourrait-il faire indirectement avec l'appui du législateur ce qu'il lui serait défendu de faire directement, si la disposition qui donne à ses successibles le droit de conversion constituait une véritable règle d'ordre public. Il serait même singulier que la défense de convertir ne pût être expresse, alors que, de l'avis général, elle peut résulter tacitement d'un legs d'usufruit, alors que le *de cujus* qui peut enlever à ses héritiers toute sa quotité disponible et en disposer au profit de son épouse peut, à plus forte raison, s'il la leur attribue, leur imposer l'obligation de supporter en nature l'usufruit de son conjoint.

Des motifs d'ordre général ont sans doute contribué à l'établissement de la règle posée par l'alinéa 9 de l'article 767, mais il n'en résulte pas nécessairement que cette règle soit d'ordre public.

SECTION II. — *Conditions de la conversion*

L'article 767 signale certaines conditions que doivent remplir les héritiers qui désirent convertir en une rente viagère le droit de jouissance du conjoint survivant.

D'après le texte de cet article, une double condition est nécessaire, à savoir : d'abord, d'attribuer au conjoint une rente viagère équivalente à l'usufruit qui lui est enlevé ; et en second lieu, de garantir par des sûretés suffisantes le service ultérieur de la rente.

§ 1. — *Equivalence à l'usufruit*

Cette rente viagère doit être tout d'abord *équivalente* à l'usufruit qu'elle remplace.

Il faut entendre cette équivalence en ce sens que les arrérages de la rente doivent être égaux aux revenus que l'époux eût recueillis comme usufruitier. Il ne s'agit donc pas d'une équivalence au revenu que donnerait la pleine propriété d'après le taux légal, mais d'une équivalence réelle, d'une rente égale à ce que rapporte en fait l'usufruit. Cette solution est logique, car si le droit de ce conjoint change de nature, sa valeur doit néanmoins rester la même<sup>(1)</sup>.

---

(1) En ce sens : Trib. civ. de la Seine, 11 juillet 1893. Affaire-Tourseiller c. consorts Tourseiller, DALLOZ, 94, 2, 105 ; MESNARD, *Lois nouvelles*, 1891, p. 523, n° 46 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 854 ; DEGAND, p. 176, n° 229.

Les parties devront donc, comme première opération, établir, en faisant une liquidation amiable ou judiciaire, quel revenu le conjoint aurait retiré en moyenne des biens dont l'usufruit devait lui revenir et lui allouer une rente viagère de la même importance. Une fois faite, la fixation de la rente est définitive.

La fixation de la rente nécessitera donc une évaluation de fait du revenu net de la succession :

Si cet usufruit porte sur des capitaux, c'est-à-dire sur des sommes d'argent ou sur des valeurs mobilières productives d'intérêt, telles que des actions des Compagnies de chemin de fer, cette évaluation ne sera pas difficile à faire. Le montant de ces intérêts constituera le quantum des arrérages de la pension viagère qui devra être servie par les héritiers à l'époux crédi-rentier. Il faudra cependant en déduire les impôts pouvant grever le revenu des valeurs dont il s'agit : c'est au reliquat net que l'époux aura droit, c'est-à-dire que les arrérages de la pension de l'époux devront être équivalents à ce reliquat <sup>(1)</sup>.

L'opération sera beaucoup moins commode lorsque les biens sur lesquels l'usufruit pouvait s'exercer sont des objets corporels, des meubles ou des immeubles. S'il s'agit, par exemple, d'immeubles tenus en bail, on se basera sur le montant du loyer pour estimer les revenus qu'ils peuvent pro-

---

(1) ZÉGLICKI, *Revue critique*, 1892, p. 190.

duire. Si ces immeubles, au lieu d'être loués sont occupés par le *de cujus* lui-même, le revenu qu'ils sont susceptibles de produire pourra être établi par des experts compétents ou au moyen des tables dressées par les répartiteurs des contributions.

Il ne faudra pas toutefois négliger, comme nous le disions plus haut, de déduire du chiffre de ce revenu les charges afférentes à la jouissance, c'est-à-dire celles qui sont relatives aux impôts et aux réparations d'entretien, car le conjoint eût été tenu de les supporter s'il avait exercé son usufruit en nature<sup>(1)</sup>.

En résumé donc, les arrérages de la rente viagère devront être égaux aux revenus de ces biens, puisque ce sont ces revenus que l'époux aurait recueillis s'il avait exercé son droit de jouissance en nature.

Un des grands avantages que la conversion procure aux héritiers, c'est que le capital nécessaire pour constituer la rente ne doit pas être nécessairement déterminé par la valeur de la nue propriété des biens soumis à l'usufruit; un capital inférieur à la valeur de cette nue propriété suffira souvent pour constituer la rente. Il pourra même se faire, si le conjoint est âgé, qu'il suffise d'une somme égale à la moitié de cette valeur pour assurer à son profit le service d'une rente égale à son usufruit.

---

(1) ZÉGLICKI, *Rev. crit.* 1892, p. 233; LAMACHE, *Rev. Not.*, n° 9089; Cf. Trib. de la Seine, 11 juillet 1893, *Rev. Not.*, n° 9089; *Rép. Not.*, 1893, p. 699; *J. N.* art. 25709; *Dalloz périodique*, 94, 2, 105.

Supposons, dit M. Mesnard<sup>(1)</sup>, que l'époux survivant ait 64 ans, et que d'après les tables de mortalité et les tarifs d'assurances sur la vie, il puisse à cet âge obtenir une rente viagère aux taux de 10 % du capital déboursé. La succession est de quarante mille francs, le conjoint a droit à l'usufruit de vingt mille francs : les héritiers, au lieu de lui laisser la jouissance de ces vingt mille francs, pourront le contraindre à accepter un capital consacré à l'achat, à son profit, d'une rente qui lui procurera sa vie durant des revenus égaux à ceux que lui aurait donnés l'usufruit des vingt mille francs. Si, par exemple, le capital nécessaire est, dans l'espèce, de dix mille francs, les héritiers auront perdu tout droit sur ces dix mille francs ainsi placés à fonds perdus, mais ils auront la pleine propriété des dix autres mille francs qui, sans cela, eussent été grevés de l'usufruit du conjoint.

L'article 767 ne nous dit pas à quel moment doit exister l'équivalence de la rente viagère avec le droit de jouissance qu'elle remplace. Faudra-t-il se reporter, pour faire cette évaluation, au jour du décès du *de cujus* ou au jour de la demande en conversion ? Ce sera au jour de la mort du *de cujus*, car une solution contraire aurait pour résultat de ne pas rendre la rente absolument équivalente à l'usufruit légal du conjoint<sup>(2)</sup>. De plus, comme nous l'avons

---

(1) MESNARD, *Lois nouvelles*, 1891, p. 521.

(2) DEGAND, p. 176, n° 229. *Contrà* : GERBAULT et DUBOURG, n° 200 ; *Pandectes françaises*, V° Successions, n° 1498.

dit, lorsqu'une fois la rente a été fixée conformément aux règles que nous venons d'indiquer, cette fixation ne peut plus être ensuite modifiée à raison des changements survenus dans le revenu des biens sur lesquels portait l'usufruit ; elle est définitive.

M. Lamache<sup>(1)</sup>, admettant le système de l'équivalence initiale, estimait cependant « qu'il y a lieu d'avoir égard aux dépréciations dont la cause existe déjà à l'époque de la conversion. C'est ainsi qu'on devrait tenir compte de la réduction des fermages que le propriétaire sera tenu de subir lors du renouvellement du bail en cours, si cette réduction apparaîtrait déjà comme devant s'imposer. » Cette opinion serait peut-être théoriquement la plus équitable, puisqu'elle exige une équivalence constante entre la rente et l'usufruit ; mais il serait bien difficile de l'appliquer en pratique. Si l'on faisait varier la rente suivant le revenu des biens soumis à l'usufruit, on ferait naître toutes sortes de complications et de procès. Or, le but du législateur en autorisant la conversion du droit de jouissance du conjoint en une rente viagère, était, en effet, d'épargner aux héritiers, en fixant une fois pour toutes le droit de l'époux survivant, les difficultés et les contestations sans nombre qui pouvaient naître de cet usufruit ; de rendre aussi rares que possible les relations toujours un peu tendues entre l'époux survivant et les successibles du *de cujus*, comme entre toutes per-

---

(1) LAMACHE, *Commentaire de la loi du 9 mars 1891*, p. 21

sonnes d'intérêt opposé. Ce but ne serait certainement pas atteint si, lors du paiement de chaque annuité, il fallait tenir compte de toutes les variations qui se sont produites dans le revenu des biens sur lesquels le conjoint eût pu exercer son droit d'usufruit. Ne serait-ce pas aussi, dans une certaine mesure, transformer cette rente en une sorte de pension alimentaire, variant suivant les modifications que subirait la fortune du débiteur ? Or, il serait tout à fait contraire à l'esprit de la loi de considérer l'usufruit successoral, ou la rente qui en tient lieu, comme la sanction d'une dette alimentaire et non pas comme une libéralité présumée du défunt ayant, comme toutes les libéralités, qu'elles soient expresses ou présumées, un caractère toujours invariable.

Le mot « *rente* », dont se sert l'article 767, ainsi qu'on l'a observé <sup>(1)</sup>, n'éveille-t-il pas, au surplus, l'idée de prestations annuelles égales les unes aux autres ?

Dans toute rente viagère, celui qui doit recevoir chaque année une somme préalablement fixée par une convention n'obtiendra pas des arrérages plus élevés, mais uniquement les arrérages convenus, si, par suite de la rareté des capitaux, l'intérêt de l'argent s'élève ; de même ici, le conjoint réalisera un bénéfice, par suite de la conversion, si les biens

---

(1) GERBAULT et DUBOURG, n<sup>os</sup> 201 et 228 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n<sup>o</sup> 855 ; MONTAUDON, p. 276.

dont il devait jouir diminuent de valeur, mais il éprouvera un préjudice s'ils viennent à acquérir une plus-value. Ce sont là les risques ordinaires en matière de rentes viagères et il n'y a aucune injustice à l'égard du conjoint survivant.

§ II. — *Prestation de sûretés suffisantes*

La première condition imposée aux héritiers qui demandent la conversion est, comme nous venons de le voir, de fournir à l'époux survivant une rente viagère équivalente aux revenus qu'il eût recueillis comme usufruitier.

La seconde condition que leur impose l'article 767, est de fournir au conjoint des *sûretés suffisantes* pour garantir le service futur de la rente.

Le législateur a voulu par là, tout en améliorant le plus possible la situation des successibles du *de cuius*, sauvegarder les droits de son époux.

L'époux survivant peut donc exiger que les héritiers lui garantissent le paiement des arrérages ; il peut encore, s'il trouve insuffisantes les sûretés qui lui sont offertes, s'opposer à la conversion, mais la conversion une fois faite étant définitive, le conjoint ne peut, même si les arrérages ne sont pas régulièrement payés, réclamer la résolution de la conversion et redemander l'usufruit <sup>(1)</sup>.

Les auteurs de la loi ont eu cependant le tort de

---

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 856 ; BRESSOIRES, n° 26 ; DEGAND, p. 179, n° 236 ; GERBAULT et DUBOURG, n° 239.

ne pas déterminer quelles sûretés devraient être considérées comme suffisantes. Les parties pourront donc essayer de s'entendre amiablement à ce sujet ; mais, en cas de contestation sur ce point, elles iront exposer leur différend aux tribunaux. Les magistrats devront alors se décider, dans chaque cas particulier, d'après les faits de la cause et la nature des sûretés à fournir, en veillant à ce que les garanties offertes par les héritiers soient aussi complètes que possible. La conversion serait, en effet, préjudiciable au conjoint si le capital versé pour le service de la rente était exposé à se perdre en tout ou en partie ; le mal serait alors sans remède et les droits de l'époux seraient irrémédiablement compromis.

Les sûretés fournies par les héritiers consisteront d'ordinaire soit dans une inscription hypothécaire, ce qui est généralement la meilleure des garanties, soit dans un gage déposé entre les mains du créancier ou dans une antichrèse (art. 2041 du Code civil), soit dans un cautionnement, soit encore dans le versement de la somme nécessaire au paiement des arrérages à la Caisse de dépôts et consignations<sup>(1)</sup>.

Un procédé très pratique consisterait encore dans l'achat de valeurs de premier ordre ou de rentes

---

(1) MESNARD p. 522, n° 43 ; DEGAND, p. 177 ; MONTAUDON, p. 266 ; LAMACHE, *op. cit.*, p. 51 ; CHARDENET, p. 111 ; ZÉGLICKI, *Rev. crit.*, 1892, p. 234 ; HUC, t. V. n° 433 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 859.

françaises avec mention de leur affectation sur le grand livre de la dette publique<sup>(1)</sup>.

Les simples sûretés personnelles, telles qu'une caution solvable, seraient souvent préférables, car elles ne frapperaient d'aucune indisponibilité les biens dévolus aux héritiers, comme le font au contraire certaines sûretés que nous avons signalées et qui présentent ainsi de nombreux inconvénients.

D'un autre côté, l'obligation de conserver pendant de longues années des biens grevés d'une hypothèque garantissant le paiement de la rente est une cause certaine de dépréciation pour les immeubles qui en sont frappés ; c'est un obstacle soit aux emprunts, soit aux aliénations. D'autre part, acheter de bonnes valeurs, par exemple de la rente française, serait une opération désastreuse vu le taux élevé de la rente et des autres valeurs du même ordre, opération devant laquelle reculeront certainement les héritiers pour peu qu'ils soient soucieux de leur intérêt<sup>(2)</sup>.

Un procédé plus simple, et par conséquent plus pratique, permet d'éviter ces difficultés. Il consiste, de la part des héritiers, à traiter avec une compa-

---

(1) En ce sens : GERBAULT et DUBOURG, *La France judiciaire*, 1892, p. 293. Ces auteurs prétendent même que cette dernière combinaison doit être considérée comme tacitement imposée aux parties par le législateur de 1891. Cependant le silence des auteurs de la loi à ce sujet, après cependant la proposition faite en ce sens par la faculté de Droit de Nancy (Cf. rapport de M. HUMBERT), prouve bien que telle n'a pas été leur pensée.

(2) ZÉGLICKI. *Rev. crit.*, 1892, p. 234.

gnie d'assurances sur la vie ; ces compagnies ont ordinairement des tarifs qui permettront de connaître à l'instant la valeur en capital de la rente à servir à l'époux survivant. Les héritiers verseront à la compagnie la somme nécessaire pour assurer le service de la rente et ainsi ils se libéreront de leurs obligations envers l'époux survivant, surtout si le conjoint a accepté la novation ; si le conjoint n'a pas accepté cette novation et n'a pas consenti à considérer la compagnie d'assurances comme son seul et unique débiteur, les héritiers restent responsables du payement des arrérages<sup>(1)</sup>.

On peut se demander également si la simple caution fournie par les héritiers pourra remplacer les sûretés exigées par la loi.

L'article 767 ne donne aucune classification et se contente de déclarer qu'il faut des sûretés suffisantes ; est-ce que la caution, la garantie personnelle des héritiers, peut être considérée comme une sûreté suffisante ?

Certains auteurs ont voulu le prétendre en se basant sur un principe d'analogie tiré de l'article 603 du Code civil. L'usufruitier, aux termes de cet article, doit donner caution et, s'il ne peut donner cette caution, il doit vendre les meubles pour que le prix en soit placé, mais le juge peut autoriser l'usufruitier à garder certains meubles sous sa caution

---

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 861 ; DEGAND, p. 177 ; ZÉGLICKI, p. 235.

juratoire ; c'est-à-dire que dans ce cas, l'usufruitier ne trouvant personne qui réponde pour lui, s'engagera lui-même à représenter les meubles à l'extinction de l'usufruit. Les partisans de cette théorie déclarent, qu'agissant en vertu de leur pouvoir discrétionnaire, les tribunaux pourront se contenter de la caution juratoire des héritiers <sup>(1)</sup>.

Mais cette théorie n'est pas admise. Les termes de l'article 767, en déclarant qu'il faut des sûretés suffisantes, montrent bien que le législateur exige non pas un engagement purement moral, mais bien une garantie matérielle. Peu importe, d'ailleurs, la situation personnelle des héritiers au moment où ils demandent la conversion de l'usufruit ; cette situation toute solide qu'elle puisse être à cette époque, peut très bien se modifier. C'est pour éviter cet aléa qu'on exige justement des garanties particulières comme celles que nous avons citées plus haut.

Ces garanties, quelle que soit leur nature, peuvent être fixées suivant les conventions des parties, et même lorsqu'elles arrivent à disparaître, le conjoint peut demander au tribunal de forcer les héritiers d'en fournir de nouvelles <sup>(2)</sup>.

Si les héritiers refusent de donner ces sûretés, en vertu de l'article 277 du Code civil, le conjoint survivant aura le droit de demander la résiliation

---

(1) GERBAULT et DUBOURG, n° 202 ; DEGAND, p. 177, n° 231 ; *Pandectes françaises*, V° Succ., n° 1505.

(2) BAUDRY-LACANTIERE et WAHL, t. I, n° 862.

de la conversion de la rente et d'exercer son droit d'usufruit en nature.

Si, comme nous le disions précédemment, le tribunal n'a pas le droit de dispenser les héritiers de fournir des sûretés, en raison de leur solvabilité indéniable, on peut se demander si le défunt lui-même peut inscrire cette dispense dans son testament.

Certains auteurs viennent dire que les dispositions de la loi de 1891, en ce qui concerne la conversion, sont d'ordre public, et le défunt ne peut pas plus dispenser ses héritiers de fournir des sûretés qu'il ne peut les priver du droit d'option.

Ils ajoutent également que cette conversion porte déjà une grave atteinte aux droits de l'époux survivant et qu'on ne peut, en outre, le laisser exposé à l'insolvabilité des héritiers. Si l'on admet que cette conversion peut avoir lieu sans sûretés, on pourra arriver à faire disparaître complètement les droits du conjoint survivant. Le *de cujus*, par des actes de disposition, peut réduire ce droit ; mais s'il n'a pas manifesté la volonté de porter atteinte au droit d'usufruit de son conjoint, on doit laisser cet usufruit avec toutes ses garanties et ses sûretés <sup>(1)</sup>.

Les adversaires de cette théorie s'appuient au contraire sur ce dernier argument pour déclarer que le défunt a le pouvoir de dispenser ses héritiers de donner à son conjoint survivant des sûretés

---

(2) MONTAUDON, p. 267.

suffisantes pour garantir l'usufruit. Ils ont permis, disent ces auteurs, au *de cujus* de déroger aux dispositions de l'article 767. Il est certain, en effet, que l'époux survivant a la faculté de dispenser par convention les héritiers de lui fournir des sûretés réelles : rien ne s'oppose à cet accord ; pourquoi donc l'époux ne pourrait-il pas, dans son testament, imposer cette dispense ? Le législateur lui a bien laissé la possibilité de priver son conjoint survivant de tout droit d'usufruit, il suffit en effet à un époux de disposer en faveur d'étrangers du montant de la quotité disponible ; on se demande alors pourquoi, si le législateur permet de faire disparaître complètement cet usufruit, il défendrait, au contraire, de le diminuer ou de dispenser les héritiers de fournir des sûretés.

En étudiant une question absolument analogue, nous avons vu ce qu'il faut penser de l'argument d'ordre public : le droit de conversion et tout ce qui s'y rattache n'a pas le véritable caractère d'ordre public. Si donc le défunt a maintenu le droit d'usufruit pour son époux, mais en déclarant aussi que ses héritiers pourront demander la conversion et seront dispensés dans ce cas de fournir des sûretés en présence d'une clause de ce genre, il n'est pas douteux qu'un tribunal devra faire respecter la volonté du défunt.

SECTION III. — *Tribunal compétent. — Fins de non recevoir. -- Délais pendant lesquels la conversion peut être demandée*

L'article 767, comme nous l'avons vu, attribue aux héritiers du *de cujus* et à eux seuls le droit d'exiger de l'époux survivant la conversion de son usufruit ou de le laisser exercer en nature son droit de jouissance sur les biens de la succession.

Quand tous les héritiers sont d'accord, la conversion est de droit, c'est-à-dire qu'un jugement n'est pas nécessaire. S'ils ne s'entendent pas, le tribunal est appelé à statuer. La loi leur refuse la faculté d'exercer leur option, chacun isolément pour sa part, ce que leur eût permis de faire le droit commun. Cette dérogation aux règles généralement admises a eu pour but de supprimer les inconvénients graves, les complications sans nombre qui se seraient présentées dans les liquidations et les partages au grand détriment du conjoint survivant. C'est donc encore par mesure de protection en faveur de l'époux survivant que le législateur a imposé aux héritiers la nécessité d'une décision unique. Les héritiers qui désirent la conversion, doivent donc s'adresser au tribunal et, dit l'article 767, la conversion est « *facultative* » pour ce tribunal ; c'est-à-dire, qu'à la condition de ne pas scinder sa décision, il a un pouvoir discrétionnaire pour ordonner ou non la conversion, en s'inspirant de l'intérêt des héritiers, et cette décision, quelle

qu'elle soit, sera obligatoire pour tous les héritiers.

Des héritiers peuvent renoncer au droit de demander la conversion ; mais il faut alors que tous soient d'accord pour cette renonciation. Il suffit qu'un seul héritier ne l'accepte pas pour que le tribunal soit forcé d'accorder la conversion.

Si nous nous demandons maintenant quel sera le tribunal compétent pour connaître de ce différend, nous voyons que c'est celui de l'ouverture de la succession, conformément au principe posé par l'article 59 du Code de procédure civile<sup>(1)</sup>. Il s'agit en effet ici d'une demande entre héritiers. La matière étant contentieuse, l'instance est ouverte par une assignation et non par une simple requête. Tous les héritiers doivent être appelés au procès, sauf ceux qui ont exprimé un avis conforme à celui du demandeur<sup>(2)</sup>.

Par analogie de ce que décide l'article 823 du Code de procédure civile pour les contestations en matière de partage, la procédure de la demande en conversion doit se faire comme en matière sommaire<sup>(3)</sup>.

La décision du tribunal est-elle susceptible d'appel ? Oui, disent certains auteurs<sup>(4)</sup>, mais

---

(1) BOUVIER-BANGILLON, *Rev. gén.*, 1892, p. 240 ; DEGAND, p. 178 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 851.

(2) BRESSOLLES, n° 26 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 852.

(3) DEGAND, p. 179.

(4) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 853.

seulement si la valeur de l'usufruit est indéterminée ou dépasse 1500 francs. Il semble cependant plus juridique de dire que l'appel est toujours possible ; en effet, on ne sait jamais, eu égard à l'incertitude sur la durée de la rente viagère, sur quelle valeur a porté le jugement de conversion <sup>(1)</sup>.

Ce qui est certain toutefois, c'est que ce jugement échappe au contrôle de la Cour de cassation, puisque les tribunaux, pour accorder ou refuser la conversion, puisent les éléments de leur décision uniquement dans des considérations de fait.

Lorsque le projet de loi fut présenté pour la première fois au Sénat, aucun délai n'avait été imposé aux héritiers pour demander la conversion. Le conjoint pouvait donc rester indéfiniment dans l'incertitude de savoir s'il allait jouir de son usufruit en nature, ou si les héritiers allaient lui imposer la conversion en rente. Lorsque le projet revint devant la Chambre, la commission chargée de l'examen s'aperçut de cette lacune et déclara que « le plus grave inconvénient était d'exposer le conjoint survivant toute sa vie aux caprices, peut-être même aux ressentiments d'héritiers peu bienveillants » <sup>(2)</sup>.

Le rapporteur proposait d'accorder un délai aux héritiers jusqu'au partage définitif et, s'il n'y avait pas lieu à partage, d'accorder un délai d'un an. Ce temps, disait-on, était suffisant pour que les héri-

---

(1) BRESSOLLES, n° 26.

(2) Rapport de M. Prou du 20 mars 1886, *Journ. off.*, 9 novembre 1886, annexe n° 565, p. 1292.

tiers puissent juger la situation en toute connaissance de cause.

Lorsque cette proposition revint au Sénat, M. Delsol, dans son rapport, approuva le principe du délai, mais il déclara que s'il était juste d'établir que le droit de conversion ne pouvait survivre au partage définitif, il était, absolument inutile d'ajouter que les héritiers n'auraient qu'un an pour prendre parti. Si l'époux ne veut pas rester dans cette situation anormale, dans cette incertitude, il a le droit d'agir lui-même pour demander le partage. Cette action lui appartient incontestablement du chef de son usufruit. Il était, par conséquent, absolument inutile à son avis d'ajouter le délai d'un an. Le projet de loi fut donc modifié en ce sens et le neuvième paragraphe de l'article 767 commence par ces mots : « *Jusqu'au partage définitif, les héritiers peuvent exiger, moyennant sûretés suffisantes, que l'usufruit de l'époux soit converti...* »

On a bien critiqué cette décision du législateur ; on a fait remarquer qu'en réalité c'est le partage qui règle définitivement la situation des héritiers, que la dévolution des biens peut avoir une influence considérable sur le parti que devront prendre les héritiers au sujet de la conversion de l'usufruit. On impose donc aux héritiers de prendre parti à une époque où ils ne peuvent pas agir en pleine connaissance de cause <sup>(1)</sup>.

---

(1) SOUCHON, *Revue critique*, année 1891, p. 232.

Cette critique n'est pas fondée, car même avant le partage définitif, les héritiers peuvent connaître l'importance de la succession ; et comme chaque lot devra contenir la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits de même nature et valeur, chaque héritier peut avoir la certitude que le conjoint exercera son usufruit sur une partie de son lot.

Lorsqu'il n'y a qu'un seul héritier, on peut croire qu'il n'y a pas de partage à faire : la fixation d'un délai minimum, comme le proposaient la Chambre et le rapporteur, M. Piou, aurait été alors nécessaire ; mais au moment de la discussion devant le Sénat, on fit remarquer que même dans ces circonstances, un partage est nécessaire entre l'unique héritier et le conjoint survivant, ne serait-ce que pour fixer les biens soumis à l'usufruit, et le conjoint lui-même peut provoquer cette action en partage.

Le paragraphe 9 de l'article 767 indique que seul le partage définitif fixe le délai pour l'exercice de l'option des héritiers. Après ce moment, si les héritiers n'ont pas exercé leur droit d'option, ils sont censés y avoir renoncé<sup>(1)</sup>. C'est ainsi qu'un simple partage provisionnel laisserait aux héritiers la jouissance de leur droit d'option.

Mais quand peut-on considérer le partage

---

(1) Nancy, 3 janv. 1896 ; *Rec. arr. Nancy*, 1895, p. 301 ; *Rép. Not.*, 1896, p. 124 ; *Journ. Not.*, art. 25940 ; *Rev. Not.*, n° 9555 ; S., 97, 2, 133 ; *D. P.*, 97, 2, 76. ; HUC, t. V, n° 133 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 848.

comme provisoire ou provisionnel ? — Le partage est provisionnel quand-il ne fait cesser l'indivision que provisoirement, les parties restant toujours libres de demander un partage définitif ; or, un partage peut avoir ce caractère provisionnel soit par la volonté des parties, si elles ont convenu de faire entre elles un simple règlement de jouissance, soit en vertu des dispositions mêmes de la loi, comme dans le cas de l'article 840 du Code civil. Dans l'hypothèse prévue par cet article, on suppose que certains cohéritiers n'ont pas été présents au partage, ou bien qu'il se trouve parmi eux des mineurs ou des interdits et qu'on n'a pas observé toutes les formalités prescrites par le législateur dans l'article 338, pour le cas où des successibles incapables interviennent dans un partage.

Le partage a eu lieu, par exemple, en vertu de la volonté des parties contractantes qui ont entendu établir entre elles un *modus vivendi* en ajournant la liquidation de la succession à une date ultérieure ; dans ce cas, les parties pourront encore se prévaloir de leur droit d'option jusqu'à ce que le partage ait été provoqué par l'une d'elles ou par le conjoint survivant, mais leur situation sera définitivement fixée dès que le partage sera achevé.

Le partage peut encore être provisoire parce que les formalités prescrites dans l'intérêt d'un incapable, qui se trouve du reste en concours avec des successibles majeurs et en possession de leurs droits, n'ont pas été observées. Dans ce cas, la

question est plus délicate. C'est seulement à l'égard de l'incapable que le partage est considéré comme provisionnel ; il est, au contraire, pleinement valable et définitif aux regards de ses cohéritiers : la jurisprudence et la doctrine sont formelles à ce sujet<sup>(1)</sup>.

Lorsque l'un des héritiers n'a pas été présent au partage, la situation est à peu près la même. Ce partage est considéré comme provisionnel vis-à-vis de l'absent qui seul pourra ou accepter le partage effectué en son absence, ou demander un nouveau partage définitif. Il conservera son droit de conversion jusqu'au nouveau partage.<sup>(2)</sup>

Mais le partage peut être déclaré nul, soit pour violence, ou pour dol, ou même pour lésion de plus du quart, aux termes de l'article 887. Si cette nullité est prononcée avant que les héritiers n'aient pris parti pour la conversion, il est certain que la nullité du partage fait revivre ce droit de conversion ; mais si les héritiers ont déjà demandé et obtenu cette conversion avant que le partage ne soit déclaré nul, on se demande s'ils peuvent revenir sur leur décision et s'ils ont encore le droit d'option.

Certains auteurs viennent dire que lorsque les héritiers ont pris parti au sujet de la conversion de

---

(1) Douai, 7 juin 1848, D., 49, 2, 194 ; Cassation, 12 janvier 1875, D., 76, 1, 217 ; Cassation, Ch. civ., 5 déc. 1887, D., 88, 1, 244. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 849 ; DEGAND, p. 178 ; MONTAUDON, p. 272 ; LAMACHE, *Rev. Not.*, n° 9089 ; DU BOUILLY DU FRÉTAY, p. 110.

(2) Toulouse, 13 avril 1831, S., 31, 2, 330.

l'usufruit, si le partage est annulé postérieurement, ils ne peuvent plus profiter à nouveau de l'option qui leur est accordée.

L'autorité de la chose jugée s'oppose à ce qu'ils reviennent sur le choix qu'ils ont fait ; mais cette manière de voir a été critiquée. L'autorité de la chose jugée peut s'appliquer à un acte de décision contentieuse, mais non pas à un acte de juridiction gracieuse. Le juge n'a pas eu à statuer sur une véritable contestation entre héritiers : il n'est intervenu qu'en raison du désaccord entre les héritiers et le conjoint relativement à la valeur des sûretés réelles. Si le partage est donc annulé, dans tous les cas, les héritiers doivent recouvrer leur droit d'option ; mais il est bien entendu que vis-à-vis des tiers, l'annulation a pour effet de remettre toutes les choses dans le même état que si le partage primitif n'avait jamais eu lieu. Toutes les constitutions de droits qui auraient pu être faites par le conjoint seront annulées à leur égard ; cette rescision a un effet rétroactif.

#### SECTION IV. — *Effets du droit de conversion*

Les héritiers ont substitué une rente viagère à l'usufruit de l'époux survivant, conformément au droit que la loi leur accorde et sous les conditions que nous venons d'étudier ; nous nous demandons maintenant quels sont les effets de cette conversion. A-t-elle un effet rétroactif au jour de

l'ouverture de la succession et la transmission de l'usufruit doit-elle être considérée comme complètement effacée, de telle sorte que le conjoint se trouve n'avoir jamais eu qu'un droit de créance contre les héritiers pour les arrérages de sa rente viagère, droit qu'il tiendrait directement du *de cujus* ? Ou bien, y a-t-il deux mutations successives, le conjoint devient-il crédi-rentier après avoir été usufruitier ? En dernière analyse, la conversion produit-elle les effets d'une *résolution* ou ceux d'une *cession* ?

L'intérêt de la question est considérable, non seulement au point de vue du Droit civil, mais encore au point de vue du Droit fiscal.

*Au point de vue du Droit civil.* — Si la conversion opère comme une cession, c'est-à-dire si elle n'opère que pour l'avenir, si l'usufruit accordé par la loi au conjoint se trouve éteint sans rétroactivité, les héritiers seront censés recueillir cet usufruit du chef du *de cujus*, en échange de la rente viagère. Par conséquent, l'usufruit leur arrivera grevé de toutes les hypothèques et charges réelles qui auront pu l'atteindre du chef de l'époux survivant, pendant l'intervalle entre l'ouverture de la succession et le jour de la conversion <sup>(1)</sup>. Si pendant cette période le survivant a été nommé tuteur de mineurs ou d'interdits, il faudra procéder à la

---

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. III, n° 1885, 1°.

purge des hypothèques légales frappant les biens objets de l'usufruit.

Si, au contraire, la conversion opère comme une résolution, elle rétroagit ; on appliquera la règle : « *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis* » : l'époux survivant sera considéré comme ayant été dès la mort du *de cujus* titulaire d'une rente viagère. Les choses seront donc remises dans le même état que si le conjoint n'avait jamais exercé son droit de jouissance ; toutes les charges nées de son chef seront de plein droit rétroactivement anéanties.

Au point de vue du *Droit fiscal*, les conséquences pratiques de la question sont aussi des plus importantes, et on doit déterminer la nature du droit à réclamer au conjoint ainsi que le mode de liquidation du droit qui doit être perçu sur la succession à la charge des héritiers.

Suivant que l'hérédité doit supporter un usufruit ou une rente viagère, nous trouvons des règles différentes, établies par la loi du 22 frimaire an VII. Dans le premier cas, on calculera les droits que doivent payer les héritiers sur la valeur de la pleine propriété comme si l'usufruit n'existait pas. Au contraire, en cas de rente viagère, on déduira de l'actif successoral le capital de la rente.

Deux opinions sont donc en présence quant au mode de liquidation du droit qui doit être perçu lors de la conversion de l'usufruit en une rente viagère.

Si on assimile la conversion à une cession, il

faudra appliquer pour établir le droit de mutation les règles spéciales aux transmissions d'usufruit ; au contraire, si l'on se prononce en faveur du système qui admet que la conversion produit les effets d'une résolution et rétroagit au jour de la mort du *de cujus*, il faudra adopter le second mode de liquidation, c'est-à-dire faire déduction du capital ou de la rente.

La première opinion a été soutenue par l'administration de l'Enregistrement dès la rédaction du nouvel article 767, et la raison en a été donnée dans une circulaire du 6 juin 1891 <sup>(1)</sup>.

D'après cette théorie, la conversion de l'usufruit du conjoint n'opère point rétroactivement, mais dans l'avenir seulement : même après la conversion en rente, c'était toujours en usufruit que le conjoint avait recueilli au jour de l'ouverture de la succession ; l'impôt de mutation par décès doit donc toujours être liquidé suivant les règles spéciales aux transmissions d'usufruit, même au cas où la conversion aurait précédé la déclaration de succession. « Il paraît résulter de la loi du 9 mars 1891, dit la circulaire précitée, que le droit reconnu par le législateur à l'époux survivant sur la succession de son conjoint consiste, avant tout, dans un usufruit en nature. L'obligation légale des héritiers ne comprend, en principe, qu'un seul objet en usufruit. Ils

---

(1) Instruction générale du 6 juin 1891, n° 2805 ; DALLOZ, *Supp.* V° Succession, n° 324 ; S., 1894, 2, 23 et la note de M. A. WAHL ; MONTAUDON, p. 283 et s. ; FLOQUET, *Les droits de l'époux survivant*, p. 87 et s.

sont, à la vérité, autorisés à remplacer cet usufruit par une rente viagère ; mais cette conversion ultérieure est simplement facultative pour eux, et, quand elle vient à se produire, elle ne saurait, semble-t-il, effacer le fait de la transmission d'usufruit qui s'est opérée de plein droit lors du décès au profit de l'époux survivant. »

Cette théorie a soulevé de nombreuses critiques et a été condamnée par la majorité des commentateurs de la loi de 1891.

L'administration de l'Enregistrement semble dire, en effet, que l'usufruit seul se trouve *in obligatione* : « le droit reconnu par le législateur à l'époux survivant consiste avant tout dans un usufruit en nature », la rente n'étant qu'*in facultate solutionis*, constituant une *datio in solutum* admise par la loi : « la conversion ultérieure est simplement facultative, elle ne saurait effacer, quand elle vient à se produire, le fait de la transmission d'usufruit qui s'est opérée de plein droit lors du décès au profit de l'époux survivant. » Or, considérer la conversion comme l'accomplissement d'une obligation facultative, c'est attribuer au conjoint, avant la conversion, la qualité de créancier : c'est commettre là une erreur juridique, car le conjoint est bien investi d'un droit héréditaire, d'un droit d'usufruit sur les biens de la succession ; il a un droit réel et non pas un droit de créance.

Considérer encore la conversion comme une dation en paiement, c'est admettre les conséquences

les plus fâcheuses de ce système. C'est, d'une part, maintenir tous les actes passés par le conjoint dans l'intervalle entre le jour de l'ouverture de la succession et celui de la conversion, et ainsi, les aliénations faites par le conjoint de son usufruit seraient opposables aux héritiers ; il y aurait là un moyen très facile de tourner la loi qui permet aux héritiers d'exiger la conversion : ce droit de conversion serait devenu illusoire et la loi aurait manqué son but.

Presque tous les commentateurs de la loi de 1891 se sont prononcés en faveur du système contraire qui admet que la conversion doit opérer rétroactivement, de telle façon que le conjoint survivant sera considéré comme n'ayant jamais été usufruitier, mais comme ayant eu depuis le jour de l'ouverture de la succession la qualité de crédi-rentier.

Il faut, tout d'abord, disent ces auteurs<sup>(1)</sup>, faire une distinction suivant que la déclaration de succession a été faite avant ou après la conversion.

Dans le premier cas, la liquidation du droit de mutation devra être faite d'après les règles particulières aux transmissions d'usufruit, car le conjoint est vraiment en ce cas en possession de son droit de jouissance. Dans cette hypothèse, alors même que l'usufruit serait converti en rente viagère dans les deux ans de la perception, il n'y aura pas lieu à restitution. Cela résulte, en effet, de l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII, d'après lequel les droits

---

(1) ZÉGLICKI, *Rev. crit.*, 1892, p. 189 ; LAMACHE, *Commentaire*, p. 77 et s. ; DIDOT, *Rev. Not.*, n° 8548.

régulièrement perçus ne peuvent être restitués, et de l'application que la jurisprudence a faite de ce principe aux partages postérieurs aux déclarations de succession <sup>(1)</sup>.

Dans le second cas, si la déclaration de succession est postérieure à la conversion, c'est la rente viagère qu'il faut alors déclarer ; elle sera assujettie aux droits qui lui sont propres, car l'objet de la transmission se trouve en ce cas définitivement déterminé. On fera donc le calcul des droits de mutation que doivent payer les héritiers sur le montant de la succession dont on aura déduit le capital de la rente.

Les arguments les plus sérieux sont donnés en faveur de ce système. On fait d'abord remarquer que le conjoint survivant n'est pas un héritier, mais un simple successeur aux biens ; il n'a pas de plein droit la saisine de l'usufruit qui lui est conféré par la loi ; il doit en demander la délivrance aux héritiers. Jusqu'à ce que cette formalité ait été remplie, les biens qui composent l'hérédité se trouvent donc, au point de vue de la perception des droits de mutation, pour la propriété comme pour la jouissance, dans le patrimoine des héritiers.

La jurisprudence admet en effet qu'un légataire ne doit aucun droit de mutation aussi longtemps qu'il n'a pas la possession légale et cela est si vrai

---

(1) *Dict. enregist.*, V<sup>o</sup> Succession, n<sup>o</sup> 2140 ; *Journal de l'Enregistrement*, art. 23536.

que s'il reçoit avant toute délivrance une somme fixée d'un commun accord pour lui tenir lieu de l'objet légué, ce sera cette somme qui servira de base à la perception du droit de mutation, car cette convention équivaut à la délivrance du legs.

C'est donc la saisine et elle seule qui est la cause de la perception du droit. Il a été en effet reconnu que lorsqu'un légataire d'usufruit est décédé avant d'avoir obtenu la délivrance de son legs ou avant d'en avoir pris possession<sup>(1)</sup> — étant donné que la prise de possession fait présumer la délivrance volontaire (art. 1014 du Code civil) — ce n'est qu'à partir de la délivrance que la jouissance de ce légataire aurait pu commencer et il n'est pas dû de droit de mutation pour ce legs d'usufruit.

Les arrêts de jurisprudence auxquels nous faisons allusion sont, il est vrai, intervenus en matière de transaction<sup>(2)</sup> ; mais, par analogie, ils s'appliquent bien à notre matière. Nous concluons donc de ces décisions que si l'époux survivant est tenu de demander la délivrance de son usufruit et n'a véritablement la possession légale que lorsqu'il a obtenu cette délivrance ; que si les héritiers ont exigé la conversion avant qu'il ait été investi de cette possession, l'acte qui l'opère est purement déclaratif, puisque ce conjoint n'avait auparavant aucun droit :

---

(1) Déc. Min. fin., 30 juillet 1815 : Délibération de la Régie du 26 déc. 1826, 10 janv. 1827. *Sol.*, 28 avril 1875.

(2) *Dict. des droits d'Enregistrement*, V<sup>o</sup> Transaction, n<sup>o</sup> 104 et suiv.

et par suite, il produit son effet du jour même de l'ouverture de la succession : on considérera donc l'usufruit comme n'ayant jamais existé, et le droit de mutation ne pourra être exigé que sur la rente viagère. En effet, comme la conversion est survenue avant que l'époux ait été mis en possession des biens sur lesquels il devait exercer son usufruit, il ne s'est opéré aucune mutation de l'époux aux héritiers, car le premier n'ayant encore rien reçu ne pouvait évidemment rien transmettre aux seconds.

Puisqu'on admet que le décès d'un légataire d'usufruit avant la délivrance de son legs entraîne l'extinction de la dette du droit de mutation, il serait inconséquent de soutenir que l'époux survivant reste débiteur du même impôt sur son usufruit qui a été converti en une rente viagère avant même qu'il en ait reçu la délivrance.

Les règles de notre Droit en matière de partage viennent encore donner un nouvel appui à notre système.

D'après l'article 883 du Code civil, l'effet de tout partage est de faire considérer chaque héritier comme ayant succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot. Or, la conversion apparaît bien comme une opération de partage, soumise, dès lors, à la règle de l'article 883.

Lorsque les héritiers sont appelés à recueillir ensemble une succession en pleine propriété, ils pourront effacer complètement et rétroactivement le fait de la transmission qui s'est opérée, en convenant

d'attribuer par le partage à l'un la nue propriété des biens et à l'autre l'usufruit. Le titulaire du droit de jouissance sera censé l'avoir reçu directement du défunt lui-même et il en sera de même de celui qui aura reçu la nue propriété.

Or, dans le cas qui nous occupe, le conjoint successible avait, avant la conversion, un droit héréditaire et réel d'usufruit : ce droit était indivis, indéterminé. Là aussi la conversion aboutit à déterminer d'une manière précise et à limiter son droit qui n'est plus désormais qu'un simple droit de créance. Si donc, avant toute délivrance de son usufruit héréditaire, les droits de ce conjoint ont été convertis en une rente viagère équivalente, les héritiers seront présumés avoir succédé seuls et immédiatement à la pleine propriété des biens du *de cujus*, et le survivant sera censé n'avoir jamais eu aucun droit d'usufruit.

C'est, en d'autres termes, en dernière analyse, une attribution de tout l'usufruit aux héritiers du conjoint moyennant une soulte qui est le payement de la rente.

Si cette attribution met fin à l'indivision dans les rapports du conjoint et des héritiers, il s'agit bien d'un partage, soumis dès lors à la règle de l'article 883.

Mais on nous fera, peut-être, l'objection suivante : l'effet déclaratif du partage est limité aux biens provenant de l'actif héréditaire ou du moins à ceux qui sont compris dans la masse indivise ; or ici, la rente

viagère n'est pas une valeur de la succession, et il ne peut donc pas être question d'appliquer l'article 883.

A cette objection nous répondrons que dans l'esprit de la loi de 1891, la rente viagère attribuée au conjoint n'est que la représentation de sa part dans les revenus héréditaires destinés à la former.

En résumé, les héritiers seront donc présumés avoir succédé seuls et immédiatement à la pleine propriété des biens du *de cujus*, et le survivant sera censé n'avoir jamais eu aucun droit d'usufruit <sup>(1)</sup>.

D'après tout ce que nous venons de voir, le système de l'administration de l'Enregistrement nous apparaît donc comme absolument inadmissible quand on l'applique au mode de liquidation du droit de succession qui incombe aux héritiers ; d'autre part, si l'on s'occupe de la quotité du droit qui doit être perçu sur l'acte de conversion, ce système serait encore très préjudiciable aux intéressés.

Si la solution de la Régie est exacte, il faut admettre que l'époux a été successivement titulaire d'un droit d'usufruit et d'une rente viagère ; et conséquemment il sera tenu de payer un double droit : d'abord un droit de mutation d'usufruit, par suite

---

(1) LAMACHE, *Commentaire*, p. 77 et s. ; BRESSOLLES, n° 26 ; ZÉGLICKI, *Rev. crit.*, 1892, p. 189 ; *Journ. de l'Enregistrement*, 1891, p. 212 ; GERBAULT et DUBOURG, n° 206 ; *Rev. Not.*, n° 8548 ; CHARDENET, p. 119 ; HUC, t. V, n° 138 ; DEFRÉNOIS, *Rép. gén. Not.*, 1891, p. 6846 ; WAHL, note S., 94, 2, 24 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 865 ; DEGAND, p. 181.

de la transmission de l'usufruit qui s'est opérée de sa tête sur celle des héritiers, et ensuite un droit de constitution de rente. « Il faudrait décider aussi que la substitution d'une rente viagère à l'usufruit opère l'extinction de l'usufruit préexistant ; qu'elle est translatrice, et par suite qu'elle est susceptible de donner ouverture à un droit proportionnel de transcription applicable aux réunions d'usufruit à la nue propriété, qui ont été précédées du paiement du droit de mutation liquidé sur la valeur de la pleine propriété » <sup>(1)</sup>.

Ce système serait peut-être « très avantageux pour le Trésor », comme l'avoue ingénument la circulaire de l'administration de l'Enregistrement ; mais nous ne pouvons croire qu'il réponde au but des auteurs de la loi de 1891 qui voulaient avant tout améliorer la situation du conjoint survivant.

Le système de l'administration de l'Enregistrement aboutit donc à frapper de deux droits, l'un à titre de mutation par décès pour un usufruit dont il ne retire aucun avantage, l'autre à titre de constitution d'une rente qu'il ne recueille que parce qu'on l'a dépouillé de son droit primitif. Ce serait frapper deux fois la même valeur, contrairement à l'équité et aux principes de notre droit : *non bis in idem*.

Au contraire, si l'on admet, suivant le système que nous avons exposé, que la conversion opère comme une résolution, on reconnaît, par le fait

---

(1) *Journal du Notariat* du 20 août 1891.

même, que l'époux survivant n'a jamais eu la qualité d'usufruitier, mais seulement celle de titulaire d'une rente viagère et on en conclut naturellement que l'acte de conversion ne donne lieu à la charge du conjoint qu'à un seul droit de mutation calculé au denier dix.

L'opinion adoptée aujourd'hui par la presque unanimité des auteurs, c'est donc que la conversion opère comme une résolution. C'est également en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. La prétention de l'Enregistrement a été en effet repoussée par le tribunal civil de Mayenne<sup>(1)</sup> qui a jugé que lorsque l'héritier usant du droit d'option que lui accorde la loi de 1891, attribue au conjoint survivant une rente viagère en représentation de l'usufruit qui lui est légalement dévolu, celui-ci doit être réputé tenir la rente viagère du défunt lui-même et n'avoir jamais été saisi de l'usufruit : « Attendu

---

(1) Trib. civil de Mayenne, 5 décembre 1894, S., 95, 2, 184; *Revue du Notariat*, 1895, n° 9292, p. 123.

*Contrà* : Cassation, 5 juin 1899, D., 99, 1, 439. On ne peut pourtant pas dire que cet arrêt contredit notre système, car il fonde sa décision sur la commune intention des parties qui était de consentir une cession et non un partage. Il décide que l'acte par lequel des héritiers s'obligent à servir solidairement une rente viagère à la veuve du *de cujus* pour lui tenir lieu des droits d'usufruit qu'elle possède sur la succession de son mari, ne contenant aucune division des biens héréditaires, ni aucune attribution de lots, et ne faisant pas cesser l'indivision entre les cohéritiers, soit quant à la succession elle-même, soit quant à un ou plusieurs des biens qui en dépendent, n'a point le caractère d'un partage, mais constitue une cession de droits successifs.

qu'il convient d'observer que le système de l'administration méconnaît les principes dominants en matière de partage, d'après lesquels les opérations de règlement rétroagissent au temps du décès, et qui, par une fiction légale, suppriment l'état intermédiaire qui a précédé lesdites opérations ou, tout au moins, ses conséquences juridiques ;.....»

Par suite, la Régie n'est pas fondée à exiger le droit de mutation par décès sur l'usufruit auquel la rente a été substituée : « Attendu, en effet, qu'il serait d'une fiscalité excessive de frapper de deux droits, l'un à titre de mutation par décès, l'autre à titre de constitution de rente, la simple accession à un gain successoral, qui s'il est alternatif ou même facultatif, selon la doctrine de l'Enregistrement, n'en demeure pas moins unique dans sa cause comme dans ses conséquences. »

Un jugement dans le même sens a encore été rendu en 1903, par le tribunal de Beauvais<sup>(1)</sup>. Dans l'espèce soumise à ce tribunal, il s'agissait uniquement de savoir si l'effet rétroactif de la conversion, avec, comme conséquence, la perception du droit de mutation sur la rente, devait être admis, alors que les héritiers, après avoir convenu que l'usufruit serait converti, avaient, le même jour et par un acte passé devant le même notaire, procédé au rachat de la rente.

---

(1) Trib. de Beauvais, 10 février 1903, *Gaz. du Palais*, 1903, 1, 669 ; *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1903, p. 412.

L'Administration niait l'effet rétroactif. Elle prétendait qu'il n'y avait pas à tenir compte de l'acte constitutif de rente : fait en fraude des droits du Trésor, il n'avait aucune existence légale.

Le tribunal de Beauvais a rejeté cette prétention pour deux raisons : l'une d'ordre général, à savoir que « lorsque le redevable dispose de plusieurs moyens pour atteindre le même but, il a le droit de choisir celui qui donne lieu au tarif le moins élevé, pourvu qu'il soit sérieux »; l'autre plus spéciale et tirée de la nature juridique de la conversion. Reprenant la thèse développée à l'encontre de l'instruction de la Régie de 1891, il voit dans la conversion un acte de partage auquel doit être appliqué le principe de l'effet déclaratif de l'article 883 du Code civil, sans avoir à tenir compte de l'acte de rachat qui pouvait, au gré des parties, se produire tôt ou tard.

L'administration de l'Enregistrement s'est conformée aux décisions de la jurisprudence, et elle a fini par donner pour instructions à ses agents, de prendre pour règle particulièrement le jugement précité du tribunal de Mayenne et de percevoir le droit seulement sur le capital au denier dix de la rente viagère, toutes les fois que la conversion serait antérieure à la déclaration de succession <sup>(1)</sup>.

---

(1) Instruction générale du 2 juillet 1895, n° 2886, *Journal des Notaires*, 1895, p. 637 ; ALBERT WAHL, *Traité de Droit fiscal*, t. II, n° 502.

## CHAPITRE II

### Obligations du Conjoint usufruitier

---

La loi de 1891, tout en accordant au conjoint survivant un droit d'usufruit sur la succession de l'époux prédécédé, n'a pas voulu cependant le considérer comme un véritable héritier légitime. Il reste ce qu'il était autrefois, avant la promulgation de la loi, un successeur irrégulier.

On déclarait, en effet, que la consanguinité faisait seule les héritiers et qu'un texte législatif est impuissant à conférer une qualité que seul le sang peut donner<sup>(1)</sup>. On a pu critiquer cette situation ; on faisait remarquer que dans l'ancien Droit français, la plupart des coutumes, notamment celle de Paris et d'Orléans, considéraient l'époux comme un véritable héritier et Pothier déclarait que la succession dont il profitait était « une véritable succession qui ne diffère en rien des autres..... Le survivant qui succède à ce titre au prédécédé, est un

---

(1) Trib. Saint-Etienne, 23 janvier 1895, *Gaz. trib.* du 5 avril 1895 ; *J. N.*, art. 25683 ; *Rép. Not.*, 1895, p. 270 ; *D. P.*, 96, 2, 300.

vrai héritier et il est, de même qu'un parent, saisi de tous les droits actifs et passifs du défunt dès l'instant de sa mort<sup>(1)</sup> ».

On ajoutait même que rien ne s'opposait juridiquement à ce que l'époux ne profitât de cette qualité d'héritier légitime et ne jouît des conséquences qui y sont attachées.

Mais si l'ancien Droit considérait ainsi l'époux survivant, le Code civil avait changé le caractère de sa succession : l'époux survivant, sous le régime du Code civil, n'était plus un héritier légitime, mais un successeur irrégulier, il n'avait plus la saisine, ne continuait plus la personne du défunt.

Lorsqu'on repasse les travaux préparatoires de la loi de 1891, on voit clairement que le législateur n'a voulu apporter aucune modification en ce point au Code civil.

En 1877, déjà, M. Delsol déclarait au Sénat que la commission avait été d'avis de « laisser le conjoint parmi les successeurs irréguliers », et il ajoutait : « ne changeant rien à cette règle générale que la consanguinité seule fait des héritiers, la commission ne voit pas de motifs d'accorder au conjoint la qualité d'héritier qui ne lui appartient point par le sang et naturellement »<sup>(2)</sup>.

L'époux survivant n'acquiert, en effet, qu'un

---

(1) POTHIER, *Coutume d'Orléans*, Introduction au titre XVII, n° 35.

(2) Rapport de M. DELSOL à la séance du 20 février 1877. *Journ. off.* du 4 mars, annexe n° 36, p. 1668.

droit spécial limité, purement éventuel, tandis que l'héritier a un droit général résultant d'une vocation à une succession, droit non éventuel, mais bien déterminé à l'avance par l'ordre successoral établi par la loi, suivant des règles formelles <sup>(2)</sup>.

La conséquence de ce principe est que le conjoint survivant qui n'est pas héritier légitime n'a pas la saisine. Simple successeur irrégulier, il ne peut se mettre de sa propre autorité en possession des biens héréditaires. Pour exercer son droit, il doit accomplir certaines formalités, mais il faut distinguer suivant que le conjoint survivant succède en pleine propriété ou suivant qu'il ne recueille que son droit d'usufruit.

Le conjoint survivant ne peut succéder en pleine propriété que lorsqu'il ne se trouve en présence d'aucun héritier, puisque l'article 767 déclare que lorsque le *de cujus* ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété à son conjoint. Dans ce cas, il doit se faire envoyer en possession par le tribunal de première instance dans lequel la succession est ouverte, d'après les règles établies par l'article 770 et suivants du Code civil ; mais, comme l'Etat, il recueille la succession à défaut de tout autre héritier. Il doit d'abord faire apposer les scellés, puis faire inventaire dans les formes prescrites par la loi. Pendant trois ans, il

---

(2) Paris, 11 fév. 1898, *J. N.*, art. 26508.

ne pourra jouir, comme véritable propriétaire, du mobilier ; il devra faire emploi de la somme revenant de sa réalisation et sera obligé de fournir caution pour répondre de la restitution du prix. Ces mesures sont prises par le législateur pour sauvegarder les droits des héritiers qui pourraient se faire connaître au dernier moment ; mais une fois ce délai de trois ans passé, la caution est déchargée de ses obligations.

Si le conjoint survivant recueille, non plus la pleine propriété des biens, mais uniquement un droit d'usufruit, les formalités ne sont plus les mêmes. Ce n'est plus l'envoi en possession que doit réclamer le conjoint, mais il s'adresse alors aux héritiers pour demander la délivrance des biens frappés d'usufruit.

Si les héritiers refusent ou s'ils n'ont pas tous la capacité nécessaire pour l'accorder, le conjoint s'adressera au tribunal du lieu d'ouverture de la succession pour l'obtenir.

Il ne faut pourtant pas conclure que l'époux ne jouira des fruits que du jour de la demande en délivrance.

D'après la plupart des auteurs et d'après la jurisprudence, cette attribution de fruits est complètement étrangère à la saisine.

Les fruits appartiennent au propriétaire, c'est le principe général ; mais ils appartiennent aussi « à celui qui a le droit de les percevoir dès l'ouverture de son droit » ; l'article 754 nous en donne un

exemple en déclarant que l'ascendant usufruitier a un droit d'usufruit dès l'ouverture de la succession <sup>(1)</sup>.

Cette obligation imposée au conjoint de demander aux héritiers légitimes, et même, depuis la loi de 1896, aux enfants naturels, la délivrance de son usufruit, est encore entourée de toutes les charges imposées aux usufruitiers.

Il doit d'abord, avant toute entrée en jouissance, faire inventaire, établir le relevé des meubles, indiquer leur valeur et dresser un état des immeubles. De plus, il doit fournir caution ; c'est-à-dire indiquer une personne solvable qui répondra pour lui, vis-à-vis des nu propriétaires de la restitution ou du paiement des biens frappés d'usufruit et qui s'engagera à payer pour son compte le préjudice qui pourra être causé.

On peut, à juste titre, croyons-nous, critiquer cette obligation de fournir caution ; d'autant plus que dans une circonstance analogue, la loi dispensait certains usufruitiers : l'époux survivant, lorsqu'il reste avec des enfants issus de son union et âgés de moins de dix-huit ans, a la jouissance des biens qui appartiennent à ses enfants sans avoir à fournir caution.

Le législateur aurait pu étendre cette dispense à l'usufruitier de l'article 767 ; mais que son inconséquence soit le résultat d'un oubli, d'une lacune de

---

(1) Cf. en ce sens : *Pandectes françaises*, V<sup>o</sup> Successions, n<sup>o</sup> 1582.

la loi, on ne peut pour cela la corriger ; la règle reste formelle et le conjoint devra fournir aux héritiers cette garantie. Il y a d'ailleurs pour l'époux moyen de réparer l'ennui que peut présenter cette formalité : le *de cujus* peut dispenser d'une façon expresse, dans son testament, son conjoint de faire inventaire et de fournir caution <sup>(1)</sup>.

Tant que l'époux survivant n'a pas satisfait à ses obligations d'usufruitier, les héritiers peuvent refuser la délivrance des biens et même ils peuvent exiger que les sommes d'argent liquide soient placées, que les denrées soient vendues, que les immeubles soient donnés à ferme ou mis en séquestre, sans parler de la faculté que nous avons étudiée plus haut de convertir l'usufruit en rente viagère.

Mais l'époux survivant, en outre de toutes les obligations qui lui sont imposées, doit encore contribuer aux dettes de la succession et aux charges des biens grevés de son usufruit.

Pour la contribution aux dettes, on doit se placer dans les deux hypothèses indiquées plus haut. Cette contribution varie suivant que le conjoint hérite de la succession en pleine propriété, en l'absence de tout autre héritier, ou suivant qu'il ne recueille que son usufruit de l'article 767.

La loi de 1891, dans le cas de succession en pleine propriété, n'a apporté aucune modification aux principes généraux. La jurisprudence admet,

---

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 892.

d'une façon constante, aussi bien pour les héritiers légitimes que pour les successeurs irréguliers, qu'ils sont tenus *ultra vires*, aussi bien des dettes que des legs, mais, lorsque le conjoint succède seulement à l'usufruit, il n'est tenu des dettes que dans la mesure où en sont tenus les héritiers à titre universel.

L'article 612 dit : « *L'usufruitier, ou universel, ou à titre universel, doit contribuer avec le propriétaire au paiement des dettes, ainsi qu'il suit :*

« *On estime la valeur du fonds sujet à usufruit ; on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur.*

« *Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle le fonds doit contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.*

« *Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix, ou de payer cette somme, et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une portion des biens soumis à l'usufruit.* »

Le rapporteur de la commission, M. Piou, prétend d'une façon formelle « que c'est à cet article que la loi se réfère sans avoir besoin de le déclarer expressément, car il édicte un principe général en matière d'usufruit ».

Cette affirmation si nette du rapporteur était occasionnée par la proposition d'un député qui voulait faire voter un amendement à la loi et établir un

calcul tout spécial. Il voulait faire estimer l'usufruit suivant sa valeur réelle en tenant compte de l'âge de l'usufruitier, en se basant sur des tables de mortalité comme celles qu'emploient les compagnies d'assurance.

Le conjoint survivant n'aurait contribué aux dettes que dans la proportion de cette valeur, mais les aurait payées en capital. La déclaration de M. Piou montre qu'on a voulu repousser ce calcul. Par conséquent, le conjoint successeur en usufruit devra donc s'entendre avec le nu propriétaire pour choisir le moyen de payer intégralement toutes les dettes exigibles,

L'article 612 offre une triple combinaison. Après avoir estimé la valeur de l'usufruit et fixé la proportion dans laquelle il doit supporter ses dettes, l'usufruitier pourra avancer la somme réclamée par les créanciers, sauf à se faire rembourser le capital à la fin de l'usufruit sans aucun payement d'intérêt. Cette opération aura eu pour résultat, pour l'usufruitier, de lui faire en réalité payer les intérêts d'une dette.

Si le conjoint survivant ne veut pas faire cette avance, par une opération inverse, le nu propriétaire pourra avancer le capital aux créanciers et, pendant toute la durée de l'usufruit, le conjoint survivant payera toutes les dettes.

Enfin, si ni l'un ni l'autre ne veulent avancer le capital, le nu propriétaire pourra faire vendre une partie des biens soumis à l'usufruit.

Quel que soit le mode de payement choisi, l'usufruitier est tenu des dettes *ultra vires*. On a bien soutenu que cet usufruit ne devait contribuer au payement de ses dettes que dans la proportion de la valeur estimative de son usufruit. Les partisans de cette théorie déclarent qu'on ne peut prendre comme texte législatif les travaux préparatoires et que l'article 612 n'est pas applicable à la matière, car ce texte ne règle que les rapports d'un usufruitier ordinaire avec le nu propriétaire. Le conjoint survivant n'est pas simplement un usufruitier, mais il est encore un successeur *ab intestat*. Tout successeur *ab intestat*, disent-ils, doit contribuer au payement des dettes héréditaires. Il n'y a pas à distinguer entre les successeurs à titre universel et les successeurs à titre particulier. Cette distinction n'a lieu que pour les héritiers appelés à la succession en vertu d'un testament. On conclut, dans cette théorie, que le conjoint, comme tout successeur, doit payer la dette en capital *pro modo emolumenti*.

Suivant cette opinion, il faudra d'abord fixer la valeur de l'usufruit, établir alors la part contributive en capital. Ce système qui a été défendu au moment du vote de la loi a été repoussé. Il présentait, en effet, de nombreuses difficultés dans son application. Comment évaluer, avec quelque chance d'exactitude, un droit d'usufruit qui peut s'éteindre le lendemain de son ouverture, par la mort de l'usufruitier, ou, à une époque indéterminée, par le remariage du conjoint.

Les membres de la commission faisaient remarquer également qu'il était injuste de faire payer en capital une partie des dettes à celui qui ne recueillait qu'un usufruit. Il est beaucoup plus équitable que celui qui recueille les fruits ne paye que les intérêts des dettes qui pèsent sur le nu propriétaire ; les intérêts sont une charge des fruits.

A côté de ces raisons basées sur la pratique et sur l'équité, nous trouvons l'intention formelle des rédacteurs de la loi de 1891 qui repousse cette théorie.

C'est donc aux règles posées par l'article 612 qu'il faut s'en rapporter ; jamais le conjoint survivant n'aura à supporter en capital les dettes de la succession ; par les trois combinaisons que nous avons indiquées plus haut, il n'en payera que les intérêts.

Mais il ne faut pas confondre avec les dettes, au paiement desquelles doit contribuer l'usufruitier, certains frais qui regardent uniquement la succession : les frais d'inhumation, les frais funéraires, doivent être supportés uniquement en principe par les héritiers. Le juge pourra néanmoins apprécier le bien fondé de la dépense et, dans certains cas, déclarer qu'ils seront supportés par celui qui les a commandés. Il a été jugé notamment pour l'achat d'une concession au cimetière que la dépense devait être supportée par l'époux survivant qui l'avait commandée à ses risques et périls, sans consul-

ter les héritiers<sup>(1)</sup> ; mais, à part ces cas exceptionnels, ces frais doivent être avant tout supportés par la succession et non pas par le conjoint usufruitier.

---

(1) Cass. 16 nov. 1893, D. 96, 1, 509.

## CHAPITRE III

### Extinction de l'usufruit du Conjoint survivant

---

Comme tout être, comme tout droit, l'usufruit du conjoint survivant passe par trois états différents : il naît, il vit ou s'exerce, il meurt ou s'éteint.

Les deux premières parties ont déjà fait l'objet de notre étude ; nous arrivons à la troisième période et nous nous demandons comment meurt, comment s'éteint notre droit d'usufruit, comment le conjoint peut être privé de son droit de jouissance.

Nous pouvons classer en trois groupes les différentes causes d'extinction. Le droit du conjoint survivant est un droit d'usufruit, et comme tel, il sera soumis aux mêmes déchéances que ce droit ; nous les étudierons dans la section première de notre chapitre.

La seconde classe, étudiée dans la seconde section, comprendra les causes d'extinction ou de privation spéciales à l'usufruit du conjoint survivant.

La troisième section étudiera certaines causes particulières qui empêchent l'usufruit légal de produire ses effets, mais qui seraient mal placées dans le second groupe, car elles peuvent s'appliquer

à d'autres droits de jouissance qu'à celui de l'époux survivant.

SECTION I. — *Causes extinclives ou privatives  
communes à tout usufruit*

Comme nous l'avons dit, toutes les causes qui mettent fin aux usufruits ordinaires s'appliquent également à l'usufruit du conjoint. Ces causes générales sont celles qui sont énumérées par les articles 617 et 618 du Code civil et il nous suffit de les citer sans nous étendre longuement sur elles, puisqu'elles s'appliquent à toute espèce d'usufruit.

L'usufruit du conjoint survivant est donc susceptible de s'éteindre par :

1° *La mort de l'usufruitier.* — C'est de toute évidence, puisque l'usufruit est un droit essentiellement attaché à la personne, un droit viager.

2° *La consolidation*, ou réunion sur la même tête des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire (art. 617 du Code civil).

La consolidation peut s'opérer au profit du conjoint survivant, par exemple s'il a acquis la nue propriété des biens dont il jouit, par un achat ; soit encore par l'effet d'une disposition à titre gratuit entre vifs ou testamentaire ; soit enfin par l'effet de sa vocation héréditaire dans la succession de la nue propriété, cas qui peut se produire quand le conjoint était de la même famille que son époux prédécédé : dans cette hypothèse, on lui affectera d'ordi-

naire, lors du partage, la nue propriété des biens dont il n'avait que la jouissance.

3° *Le non usage pendant trente ans.* — Le droit de jouissance est alors éteint, car la loi considère le conjoint qui n'a pas exercé son droit, qui n'en a joui, ni par lui-même, ni par un autre, comme ayant perdu définitivement, par suite de son inaction, le droit de l'exercer, comme s'il y avait renoncé. C'est là la prescription extinctive dont parle l'article 2262 du Code civil.

4° *La perte totale de la chose sujette à l'usufruit.* — Les biens grevés de l'usufruit de l'époux survivant peuvent être détruits peu de temps après la constitution de son droit, peu de temps après la mort du *de cujus* ; et le conjoint qui est titulaire de ce droit sera peut-être par ce fait plongé dans la misère. Il ne pourra pas, cependant, demander aux héritiers de lui constituer un droit équivalent sur d'autres biens de la succession. Le partage a, en effet, déterminé et fixé définitivement les biens du survivant ; dès lors, quoi qu'il arrive, il n'a plus rien à prétendre.

Toutefois, si la perte des biens sujets au droit de jouissance n'a été que partielle, le conjoint pourra continuer à exercer son droit sur ce qui reste. C'est ainsi que si son usufruit portait sur deux maisons et que l'une d'elles a été détruite par un incendie, il conservera la jouissance de la seconde.

5° *L'abus de jouissance de la part de l'usufruitier.* — La loi impose au conjoint survivant l'obligation de jouir de la chose en *bon père de famille*, mais le con-

joint peut manquer à cette obligation, soit en laissant dépérir, faute d'entretien, les biens qui lui ont été confiés, soit même en commettant des dégradations sur le fonds grevé. Les juges pourront alors prononcer l'extinction absolue de l'usufruit, c'est-à-dire sans compensation aucune, s'ils estiment que les fautes commises méritent une telle sanction.

SECTION II. — *Causes extinctives ou privatives spéciales à l'usufruit du conjoint survivant*

Ces causes sont au nombre de cinq ; elles comprennent : la séparation de corps ou le divorce, le convol du conjoint survivant au cas d'existence d'enfants du *de cujus*, l'annulation du mariage, l'exhérédation et enfin le détournement par le conjoint survivant des valeurs héréditaires.

1° Si nous considérons le premier cas, la *séparation de corps* ou le *divorce*, nous voyons que le conjoint divorcé perd la qualité d'époux ; le divorce fait disparaître tous les effets du mariage, quels que soient les torts de l'époux contre lequel le divorce a été prononcé. L'époux au profit duquel le jugement de divorce a été rendu, ne peut réclamer aucun droit d'usufruit : les anciens époux sont considérés comme deux étrangers.

La solution n'est pas la même pour la séparation de corps : le lien qui existait entre les deux époux subsiste encore et la meilleure preuve en est que les époux ne peuvent se remarier ; seul, l'époux au

profit de qui la séparation de corps aura été prononcée pourra encore recueillir l'usufruit de la loi de 1891.

Cette loi a apporté ici une innovation. L'ancien article 767 était ainsi conçu : « *Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit.* »

Cet article ne parlait pas de la séparation de corps et cette solution était des plus juridiques : la séparation de corps laisse, en effet, subsister le mariage ; elle relève seulement les époux de l'obligation de la vie commune ; le bien conjugal est distendu, mais il n'est pas rompu ; la qualité d'époux ne disparaît point et celui qui l'a conservée doit être traité en conséquence <sup>(1)</sup>.

Le nouvel article 767 a modifié cette solution pour punir l'époux contre lequel la séparation de corps est prononcée ; il le frappe d'une déchéance et lui enlève l'usufruit.

Le paragraphe 2 de l'article 767 résume d'une façon très explicite cette situation en déclarant que « *Le conjoint survivant non divorcé qui ne succède pas à la pleine propriété, et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée, a, sur la succession du prédécédé, un droit d'usufruit.....* »

Pour être logique, puisque le lien conjugal

---

(1) DUVERGIER, *Recueil des lois et décrets*, 1891, p. 42.

n'était pas rompu par la séparation de corps, il aurait fallu décider que seul le divorce faisait disparaître l'usufruit. Le législateur de 1891 a voulu apporter une innovation en déclarant que cet usufruit disparaîtrait également lorsque la séparation de corps aurait été prononcée aux torts de l'époux survivant. Il y avait là un motif d'indignité ou d'ingratitude : on ne pouvait admettre que le conjoint pût recueillir l'usufruit partiel de la succession de son conjoint prédécédé, lorsqu'un jugement avait reconnu ses torts. C'est ce que M. Delsol, lorsqu'il fit en 1872 sa proposition de loi, déclarait en disant<sup>(1)</sup> : « Nous admettrons que l'époux contre lequel la séparation de corps aurait été prononcée, serait déchu de tout droit sur la succession de son conjoint.

« La séparation de corps a pour cause un fait d'ingratitude ou un fait d'indignité : on ne saurait accorder un avantage à l'époux coupable de l'un ou de l'autre. D'ailleurs, le Code civil lui-même déclare révoquer de plein droit les libéralités faites par un époux au conjoint contre lequel la séparation est prononcée. »

Malgré les avis partagés des Cours d'appel qui avaient été consultées, la commission se rangea à l'avis de M. Delsol en refusant l'usufruit au conjoint contre lequel le jugement en séparation de corps

---

(1) Proposition de loi présentée par M. DELSOL, le 21 mai 1872. *Journ. off.* du 7 juin 1872. Annexe n° 1158, p. 3821.

avait été prononcé. M. Fallières, alors garde des sceaux et ministre de la justice, avait pourtant exposé que « le mariage, lorsque la séparation de corps était prononcée, subsistait, que les liens n'étaient pas définitivement rompus et que l'on se trouvait en présence d'un conjoint survivant à l'autre. Les dispositions du Code civil étaient sages et suffisantes et il n'y avait pas lieu de les modifier » <sup>(1)</sup>.

Toutefois, le législateur ne s'arrêta pas à ces observations qui pouvaient avoir leur valeur et il maintient le principe de déchéance qui frappe l'époux contre lequel un jugement de séparation de corps a été prononcé.

Cette incapacité ne peut résulter que d'un jugement passé en force de chose jugée, définitif et qu'on ne peut attaquer soit par l'opposition, soit par l'appel. Les termes de l'article 767 sont des plus explicites et il faut en conclure que si le décès de l'un des époux survient avant l'expiration du délai d'appel ou du délai d'opposition, on ne peut opposer cette déchéance, même à l'époux coupable.

La même règle doit s'appliquer pour les instances en divorce. Lorsque le jugement a été prononcé, s'il n'est pas devenu définitif, si le décès est survenu avant la transcription du jugement, l'usufruit de l'article 767 pourra être exercé.

Il faut noter également une différence qui existe

---

(1) DUVERGIER, p. 39.

entre le divorce et la séparation de corps. Lorsque le jugement de séparation de corps a été prononcé et est même devenu définitif, la réconciliation peut se faire entre les deux époux et cette réconciliation, constatée d'une façon quelconque, fait renaître les droits d'usufruit ; les liens du mariage ne sont pas en effet rompus par cette séparation de corps.

La solution est toute différente lorsqu'il s'agit du divorce : le contrat est complètement rompu, les droits et les devoirs réciproques des conjoints n'existent plus, une réconciliation ne peut suffire et il faut une nouvelle union pour faire renaître les droits d'usufruit de l'article 767.

2° *Convul du conjoint survivant.* — L'usufruit du conjoint peut en outre s'éteindre en cas de nouveau mariage, mais seulement « *s'il existe des descendants du défunt* ».

La rédaction du dernier alinéa de l'article 767 qui contient cette clause d'extinction n'a pas été admise sans de nombreuses discussions.

On fit une enquête auprès des cours et facultés et deux courants d'opinion se manifestèrent.

Les uns voulaient que dans tous les cas, par le seul fait d'un second mariage, l'époux survivant perdît son droit d'usufruit. Les partisans de cette théorie déclaraient qu'ils s'appuyaient sur la volonté présumée du défunt ; que ce second mariage pouvait être considéré comme un oubli à la mémoire du premier mari ; que de plus, le conjoint trouvait dans cette nouvelle union, de nouvelles ressources

et que le *de cuius* n'aurait jamais consenti à donner tout ou partie de ses biens à son époux pour en voir profiter une autre famille. C'étaient là les trois motifs que l'on invoquait.

M. Delsol, dans son rapport, déclarait qu'il y avait une présomption que l'époux prédécédé aurait retiré à son conjoint ce droit d'usufruit accordé par la loi, s'il avait prévu cette nouvelle union : le *de cuius* aurait préféré certainement ses héritiers naturels au nouveau conjoint de son époux.

Mais il y avait une théorie diamétralement opposée qui admettait tout nouveau mariage sans parler de déchéance. Les partisans de cette opinion reprochaient à ceux qui soutenaient la première solution, de s'appuyer sur des idées étroites et jalouses, de porter atteinte à la liberté du mariage, de favoriser même l'inconduite du conjoint survivant qui se verra peut-être forcé de choisir entre son affection et ses intérêts pécuniaires. L'intérêt même des enfants du *de cuius* ne sera pas lésé, puisque dans certaines circonstances, pour leur éducation, pour les soins à leur donner, ce second mariage leur sera profitable.

La Cour d'Amiens proposa une théorie intermédiaire. L'intérêt que doit défendre avant tout le législateur est celui des enfants du *de cuius* : il serait injuste de leur enlever les revenus des biens de leurs parents défunts, pour en faire profiter la nouvelle famille du conjoint remarié. Par conséquent, il serait logique de permettre au conjoint

survivant de se remarier sans encourir aucune déchéance, lorsqu'il n'y a pas d'enfants d'un précédent mariage, mais de lui retirer l'usufruit, s'il existe des enfants du premier lit.

M. Delsol, en 1877, présente au Sénat son rapport conçu dans ce sens ; « Votre commission, disait-il<sup>(1)</sup>, a trouvé excessif de faire de tous les cas de convol une cause de déchéance. Ce serait aller quelquefois au delà de la pensée du prémourant, qui n'aurait pas voulu condamner son conjoint à un veuvage perpétuel.

« Mais quand *il y a des enfants*, elle ne peut admettre que le défunt ait voulu les dépouiller pour enrichir une famille étrangère et, dans ce cas, elle admet la déchéance de l'époux qui se remarie. Cette déchéance lui sera appliquée non à titre de peine, mais comme présomption de la volonté du prémourant. L'accord entre les enfants du premier lit et la famille nouvelle n'en deviendra que plus facile. »

Malgré tout, cette opinion de M. Delsol fut vivement combattue par le sénateur M. de Ventavon, qui considérait que cette déchéance était contraire à la morale et à la liberté du mariage, et qu'elle apparaissait pour la première fois dans notre Code.

Le rapporteur fit observer qu'on la trouvait déjà dans la loi de 1866 sur la propriété littéraire, qu'elle

---

(1) Proposition de M. DELSOL au Sénat, le 20 février 1877, *Journ. off.* du 4 mars, annexe n° 36, p. 1665.

existe encore pour la veuve qui se remarie et qui perd de ce fait les droits d'usufruit sur les biens de ses enfants mineurs et qu'enfin, on n'a pas voulu punir le second mariage, mais uniquement sauvegarder les intérêts des enfants.

Le texte de l'article 767 fut adopté.

Il faut donc deux conditions pour encourir cette déchéance : le mariage de l'époux survivant et l'existence de descendants du défunt.

Lorsque le conjoint se remarie, si sa nouvelle union est rompue par le divorce, il n'en perd pas moins son usufruit : le nouveau mariage est bien dissous, mais la déchéance a existé et l'usufruit ne peut revivre<sup>(1)</sup>.

Mais une question plus délicate se pose. Lorsque le conjoint a été privé de son usufruit par l'effet d'une nouvelle union, peut-il recouvrer son usufruit si le second mariage vient à être annulé ?

En droit, l'affirmative doit être acceptée. Le mariage annulé est censé n'avoir jamais existé et les parties doivent être remises dans la même situation qu'elles avaient antérieurement. Tous les effets produits par le mariage disparaissent : l'usufruit dont le conjoint avait été privé est considéré comme ne s'étant jamais éteint.

La loi n'apporte une exception à ce principe d'annulation que pour le mariage putatif, mais aucun texte ne permet d'étendre cette exception. L'opinion

---

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 879.

contraire a été pourtant soutenue : l'époux, dit-on, en se remariant, a accepté volontairement la disparition de son usufruit et il ne peut, pour le faire renaître, profiter d'une annulation indépendante de sa volonté; d'ailleurs, ajoute-t-on, en faisant réapparaître cet usufruit, on force les personnes qui en ont momentanément profité à restituer tous les fruits recueillis. La solution est donc désastreuse pour eux; mais peu importent ces conséquences : la seule opinion conforme aux principes ordinaires de notre droit est celle que nous indiquions plus haut; l'annulation du mariage anéantit la nouvelle union et fait revivre l'usufruit de l'article 767.

3° *Annulation du mariage.* — Nous avons étudié le cas où l'usufruit qui avait disparu par la survenance du second mariage renaissait alors que ce second mariage venait à être annulé; mais que devient l'usufruit du conjoint survivant lorsque le mariage qui a donné naissance à cet usufruit vient à être annulé ?

Quand un mariage est déclaré nul ou annulé, il ne peut plus produire aucun effet et tous ceux qu'il avait paru produire jusque là disparaissent, puisqu'il est réputé n'avoir jamais existé. L'apparence de légitimité que le fait de la célébration avait donnée à l'union de ces deux personnes se trouve rétroactivement détruite par la sentence judiciaire qui a reconnu ou prononcé la nullité : « *quod nullum est, nullum producit effectum.* »

Quand le mariage a été annulé, le droit hérédi-

laire disparaît donc en même temps que les autres effets du mariage et il ne peut certainement pas être question d'appliquer l'article 767 du Code civil.

Il en est ainsi soit que l'annulation ait été prononcée avant la mort de l'un des époux, soit qu'elle ait été prononcée après. Si les deux époux sont encore vivants au jour de l'annulation de leur mariage, chacun d'eux perd le droit de succéder à l'autre, droit qui lui appartenait en qualité d'époux, en vertu de la loi de 1891 : après l'annulation ce titre leur est enlevé et dans ce cas, le survivant qui aurait déjà recueilli la succession de l'époux prédécédé, devrait la restituer à qui de droit. Il est facile de comprendre pourquoi les deux époux ne peuvent plus se succéder l'un à l'autre, alors que le droit de succession subsiste entre chacun d'eux et ses enfants : c'est que la qualité d'enfant légitime est permanente et survit à la dissolution du mariage, tandis que la qualité d'époux est temporaire et se perd quand le mariage est dissous.

Si l'un des époux était déjà mort quand la nullité est reconnue, sa succession recueillie par le survivant resterait acquise à celui-ci, qui était encore son conjoint au jour du décès.

Les effets de l'annulation sont donc rétroactifs ; mais il y a cependant des cas dans lesquels la rétroactivité ne s'applique pas : c'est lorsqu'il s'agit d'un mariage putatif, c'est-à-dire contracté de bonne foi par les époux ou par l'un d'eux.

Dans ce cas, le mariage nul produit ses effets

comme s'il avait été valable jusqu'à la sentence du jugement déclarant sa nullité.

Si donc les deux époux étaient de bonne foi au moment de la célébration de leur mariage et que l'annulation n'est prononcée qu'après la mort de l'un d'eux, le survivant pourra réclamer, comme si son union avait été régulière, les droits successoraux que lui accorde la loi de 1891 (art. 201 du Code civil). Si, au contraire, un seul des conjoints était de bonne foi et s'il survit, il pourra obtenir, en présence d'enfants nés du mariage, son usufruit héréditaire.

Si c'est le survivant qui est de mauvaise foi, il ne pourra réclamer aucun droit dans la succession de son conjoint. (Art. 202 du Code civil.)

M. Planiol fait remarquer que si le mariage putatif était nul pour cause de bigamie et s'il venait à se dissoudre par la mort de l'époux bigame, la succession du bigame se partagerait entre ses deux conjoints, tous deux vivants et qui auraient des droits égaux<sup>(1)</sup>.

Mais si le mariage putatif est annulé avant l'ouverture de la succession, c'est-à-dire du vivant des deux époux, qu'ils soient de bonne ou de mauvaise foi, à la suite du décès de son ancien conjoint, le survivant ne pourra recueillir l'usufruit ; le mariage putatif ne laisse subsister en réalité que les droits

---

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, 3<sup>e</sup> éd., I, n° 1110.

acquis, autrement dit les droits nés avant l'annulation.

L'usufruit qu'il réclame est un droit héréditaire, un droit qui ne naît qu'au moment de la mort, et ce droit n'était pas acquis avant l'annulation du mariage putatif. Pour succéder, il faut avoir le titre d'époux au moment de l'ouverture de la succession, et ce titre cesse d'appartenir au conjoint, dès que le mariage est annulé.

4° *Exhérédation*. — Si le législateur de 1891 a voulu donner la qualité d'héritier à l'époux survivant, il ne l'a pas classé parmi les héritiers réservataires. Il s'ensuit donc que le *de cujus* aura pu priver son conjoint survivant d'une partie ou de la totalité de l'usufruit légal, en disposant en faveur d'autres héritiers ou de légataires ; par un moyen détourné, le conjoint a fait disparaître cet usufruit ; c'est ce qu'on appelle l'exhérédation indirecte.

Mais le *de cujus* a-t-il pu, de son vivant, exhériter d'une façon expresse dans son testament, son conjoint ? La question est discutée. Certains auteurs l'admettent. On sait que l'exhérédation n'a pas été réglementée ni prévue par le législateur du Code civil. Le Code parle bien de la révocation des testaments, mais ne soulève pas la question de savoir si l'on peut exhériter d'une façon directe un héritier légal.

La grande majorité de la doctrine admet la négative. Cependant certains auteurs soutiennent que le conjoint peut être exhérité d'une façon directe

dans des conditions particulières ; si, au lieu d'être générale et absolue, l'exhérédation est limitée à certaines personnes, elle est valable. Ils déclarent que cette exhérédation comprise dans ces termes implique une attribution implicite et indirecte des biens au profit des autres héritiers, en vertu de l'adage « Exclure, c'est disposer ». La théorie soutenue par ces auteurs peut se résumer par cette distinction : s'il y a d'autres héritiers en présence de l'époux survivant, ces héritiers pourront profiter de l'exhérédation du conjoint. Cette exhérédation constitue une véritable disposition du *de cuius* en faveur de ses héritiers et dans ce cas, la volonté du *de cuius* doit être respectée.

Si, au contraire, le conjoint est seul héritier, ou ce qui revient au même résultat, si le *de cuius* exhérède tous ses successeurs d'une façon générale, cette clause d'exhérédation n'est pas valable ; on ne peut plus la considérer, en effet, comme une disposition indirecte de biens : c'est une véritable exhérédation générale qui n'est pas acceptée par le Code.

On ne peut supposer, en effet, que le *de cuius* ait voulu de cette façon transmettre tous ses biens à l'Etat ; c'est ce que déclarait un arrêt de la Cour de Rennes du 27 février 1860<sup>(1)</sup> : « La disposition testamentaire par laquelle le testateur, tout en déclarant exclure de sa succession tous ses parents indistinctement, n'a légué à un étranger que l'usufruit de ses

---

(1) SIREY, 1860, 2, 324 ; DALLOZ, *Supp.* V<sup>o</sup> Successions, n<sup>o</sup> 342.

biens, sans manifester la volonté d'en attribuer à personne la nue propriété, n'a point pour effet de faire considérer la succession comme étant en déshérence par rapport à cette nue propriété et, par suite, de la transmettre à l'Etat : la nue propriété des biens du testateur constitue, en pareil cas, une succession *ab intestat*, dévolue à ses héritiers dans l'ordre déterminé par la loi. » Mais, comme nous le disions plus haut, on admet généralement que cette exhérédation est impossible sans qu'il y ait lieu de faire cette distinction.

On peut invoquer d'abord le silence du Code à ce sujet. Si l'exhérédation directe était admise dans l'ancien droit, mais seulement dans des hypothèses particulières indiquées d'une façon limitative, elle a complètement disparu dans le Code civil et le silence du législateur indique qu'elle n'est plus permise.

Mais on peut également invoquer en faveur de cette opinion, les travaux préparatoires de la loi de 1891. Dans son rapport <sup>(1)</sup>, M. Humbert disait que la question avait été soulevée.

Certaines Facultés, et en particulier celles de Paris, Douai, Grenoble demandèrent que cette exhérédation fut permise par la loi : elles reconnaissaient que le Code ne l'admettait pas, mais elles demandaient dans ce cas spécial une déclaration exceptionnelle : « La majorité des Facultés l'a repoussée,

---

(2) Rapport du 29 décembre 1875, *Journ. off.* du 16 mars 1876, p. 1842.

nous dit le rapporteur, comme de nature à porter le trouble dans la famille, en irritant le survivant et en diminuant à son égard le respect des enfants envers lui. D'ailleurs, ajoutait-il, l'exhérédation proprement dite a été justement abolie par nos lois modernes, et elle est fort contestable à l'égard des héritiers non réservataires, quand l'acte de dernière volonté ne contient pas de libéralités au profit d'un légataire. »

M. Piou déclarait à son tour quelques années plus tard<sup>(1)</sup> que cette exhérédation pouvait être obtenue d'une façon indirecte. « Le droit d'usufruit de l'époux survivant ne peut s'exercer que sur les biens laissés par le conjoint au moment de son décès. Cette restriction..... permet à l'époux qui veut exhériter son conjoint d'arriver à son but sûrement et sans éclat, puisqu'il lui suffit de disposer de ses biens pour faire disparaître tout droit à l'usufruit. »

Ces rapports montrent bien que la loi de 1891 n'a pas modifié le système du Code civil ; l'exhérédation directe, d'une façon générale, n'est pas possible : elle ne peut être obtenue que d'une façon générale.

5° *Divertissement par le survivant de valeurs héréditaires.* — C'est là une application des principes de notre droit. L'article 792 du Code civil déclare, en effet, que « les héritiers qui auraient diverti ou recélé

---

(1) Rapport du 20 mars 1886, *Journ. off.* du 9 novembre, annexe n° 565, p. 1292.

les effets d'une succession ne peuvent prétendre à aucune part dans les objets divertis ou recelés ». Le mot « héritiers » employé dans ce texte est pris dans son acception la plus étendue, c'est-à-dire qu'il s'applique à tous les successeurs *in universum jus* du défunt et, par conséquent, aux successeurs irréguliers, aussi bien qu'aux héritiers légitimes. C'est l'avis auquel se range la majorité de la doctrine<sup>(1)</sup>. Or, nous avons vu que le conjoint est un successeur irrégulier et que son usufruit est un véritable droit de succession. Il faut donc lui appliquer les règles ordinaires et décider que l'époux survivant qui s'est rendu coupable de divertissements au détriment de la succession de son conjoint prédécédé, est privé de son droit d'usufruit sur les biens ou valeurs divertis. C'est aussi la solution qui a été admise par la jurisprudence et notamment dans un arrêt de la Cour de Riom de 1894<sup>(2)</sup>.

SECTION III. — *Causes particulières qui peuvent priver le conjoint survivant de son usufruit*

1° *Clauses de révocation.* — Les époux, en vertu du principe de la liberté des conventions matrimo-

---

(1) AUBRY et RAU, t. VI, parag. 613, p. 420, texte et note 51 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. II, p. 314 ; DEMOLOMBE, t. XIV, n° 503 ; HUC, t. V, n° 202 ; *Revue du Notariat*, 1895, n° 9332, p. 211.

(2) Cour de Riom, 26 novembre 1894, D., 95, 2, 206 ; *Tables périodique* 97-98, p. 1198, n° 25 ; S., 95, 2, 40 ; *Rép. Not.*, 1895, p. 76.

niales établi par l'article 1387, peuvent, dans leur contrat de mariage, se faire des donations réciproques soumises à des clauses de révocation. C'est ainsi que le disposant pourra stipuler que la donation qu'il fait à son conjoint sera de plein droit révoquée en cas d'existence d'enfants nés du mariage, ou en cas de convol de l'époux gratifié.

La question se pose donc de savoir si le conjoint qui, par suite de la réalisation de la condition, se trouve avoir perdu comme donataire la libéralité qui lui avait été faite, peut revendiquer, à titre d'époux survivant, le bénéfice de l'article 767 du Code civil.

Evidemment, il faudra d'abord se référer aux dispositions du contrat de mariage qui renferme la donation ou à l'acte spécial qui aura été dressé ; il faudra se conformer aux intentions du disposant et s'en tenir aux termes mêmes du contrat. Mais il arrivera souvent que le donateur ne fera pas connaître ses intentions ; comment alors faudra-t-il interpréter ce silence ? Autrement dit, les clauses de révocation insérées dans les donations que l'époux survivant a reçues de son conjoint, constituent-elles pour le donataire survivant une cause de privation de son droit héréditaire ?

C'est là une question qui se présente très souvent dans la pratique. Les donations réciproques par contrat de mariage, très fréquentes dans les contrats de mariage faits antérieurement à la loi du 9 mars 1891, sont encore dans certaines régions,

dans le Nord, par exemple, une clause usuëlle et l'objet de la libéralité est souvent un usufruit, c'est-à-dire un droit analogue à celui que l'époux doit obtenir légalement.

Une chose certaine, c'est que le seul fait de recevoir une libéralité n'a pas pour effet de priver le conjoint survivant de tout droit dans la succession du *de cujus* ; la seule obligation imposée par l'article 767, c'est, en effet, d'imputer sur sa part le montant de la donation qui lui a été attribuée. S'il n'en est pas intégralement nanti, il peut en réclamer le complément jusqu'à concurrence de la portion que la loi lui attribue, car il n'est pas exhéredé pour la différence qui existe entre cette part et le montant de la libéralité qu'il a reçue de son époux.

Il est donc certain, comme nous l'avons déjà vu, que le conjoint n'est pas réservataire. Le *de cujus* peut donc le priver de tout droit dans sa succession en disposant des biens sur lesquels son droit aurait pu s'exercer.

Pour découvrir la volonté présumée du testateur, lorsque ce dernier ne l'avait pas formellement exprimée, M. Lamache proposait le système suivant pour résoudre la question <sup>(1)</sup> :

« Lorsqu'une personne, disait-il, institue légataire un de ses héritiers, en lui imposant une condition qui, si elle ne se réalisait pas, entraînerait la révocation du legs, cette personne manifeste évidem-

---

(1) LAMACHE, *Rev. du Not.*, 1893, p. 401.

ment l'intention d'exclure son héritier de la succession pour le cas où la condition qu'elle avait insérée dans son testament ne serait pas remplie. »

Ceci posé, il faut, d'après M. Lamache, faire une distinction : la condition peut consister dans un événement indépendant, dans une certaine mesure, de la volonté du disposant et dont la réalisation devra se produire de son vivant ; tel est le cas *d'existence d'enfants*.

Il faut alors présumer que l'époux qui perd la qualité de donataire, conserve celle de successible, car il n'y a pas alors incompatibilité entre les effets de la révocation et le maintien de la vocation héréditaire. Le bien donné rentre alors dans le patrimoine du disposant qui pourra en régler la transmission comme bon lui semblera. Si avant de mourir il ne dispose pas de nouveau de ce bien, le conjoint ancien donataire pourra se voir attribuer ce bien, car il n'y a pas évidemment lieu de l'en exclure.

Lorsque, au contraire, la condition imposée par le donateur à son époux est telle que son inaccomplissement suppose une faute de la part de ce dernier, une contravention aux volontés du disposant, et ne peut s'accomplir qu'après son décès — tel est le cas de la condition de *non convol*, condition qui dépend essentiellement de la volonté du survivant, — la solution sera tout à fait différente. Le *de cujus* est censé alors infliger une peine à son conjoint qui a méprisé son désir et n'a pas été fidèle à sa mémoire.

Cette idée de punition nous amène à conclure que le prémourant n'a pas voulu maintenir à titre d'héritier à l'ingrat ce qu'il le forçait de rendre comme donataire ; le maintien de la vocation héréditaire, contrairement à notre première hypothèse, est ici incompatible avec le but de la révocation.

Ce système très ingénieux n'a pas été adopté par la doctrine, ni par la jurisprudence.

Le conjoint a bien perdu le droit de jouissance qui lui avait été légué, mais il se trouve en présence de deux usufruits bien distincts. Le premier est une véritable libéralité accordée par le *de cujus* ; le second est établi par le législateur : c'est un droit de succession.

Le conjoint survivant peut choisir entre ces deux usufruits : il a la faculté de renoncer à l'un et de revendiquer l'autre ; par conséquent, si l'un des usufruits vient à être perdu, il pourra néanmoins exercer le second.

Lors des travaux préparatoires de la loi de 1891, le législateur a d'ailleurs indiqué que telle était son intention. Au moment de la discussion de la loi devant le Sénat, en 1877, le rapporteur voulait que la loi contînt un paragraphe spécial par lequel le conjoint survivant ne recueillerait pas son usufruit héréditaire lorsque le *de cujus* aurait accordé soit par contrat, soit par donation ou par testament, un usufruit quelconque. La Chambre des députés, lorsque le projet revint devant elle, repoussa cette décision et fit valoir qu'il y avait là un moyen trop

facile d'éluder la loi : la clause d'usufruit, dans les contrats de mariage, serait devenue de style. La volonté des promoteurs de la loi de 1891 était donc bien nette : on voulait permettre au conjoint survivant de renoncer à la succession de son autre conjoint, pour s'en tenir à l'usufruit de l'article 767.

En résumé donc, on peut dire que lorsque l'époux aura perdu les avantages des donations faites lorsque la condition résolutoire de laquelle dépendait une donation ou un legs sera arrivée, cet époux pourra néanmoins réclamer son usufruit légal de l'article 767.

La jurisprudence est venue consacrer dans de nombreux jugements et arrêts cette opinion qui maintenant est définitivement acceptée<sup>(1)</sup>.

La question avait été notamment portée devant les tribunaux de savoir si le conjoint survivant auquel un droit d'usufruit a été donné ou légué sous condition de viduité et qui perd ce droit en se remariant, conserve cependant le bénéfice de la loi de 1891. La Cour de Bourges lui avait d'abord reconnu ce droit, dans un arrêt de 1896. Elle revint sur sa décision l'année suivante, dans un arrêt du

---

(1) Tribunal civil des Andelys, 25 Juillet 1893; *Rev. du Notariat*, 1894, n° 9090, p. 131; Cour de Bourges, 3 février 1896, sur renvoi de la Cour de cassation, *Rev. du Notariat*, 1896, n° 9554, p. 257, D., 97, 2, 83; *contra* : Tribunal civil du Blanc, 30 avril 1895, mais cassé par la Cour de cassation, *Rev. du Notariat*, 1896, p. 59. Dans le sens de cette théorie : Arrêt de la Cour de cassation, 2 juillet 1903, D., 1903, 1, 353, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1903, p. 914.

25 mars 1897<sup>(1)</sup>; puis enfin quatre ans après, le 2 juillet 1901<sup>(2)</sup>, elle fit une distinction. Cette Cour jugea que lorsque le conjoint a reçu par testament, mais à la condition de ne pas se remarier, l'usufruit de la totalité de la succession, il peut demander la délivrance de son legs tout en se réservant le droit de réclamer son usufruit légal dans la suite.

De même, si le conjoint peut renoncer à cet usufruit qui lui est accordé par un legs ou une donation spéciale, il peut voir aussi cet usufruit révoqué pour cause d'ingratitude ; on peut se demander alors si les avantages accordés par l'article 767 ne tombent pas également dans ce cas.

La Cour de Caen, dans un arrêt du 30 juillet 1903<sup>(3)</sup>, se prononce pour la négative. Cet arrêt déclare qu'est révoquable pour cause d'ingratitude la donation faite par un mari à sa femme dans leur contrat de mariage, mais que l'époux donataire en usufruit qui, par suite de révocation, perd le bénéfice de cette donation, a le droit de réclamer dans la succession du conjoint prédécédé, le droit d'usufruit légal, résultant du nouvel article 767.

« Attendu... que la libéralité, que le conjoint survivant peut tenir d'une donation faite par contrat de mariage, est distincte et indépendante de la

---

(1) DALLOZ, 97, 2, 302.

(2) *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1903, p. 915 et s.

(3) *Jurisprudence de la Cour de Caen*, p. 245 et s. ; *Le Droit*, 14 déc. 1905 ; *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1906, p. 181.

révocation successorale qui lui est conférée par la loi ;

« Que la révocation qui peut faire tomber la première n'a aucun effet sur la seconde ;

« Qu'en sa qualité de successible le conjoint survivant recueille la part que la loi lui attribue toutes les fois que le prémourant n'a pas manifesté la volonté de l'exhérer ;

« Que cette volonté ne saurait résulter que d'un acte émanant de lui, et revêtant la forme ordinaire des testaments ».

Cet arrêt nous donne la véritable solution de la question : « Il n'y a rien d'inconciliable entre ces deux situations, parce qu'elles ressortent de deux principes différents, la donation et l'héritage. »

2° *Renonciation du conjoint survivant à son usufruit.* — Le conjoint survivant peut lui-même se priver de son usufruit successoral en renonçant aux droits héréditaires qui lui sont accordés par la loi de 1891.

C'est là une conséquence du droit commun, car toute personne capable de disposer de ses biens, peut renoncer, en effet, aux dispositions légales qui ne sont établies qu'en sa faveur.

Mais, pour que cette renonciation soit opposable aux tiers, faut-il qu'elle soit faite au greffe par une déclaration inscrite sur ses registres comme par les renonciations aux successions ?

L'administration de l'Enregistrement n'exige pas de renonciation au greffe et se contente d'une sim-

ple renonciation par acte notarié<sup>(1)</sup>. Mais c'est là un point de pratique ; en droit, il n'en reste pas moins vrai que l'article 784 du Code civil est toujours en vigueur et que la renonciation à une succession ne peut être faite juridiquement qu'au greffe ; en effet l'usufruit que recueille le conjoint est un véritable droit de succession ; or, d'une part, tous les successeurs sont, d'après la jurisprudence, tenus des mêmes obligations au point de vue héréditaire, qu'il s'agisse de successeurs irréguliers ou d'héritiers légitimes ; d'autre part, l'article 784 est général et soumet à la nécessité de la renonciation au greffe, tous ceux, sans exception, qui ne veulent pas recueillir la part héréditaire qui leur est attribuée.

---

(1) *Revue du Notariat*, 1892, n° 8781, p. 784.

---

## CHAPITRE IV

### **Avantages particuliers accordés au conjoint survivant en surplus de son usufruit légal**

---

Il ne nous reste plus qu'à parler des avantages que le conjoint survivant peut encore recueillir en surplus de son droit d'usufruit. Le législateur a pu s'apercevoir que parfois cet usufruit de l'article 767 est insuffisant ; les anciennes dispositions du Code peuvent, dans ce cas, venir combler cette lacune.

Lorsque le défunt a disposé de ses biens pour faire disparaître en partie ou même en totalité les droits du survivant, le but de la loi de 1891 serait manqué, si aucune ressource n'était accordée au survivant : « il serait exposé, comme le disait M. Piou dans son rapport à la Chambre des députés, le 9 novembre 1886 <sup>(1)</sup>, à toutes les chances de gêne et de misère, contre lesquelles la loi a voulu le garantir. Le Code intervient alors en faveur de l'époux survivant sans ressources pour lui accorder une pension alimentaire.

La loi du 9 mars 1891 a non seulement modifié l'article 767, mais aussi l'article 205 du Code civil et a déclaré que si les enfants doivent des aliments

---

(1) *Journ. off.* du 9 novembre 1886, annexe n° 565.

à leurs père et mère et autres ascendants dans le besoin, la succession de l'époux prédécédé en doit dans le même cas à l'époux survivant. Cette pension alimentaire ne doit pas être confondue avec l'obligation d'assistance que les époux se doivent l'un à l'autre : elle n'existe qu'en cas de décès et elle est due par la succession. Elle n'a pas non plus le même point de départ que le droit d'usufruit légal ; elle n'est pas fondée sur l'idée d'affection présumée du *de cuius*, mais elle a pour base un principe d'ordre public : le législateur ne veut pas que l'un des époux soit réduit à la misère, par suite de la mauvaise volonté de son conjoint. Il en résulte que le pré-mourant ne pourra même pas, dans une déclaration formelle faite de son vivant ou exprimée dans son testament, supprimer ce droit de pension.

L'article 205, ainsi modifié, ne donne pas un droit successoral, mais un droit bien distinct au conjoint survivant et qu'il peut exercer alors même qu'il renonce à la succession du *de cuius*.

Il suffit qu'il soit dans le besoin au moment de l'ouverture de la succession, et les tribunaux apprécieront d'une façon arbitraire si sa situation nécessite la demande de cette pension<sup>(1)</sup>. Mais l'article 205 déclare que l'époux survivant a un délai d'un an pour réclamer cette pension. En cas de partage, ce délai se prolonge jusqu'à la fin de ce partage.

Lors du vote de la loi, M. Delsol déclarait au

---

(1) Cass. 24 juillet 1895, *Pandectes françaises*, 96, 4, 88.

Sénat qu'une fois fixée cette pension devait être définitive<sup>(1)</sup>. On voulait déroger ainsi à l'article 209 du Code civil. Cet article dit que : « *Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des aliments est remplacé dans un état tel, que l'un ne puisse plus en donner ou que l'autre n'en ait plus besoin en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.* » Or, M. Delsol disait dans son rapport au Sénat : « La pension alimentaire fixée à l'époque de la succession restera invariable, quelles que soient les modifications apportées par le temps et les circonstances à la situation respective de l'époux et des héritiers de son conjoint ; on ne saurait entretenir et perpétuer entre eux des relations qui n'auraient plus aucun fondement. » Mais cette théorie paraît trop absolue : l'article 209 doit rester tout au moins en partie applicable ; sans doute, la situation de la succession ne variera pas, on connaîtra d'une façon bien nette son actif et son passif et ce calcul est définitif. On ne pourra pas, par conséquent, augmenter la pension du conjoint survivant, mais si les besoins de l'époux viennent à diminuer ou à disparaître, on pourra demander la réduction ou la suppression de la pension. S'il en était autrement, l'époux qui ne serait plus dans le besoin, pourrait recevoir encore de la succession ou des héritiers des avantages qui ne lui sont plus indispensables. S'il

---

(1) Rapport de M. DELSOL au Sénat, 4 mars 1877, *Journ. off.*, p. 1670.

conservait sa pension, il la recevrait non plus comme une créance alimentaire, mais plutôt comme un droit successoral et cette solution irait à l'encontre de l'esprit du législateur<sup>(1)</sup>.

A côté de cette pension alimentaire qui est accordée à l'époux comme dernières ressources, nous trouvons encore des lois particulières qui peuvent venir en aide au conjoint survivant.

Ce sont d'abord les *lois des 11 et 18 avril 1831*, qui accordent des droits de pension aux veuves des officiers de terre et de mer. Ces lois ont été modifiées par la *loi du 25 juin 1861*, qui déclare dans son article 6, que cette pension est accordée à la veuve, mais non pas à la femme contre laquelle un jugement en séparation de corps aura été prononcé.

Lorsque le législateur régla, le *9 juin 1853*, les pensions civiles des fonctionnaires et employés rétribués par l'État, il pensa également à protéger la veuve et à lui accorder une partie de la pension que le mari avait obtenue. Cette pension est du tiers sans pouvoir être inférieure à cent francs, mais le cas de séparation de corps était également prévu<sup>(2)</sup>.

Nous avons vu dans un chapitre précédent que le

---

(1) *Pandectes françaises*, V<sup>o</sup> Successions, n<sup>o</sup> 1617.

(2) Cf. aussi : *Loi du 9 décembre 1905*, art. 11 § 4. En cas de décès des ministres des cultes titulaires de pensions « *ces pensions seront réversibles jusqu'à concurrence de la moitié de leur montant au profit de la veuve et des orphelins mineurs laissés par le défunt et jusqu'à concurrence du quart au profit de la veuve sans enfants mineurs. A la majorité des orphelins, leur pension s'éteindra de plein droit* » ; Décret du 19 janvier 1906, articles 9, 10 et 11.

conjoint survivant conserve, en vertu de la *loi du 14 juillet 1866*, la jouissance des droits d'auteur dont le *de cujus* n'aurait pas disposé par acte entre vifs ou par testament. Cette jouissance est réduite lorsqu'il se trouve en présence d'héritiers réservataires. La loi de 1891 n'a pas fait disparaître ces droits et quels que soient les avantages qui peuvent résulter du cumul de la jouissance des droits d'auteur et de l'usufruit de l'article 767, ce cumul est permis par la loi. On a fait cependant et très justement remarquer que les héritiers pouvaient être privés dans ce cas d'une partie assez importante de la succession, que cette loi de 1866 n'était que le prélude d'une réforme générale et qu'elle n'avait plus sa raison d'être, lorsque le législateur avait défendu les droits du conjoint survivant. Il eût été plus juste d'admettre que le conjoint ne devait pas réclamer plus de droits que ne lui conférait la loi de 1891 ; mais devant les travaux préparatoires et le texte formel de la loi, on doit accepter ce cumul.

La loi de 1891 n'a pas non plus abrogé la *loi du 25 mars 1873* sur la condition des déportés à la Nouvelle Calédonie. La veuve, en cas d'absence d'enfants, succède à la moitié en propriété de la concession et des biens que le déporté a acquis dans la colonie et, en présence d'enfants, la veuve recueille le tiers en usufruit. Comme dans le cas précédent, le système du cumul doit être accepté. La loi de 1891 aurait pu le modifier : elle ne l'a pas fait et, devant son silence, nous devons admettre que

la veuve survivante recevra les avantages de la loi de 1873 et ceux de l'article 767.

Il en est de même pour l'application du *décret du 31 août 1878* que nous avons cité plus haut et qui est relatif à la veuve du transporté.

Reste enfin la *loi du 9 avril 1898* sur les accidents du travail.

Dans son article 3, cette loi décide que lorsque l'accident est suivi de mort, une rente viagère égale à vingt pour cent du salaire annuel de la victime est servie au conjoint survivant ; mais il faut qu'il ne soit ni divorcé, ni séparé de corps. On ne fait ici aucune distinction entre la séparation de corps prononcée en faveur du conjoint et celle prononcée contre lui, et la loi ajoute en outre qu'il faut que le mariage soit contracté antérieurement à l'accident. Cette rente se cumule avec l'usufruit légal. En cas de nouveau mariage, si le conjoint perd ses droits de l'article 767, la rente de la loi de 1898 survit encore momentanément et on alloue à la veuve à titre d'indemnité totale, trois annuités de rente.

Toutes ces lois et ces avantages combinés montrent bien les progrès apportés par le législateur français à la situation du conjoint survivant pauvre et en particulier à celle de la veuve, et ils réalisent pour le conjoint une véritable protection.

VU :

*Le Doyen de la Faculté,*  
**Edmond VILLEY.**

VU :

*Le Professeur, Président de la Thèse,*  
**L. GUILLOUARD.**

VU et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Université, E. ZÉVORT.*

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                               | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. . . . .                                                                                                | 9     |
| INTRODUCTION . . . . .                                                                                                        | 13    |
| <b>PREMIÈRE PARTIE. — Historique.</b>                                                                                         |       |
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — <i>Situation du conjoint survivant sous le<br/>Droit romain.</i> . . . . .                       | 17    |
| CHAPITRE II. — <i>Situation du conjoint survivant en Gaule,<br/>chez les Germains et chez les Francs.</i> . . . . .           | 24    |
| <i>Section I.</i> — Situation du conjoint survivant en Gaule. . . . .                                                         | 24    |
| <i>Section II.</i> — Situation du conjoint survivant chez les<br>Germains et chez les Francs . . . . .                        | 27    |
| CHAPITRE III. — <i>Situation du conjoint survivant pendant<br/>la Période féodale et pendant la Période royale.</i> . . . . . | 30    |
| <i>Section I.</i> — Situation du conjoint survivant dans les<br>pays de coutume . . . . .                                     | 31    |
| <i>Section II.</i> — Situation du conjoint survivant dans les<br>pays de Droit écrit . . . . .                                | 38    |
| CHAPITRE IV. — <i>Situation du conjoint survivant sous le<br/>Droit Intermédiaire</i> . . . . .                               | 43    |
| CHAPITRE V. — <i>Situation du conjoint survivant sous le<br/>Code civil. — Réformes nécessaires.</i> . . . . .                | 47    |
| <b>DEUXIÈME PARTIE. — Modifications apportées au Code<br/>par la loi du 9 mars 1891.</b>                                      |       |
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — <i>Origine de la loi de 1891</i> . . . . .                                                       | 59    |
| CHAPITRE II. — <i>Nature du droit accordé à l'époux survi-<br/>vant.</i> . . . . .                                            | 71    |

|                                                                                                                                                           | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE III. — <i>Calcul du montant du droit d'usufruit accordé au conjoint survivant.</i> . . . . .                                                     | 75    |
| <i>Section I.</i> — Le conjoint survivant se trouve en présence d'enfants. . . . .                                                                        | 77    |
| § 1. — Cas où le conjoint survivant vient en concours avec des enfants issus de son mariage . . . . .                                                     | 77    |
| § 2. — Cas où le conjoint survivant vient en concours avec des enfants issus d'un mariage précédent . . . . .                                             | 81    |
| <i>Section II.</i> — Le conjoint survivant se trouve en présence d'héritiers autres que des enfants . . . . .                                             | 87    |
| CHAPITRE IV. — <i>Formation de la masse sur laquelle se calcule l'usufruit du conjoint survivant</i> . . . . .                                            | 97    |
| <i>Section I.</i> — Biens existant au décès . . . . .                                                                                                     | 98    |
| <i>Section II.</i> — Biens sortis du patrimoine . . . . .                                                                                                 | 98    |
| § 1. — Biens donnés à des étrangers. . . . .                                                                                                              | 98    |
| § 2. — Biens légués à des héritiers autres que le conjoint . . . . .                                                                                      | 99    |
| CHAPITRE V. — <i>Imputation des libéralités faites par le défunt à l'époux survivant.</i> . . . . .                                                       | 114   |
| CHAPITRE VI. — <i>Restrictions apportées au droit d'usufruit du conjoint survivant.</i> . . . . .                                                         | 131   |
| <i>Section I.</i> — Concours du conjoint survivant avec des héritiers réservataires . . . . .                                                             | 132   |
| <i>Section II.</i> — Concours du conjoint survivant avec des successeurs anomaux . . . . .                                                                | 143   |
| CHAPITRE VII. — <i>Situation du conjoint survivant dans les législations étrangères</i> . . . . .                                                         | 151   |
| <br><b>TROISIÈME PARTIE. — Exercice du droit du conjoint survivant.</b><br>                                                                               |       |
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — <i>Mode et jouissance de l'usufruit. — Possibilité pour les héritiers de le faire transformer en rente viagère</i> . . . . . | 177   |
| <i>Section I.</i> — Qui peut faire convertir l'usufruit en rente viagère? . . . . .                                                                       | 182   |

|                                                                                                                                        | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <i>Section II. — Conditions de la conversion . . . . .</i>                                                                             | 192   |
| § 1. — Équivalence à l'usufruit . . . . .                                                                                              | 192   |
| § 2. — Prestation de sûretés suffisantes. . . . .                                                                                      | 198   |
| <i>Section III. — Tribunal compétent. — Fins de non-recevoir. — Délais pendant lesquels la conversion peut être demandée . . . . .</i> | 205   |
| <i>Section IV. — Effets du droit de conversion . . . . .</i>                                                                           | 213   |
| <b>CHAPITRE II. — <i>Obligations du conjoint usufruitier.</i> . .</b>                                                                  | 227   |
| <b>CHAPITRE III. — <i>Extinction de l'usufruit du conjoint survivant.</i> . . . . .</b>                                                | 238   |
| <i>Section I. — Causes extinctives ou privatives communes à tout usufruit . . . . .</i>                                                | 239   |
| <i>Section II. — Causes extinctives ou privatives spéciales à l'usufruit du conjoint survivant . . . . .</i>                           | 241   |
| <i>Section III. — Causes particulières qui peuvent priver le conjoint survivant de son usufruit . . . . .</i>                          | 256   |
| <b>CHAPITRE IV. — <i>Avantages particuliers accordés au conjoint survivant en surplus de son usufruit légal.</i> . . .</b>             | 265   |











